

PRÉSIDENTE

Le Président Tebboune installe l'Inspection générale de la Présidence de la République

P.24

SAHARA OCCIDENTAL-MAROC

Des membres du Congrès américain appellent Biden à ne conclure aucun accord sur l'armement avec le Maroc

P.14

RAPATRIEMENT

Arrivée à Alger de 76 ressortissants algériens rapatriés d'Ukraine

P.24

LE PREMIER MINISTRE À L'OUVERTURE DE LA 2^{ÈME} CONFÉRENCE NATIONALE DES STARTUPS

«Le soutien aux start-up consacre les engagements du Président Tebboune pour un nouveau modèle économique»

Les travaux de la 2^{ème} édition de la Conférence nationale des startups «Algeria Disrupt 2022», ont débuté hier à Alger, sous la présidence du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, en présence du Médiateur de la République, des membres du Gouvernement et des représentants d'institutions publiques et financières. Le Premier ministre, a indiqué que les réalisations accomplies sur le terrain pour soutenir et appuyer les start-up consacrent les engagements du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la construction du nouveau modèle économique.

P.3



المركز الدولي للمؤتمرات

LE MINISTRE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX, ABDERRACHID TABI :

«La lutte contre la cybercriminalité tributaire du dispositif législatif»

P.4

COMMERCE, RÉPARATION AUTOMOBILE ET TRANSPORT

Activités les plus exercées par les opérateurs

P.6

COVID-19

Les spécialistes insistent sur la prise en charge des séquelles du virus

P.10

SANTÉ

TRANSPIRATION

Quelles solutions pour la bloquer ?

Pp 12-13

F   **T B A L L**

FAF

Vingt-six candidats au poste de DTN

P.21



CINÉMA

Le film sur le chahid Larbi Ben M'hidi sera présenté «courant 2022»

P.16

CALENDRIER DES EXAMENS SCOLAIRES 2022

Le BEM et le BAC du 6 au 16 juin

P.2

CALENDRIER DES EXAMENS SCOLAIRES 2022

Le BEM et le BAC du 6 au 16 juin prochain



Les examens du Brevet de l'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat se dérouleront du 6 au 16 juin prochain, a annoncé jeudi soir le ministère de l'Éducation nationale qui a rappelé l'annulation de l'examen de fin de cycle primaire pour la session 2022.

Le calendrier des examens scolaires au titre de l'année 2022 a fixé la date de déroulement du BEM du lundi 6 au mercredi 8 juin prochain, l'examen du Baccalauréat devant avoir lieu du dimanche 12 au jeudi 16 juin 2022, précise un communiqué du ministère. L'examen de fin de cycle primaire a été annulé pour la session 2022, le passage à la première année moyenne pour les élèves de la 5^e année primaire devant se faire en calculant la moyenne annuelle de l'évaluation continue (le total des moyennes des trois trimestres divisé par trois), a ajouté la même source. «Cet examen sera remplacé à compter de la prochaine année scolaire 2022-2023 par un examen d'évaluation des acquis de la phase d'enseignement primaire, et ce, après levée de l'organisation exceptionnelle de scolarité en vigueur en raison de la pandémie de Coronavirus (Covid-19) et la reprise de l'organisation normale», précise la même source. Saluant les efforts «colossaux et le haut sens éducatif» de toutes les composantes de la communauté éducative, le ministère de l'Éducation nationale a appelé tout un chacun à une préparation optimale des examens du BEM et du Baccalauréat. Le ministère a également souhaité le succès et la réussite à l'ensemble des élèves et soulagement aux parents.

ÉCOLES CORANIQUES ET ZAOUÏAS

L'examen national d'attestation de niveau les 23 et 24 mars

L'examen national d'attestation de niveau des élèves des écoles coraniques et des zaouïas en troisième cycle est prévu les 23 et 24 mars en cours, a annoncé jeudi le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs dans un communiqué. Cet examen national sera organisé au profit des élèves des écoles coraniques et des zaouïas en troisième cycle (session exceptionnelle), en vue de «leur permettre de participer au concours national d'accès à la formation spécialisée», note le ministère. Le concours d'accès aux instituts de formation spécialisée «aura lieu prochainement suite à l'ouverture de 100 postes budgétaires supplémentaires au profit des wilaya de Bejaia et de Tizi Ouzou pour le grade de professeur d'enseignement coranique». Les personnes intéressées désirant passer ce concours sont invitées à se rapprocher des directions de wilayas des affaires religieuses et des wakfs pour s'inscrire avant le 17 mars en cours, souligne la même source. Le concours «se déroulera au niveau des instituts nationaux spécialisés des corps spécifiques de l'administration des affaires religieuses et des wakfs des wilayas de Bouira, Tizi Ouzou, Mila, In Salah, Tamanrasset, Illizi, Relizane, Biskra, Tlemcen, Batna, Constantine et Saïda», ajoute le ministère.

SONATRACH

M. Hakkar en visite d'inspection aux projets d'urgence de dessalement d'eau de mer

Le Président directeur général (Pdg) du Groupe Sonatrach, Toufik Hakkar a effectué, en compagnie du staff dirigeant de la filiale Algerian Energy Company (AEC), une visite d'inspection aux projets d'urgence de dessalement d'eau de mer en cours de réalisation dans les régions de Corso (Boumerdes), El-Marsa et Bateau cassé (Alger), a indiqué Sonatrach dans un communiqué posté sur sa page Facebook.

Lors de cette visite effectuée jeudi soir, M. Hakkar

ALGÉRIE - ITALIE

Reprise du traitement des demandes de visa pour l'Italie à partir d'aujourd'hui



Le traitement de toutes les demandes de visa, pour l'entrée sur le territoire italien, y compris pour le tourisme, reprendra à partir d'aujourd'hui, a annoncé, jeudi, l'ambassade d'Italie en Algérie, dans un communiqué.

«L'ambassade d'Italie informe que, suite à l'entrée en vigueur des nouvelles mesures concernant l'entrée sur le territoire italien annoncées le 24 février 2022, à partir du dimanche 6 mars 2022, elle reprendra désormais le traitement de toutes les typologies des demandes de visa, y compris pour le tourisme», précise la même source.

L'ambassade d'Italie a invité les personnes souhaitant obtenir un visa à «contacter son prestataire VFS Global pour toute information concernant la prise des rendez-vous (via sa plateforme) et les documents à présenter: <https://visa.vfsglobal.com/dza/fr/ita>».

Elle a rappelé, dans ce cadre, l'existence de «certaines mesures sanitaires toujours en vigueur portant sur les déplacements vers l'Italie et le séjour en Italie», invitant, à cet effet, à «consulter son site web: https://ambalgeri.esteri.it/ambasciata_algeri/fr/ambasciata/news/dall_am_basciata/2022/02/ingressi-in-italia-nuove-misure.html».

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Retrait d'agrément à deux établissements d'importation de dispositifs médicaux



Le ministère de l'Industrie pharmaceutique a annoncé jeudi dans un communiqué le retrait d'agrément à deux établissements d'importation de dispositifs médicaux pour non-respect de la législation et la réglementation en vigueur.

«En application des dispositions du décret exécutif n° 21-82 du 23 février 2021, relatif aux établissements pharmaceutiques et les conditions de leur agrément, les services du ministère de l'Industrie pharmaceutique ont procédé, le 24 février dernier, au retrait de l'agrément de deux établissements d'importation de dispositifs médicaux: Sarl Safe Labs Algeria et la Sarl RW Commerce et Industrie, pour cause due au non-respect de la législation et la réglementation en vigueur», est-il indiqué dans le communiqué.

MÉTÉO - PRÉVISIONS

Pluies sur des wilayas de l'intérieur du pays

Des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses et accompagnées localement de chutes de grêle, s'abattront aujourd'hui sur des wilayas de l'intérieur du pays, indique samedi un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie (ONM).

Les wilayas concernées par ces précipitations, accompagnées de rafales de vents sous orages, sont El Bayadh, Laghouat, Djelfa, M'sila Et Médéa, précise la même source, ajoutant que les quantités de pluies attendues sont estimées entre 20 et 30 mm, pouvant atteindre ou dépasser localement 40 mm, durant la validité du BMS qui court de 03h00 à 15h00.

TRANSPORT AÉRIEN

Reprise des vols à destination de Dakar et de Nouakchott à partir du dimanche 27 mars

Le ministère des Transports a annoncé, jeudi dans un communiqué, la reprise des vols d'Air Algérie à destination du Sénégal (Dakar) et de Mauritanie (Nouakchott), à compter du dimanche 27 mars 2022, sur instruction du président de la République.

«Sur instruction du président de la République, et dans le cadre des efforts du gouvernement visant à renforcer le programme des vols d'Air Algérie vers différentes destinations internationales, le ministère des Transports annonce la reprise des vols réguliers vers le Sénégal (Dakar) et la Mauritanie (Nouakchott) à compter du dimanche 27 mars 2022», a précisé le communiqué.

La reprise de ces vols est prévue selon un programme prédéfini, à savoir: un vol hebdomadaire «Alger-Nouakchott» (mercredi) et un vol hebdomadaire «Nouakchott-Alger» (jeudi).

Concernant le programme de vols vers le Sénégal, le programme prévoit un vol hebdomadaire «Alger-Dakar» (dimanche) et un vol hebdomadaire «Dakar-Alger» (lundi).

«Air Algérie mettra en place un programme spécial pour les vols de et vers Dakar, qui soit adapté au vol Laghouat-Alger pour relier directement les deux vols», a ajouté le communiqué.

TRANSPORTS MARITIME

Lancement des travaux de réparation et de maintenance du navire Tarik Ibn Ziyad

Les travaux de réparation et de maintenance du navire Tarik Ibn Ziyad relevant de l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENMTV), ont été lancés et se poursuivront durant 40 jours, a annoncé jeudi le ministère des Transports dans un communiqué.

«Le navire Tarik Ibn Ziyad est entré jeudi au chantier naval de l'Entreprise de réparation des navires (ERENAV) au niveau du port de Béjaïa», a précisé le communiqué.

Il s'agit principalement des travaux de rénovation de la coque du navire (200 m² de métal), la maintenance des équipements mécanique électrique, la réparation des différents équipements de contrôle (pour la première fois par ERENAV), outre le réhabilitation des équipements de confort à bord du navire, a détaillé le ministère dans son communiqué.

Entré en service en novembre 1995, le navire Tarik Ibn Ziyad dispose d'une capacité d'accueil de 1300 passagers et 450 véhicules.

La longueur de ce navire est de 157 mètres alors que son maître bau est de 25 mètres.

La reprise des activités du navire permettra d'augmenter les capacités globales de la flotte nationale de transport maritime à 5.700 passagers et 1.650 véhicules, ce qui contribuera au renforcement des voyages maritimes des citoyens, notamment durant la saison estivale», a précisé le ministère.

OUVERTURE DE LA 2^{EME} CONFÉRENCE NATIONALE DES STARTUPS SOUS LA PRÉSIDENTE DU PREMIER MINISTRE

Benabderrahmane : «Le soutien aux start-up consacre les engagements du Président Tebboune pour un nouveau modèle économique»

Les travaux de la 2^{ème} édition de la Conférence nationale des startups «Algeria Disrupt 2022», ont débuté samedi à Alger, sous la présidence du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, en présence du Médiateur de la République, des membres du Gouvernement et des représentants d'institutions publiques et financières.

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a indiqué que les réalisations accomplies sur le terrain pour soutenir et appuyer les start-up consacrent les engagements du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la construction du nouveau modèle économique.

Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux qu'il a présidés, en présence de membres du Gouvernement, du Médiateur de la République, de porteurs de projets innovants, de chefs de start-up, de représentants d'institutions publiques et financières, et de chercheurs, M. Benabderrahmane a précisé que "ce qui a été effectivement accompli sur le terrain et les réalisations à venir, ne procèdent pas seulement d'un désir mais d'une forte volonté de changement en s'intéressant aux start-up".

"Il s'agit également de la mise en œuvre des engagements du Président de la République, pour aller de l'avant dans le processus de construction du nouveau modèle économique", a-t-il ajouté.

Convaincu de l'importance des start-up et de l'intelligence artificielle, le Président Tebboune a institué, pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie, un ministère dédié à ces entreprises et une Ecole supérieure de l'intelligence artificielle afin de mettre en place un environnement propice à la transition d'une économie rentière à une économie aux revenus diversifiés et contribuant à l'élimination de la dépendance au pétrole et à la volatilité des cours sur les marchés internationaux.

C'est dans cet esprit que le Président de la République accorde un "intérêt majeur" à la transition de l'économie algérienne d'un système rentier à un modèle reposant sur d'autres secteurs productifs et une économie de la connaissance où les start-up sont la "locomotive" de cette transition, a soutenu le Premier ministre.

Autant de démarches qui contribueront certainement à accélérer la transition vers l'économie numérique et accroître les produits numériques et les transactions en ligne, et qui permettront, ainsi, l'émergence d'entreprises plus créatives et plus innovantes capables de proposer les solutions les plus faciles et d'offrir des opportunités à un plus grand nombre de start-up, a-t-il poursuivi.

En dépit d'une conjoncture financière et économique difficile, le Fonds national pour le financement des start-up a pu voir le jour grâce à "la volonté du Président de la République de faire des start-up un vecteur de la nouvelle économie", a ajouté le Premier ministre.

Cette décision "n'est pas restée sans suite, mais elle a été concrétisée sur le terrain", a-t-il dit. Ce fonds



doté d'un capital de 1,2 milliard de dinars et dont la création a été annoncée par le Président Tebboune en 2020, lors de la 1^{ère} édition de la Conférence nationale des start-up, a permis de financer, à ce jour, 390 porteurs de projets innovants, a-t-il fait savoir.

Parmi les autres mesures visant à encourager les jeunes innovants à la création de start-up, dans le cadre du Plan d'action du Gouvernement pour la mise en œuvre du Programme du Président de la République, M. Benabderrahmane a cité la mise en place et le renforcement du cadre réglementaire de l'innovation et des moyens de paiement électronique et la révision du cadre législatif du commerce électronique.

"Le code du commerce dont la révision est en cours de parachèvement prévoit davantage de souplesse en faveur des start-up".

Il est actuellement à l'étude au niveau du parlement", a-t-il précisé.

Le Premier ministre a également évoqué "la simplification et la facilitation des procédures de création de start-up et d'autres activités au profit des investisseurs débutants", soulignant que "la promulgation de nombreux textes réglementaires et d'application a donné lieu à une augmentation significative du nombre de start-up et de projets innovants labélisés et ayant bénéficié d'incitations fiscales".

"Plus de 750 start-up en une année et demi et nous aspirons à doubler ce nombre", a-t-il affirmé.

Le Gouvernement souhaite, par ailleurs, "augmenter le nombre d'incubateurs". "A ce jour, plus de 38 incubateurs ont obtenu le label et plusieurs autres sont à l'étude, notamment à la faveur des progrès dans la mise en place d'un écosystème favorable qui encourage leur création, en particulier au sein de l'Université, l'environnement le plus propice, qui compte plus de 1.600 laboratoires de recherche, 40.000 enseignants universitaires et 2.200 chercheurs permanents", a-t-il expliqué.

Accélération du processus de numérisation globale des formalités administratives

Le Gouvernement poursuit également, selon M. Benabderrahmane, le travail pour l'amélioration du climat des affaires et la simplification des procédures d'investissement, à travers l'accélération du processus de numérisation globale des formalités administratives, notamment celles en lien direct avec l'amélioration de la qualité des prestations publiques fournies, outre le renforcement des services de légalisation et de signature électronique.

"Nous sommes tout à fait conscients que la réussite de la transformation numérique, est tributaire de notre capacité à réduire la fracture numérique" a-t-il indiqué.

"Nous avons la conviction que nos jeunes sont capables de relever le défi, eu égard au "capital inestimable que recèle notre pays: des millions de jeunes et plus de 1.600.000 étudiants universitaires, dont la plupart sont en contact direct avec la technologie et les moyens de communication modernes", a-t-il ajouté.

Le Premier ministre a encore souligné la ferme détermination de l'Etat à faire de notre pays "un modèle" en matière de soutien des start-up et une source d'inspiration pour les autres pays, d'autant que, a-t-il affirmé, "nous disposons de potentialités et de moyens nous permettant d'être à la hauteur de ce défi, tout en étant confiants en la volonté et l'enthousiasme de nos jeunes".

M. Abderrahmane a enfin réaffirmé la disponibilité du Gouvernement à mobiliser toutes les énergies vives parmi nos jeunes, et les acteurs économiques et sociaux, pour assurer le succès de ce programme "qui ne saurait aboutir "sans la conjugaison des efforts de tous pour le développement de notre pays, en mettant à disposition tous les moyens d'appui et de soutien à ce processus auquel le président de la République accorde un intérêt capital, en réponse aux aspirations de nos jeunes".

LE FONDS DES START-UP 390 bénéficiaires à ce jour

Trois cents quatre-vingts dix (390) porteurs de projets innovants ont bénéficié du soutien financier du Fonds national pour le financement créé fin 2020, a révélé, samedi à Alger, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane qui présidait l'ouverture de la 2^{ème} édition de la Conférence nationale des start-up "Algeria Disrupt 2022". Dans son allocution devant les participants à cette conférence, M. Benabderrahmane a mis en avant l'importance majeure qu'accorde le président de la République, Abdelmadjid Tebboune au soutien des projets innovants et aux start-up, indiquant qu'"à ses débuts, le Fonds national pour le financement des start-up "a investi dans le capital de plus de 70 start-up, et 390 porteurs de projets innovants ont bénéficié, à ce jour, du soutien financier aux start-up". Le volume des investissements au profit des start-up a également dépassé 1,2 milliards de DA, a-t-il fait savoir. Grâce à la mise en place et le renforcement d'un cadre réglementaire de l'innovation et des moyens de paiement électronique et la révision du cadre législatif du commerce électronique, dans l'attente du parachèvement de la révision du Code de commerce en lui conférant "davantage de souplesse" en faveur des start-up, outre la simplification et la facilitation des procédures de création de start-up, le nombre des start-up et des projets innovants ayant obtenu un label et des incitations fiscales, a augmenté. Le nombre de ces entreprises et des projets a atteint plus de 750 start-up en une année et demi, a indiqué le Premier ministre "Nous aspirons à augmenter ce nombre et à multiplier le nombre d'incubateurs durant l'année en cours". Selon le Premier ministre, le nombre d'incubateurs s'élève actuellement à 38 incubateurs ayant obtenu le label, et plusieurs autres sont à l'étude, notamment à la faveur des progrès dans la mise en place d'un écosystème favorable qui encourage leur création, en particulier au sein de l'université, qui, est selon lui, l'environnement le plus propice et qui compte plus de 1.600 laboratoires de recherche, 40.000 enseignants universitaires et 2.200 chercheurs permanents.

M. Walid annonce de nouvelles mesures au profit des start-up et des incubateurs

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie de la connaissance et des start-up, Yacine El Mahdi Walid a annoncé samedi à Alger de nouvelles mesures au profit des start-up et des incubateurs.

L'Etat a adopté de nouveaux mécanismes relatifs à la prise en charge des frais inhérents aux brevets d'invention et à la propriété intellectuelle", a révélé le ministre délégué dans son allocution lors des travaux de la 2^{ème} édition de la Conférence nationale des start-up "Algeria Disrupt 2022".

"Ce mécanisme s'inscrit dans le cadre des orientations du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune", a-t-il ajouté. M. Walid a annoncé également un nouveau programme au profit des porteurs de projets innovants pour bénéficier d'accompagnement financier et d'incubateurs répartis sur le territoire national. Il a, en outre, évoqué la création de représentations régionales du Fonds algérien pour les start-up (AFS), précisant que les préparatifs pour le lancement de représentations de ce Fonds à travers les wilayas du pays sont en cours. Evoquant les perspectives du secteur des start-up, il a cité "l'encouragement des Fonds d'investissement étrangers à venir investir en Algérie. Des mémorandums ont été conclus dans ce sens outre plusieurs participations à des manifestations internationales", a-t-il dit. Concernant le renforcement des structures d'appui aux start-up, M. Walid a annoncé le lancement d'un programme d'accélération en faveur des start-up "Algeria venture", à l'occasion de la tenue de la conférence, outre la création de délégations régionales de l'accélérateur "Algeria venture".

A cet effet, il a été convenu de la signature d'une convention cadre avec le ministère de l'Industrie pour la création d'accélérateurs au niveau de certaines wilayas.

Il sera procédé, dans ce sens, à la création d'un système destiné à l'évaluation et à l'amélioration de la performance des incubateurs, outre le lancement "d'un laboratoire des technologies financières", en coopération avec l'autorité de régulation du marché financier, les compagnies d'assurance et les banques, lors de cette session dont l'ouverture a été présidée par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane.

Le ministre a annoncé également le lancement de l'application MYSTARTUP qui permettra en plus des procédures administratives de contacter directement le ministère et de soulever les préoccupations, en sus de tenir les patrons de start-up informés de toutes les offres du ministère, et partant de découvrir les opportunités qui leur sont offertes (salons, financement, des opportunités offertes avec de grandes entreprises).

L'environnement des start-up connaît "une dynamique sans précédent" à travers l'ensemble du territoire national, a ajouté le ministre, affirmant que la conférence tend également à répondre à des questions importantes sur l'économie nationale.

Le Prix du meilleur incubateur de l'année décerné à "IncubMe"

Le Prix du meilleur incubateur de l'année a été décerné, samedi à Alger, à l'incubateur algérien "IncubMe", en récompense de ses efforts pour honorer l'image de l'Algérie à l'échelle internationale.

Le prix du meilleur incubateur de l'année a été remis par le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie de la connaissance et des Startups Yacine El-Mahdi Oualid, au cofondateur de "IncubMe" Adel Amalou, lors de la cérémonie de clôture de la 2^{ème} édition de la Conférence nationale des startups organisée au Centre international des conférences (CIC) sous la présidence du Premier ministre Aïmene Benabderrahmane.

Intervenant à cette occasion, M. Oualid a souligné que le comité ministériel chargé de l'attribution de cette distinction a tenu compte des efforts déployés par l'incubateur algérien dans l'organisation de la première édition du programme "Africa By IncubMe" qui a accompagné 16 porteurs de projets africains. "Les membres du comité ministériel étaient unanimes sur la distinction de l'incubateur IncubMe, qui a fourni un travail colossal pour honorer l'Algérie à l'échelle internationale", a fait savoir le ministre délégué assurant que ce prix sera consacré dans l'avenir comme une "tradition". Parrainée par les services du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie de la Connaissance et des Startups, le programme "Africa By IncubMe", a été lancé au mois de septembre dernier et avait rassemblé 16 porteurs de projets issus de pays africains. Ces porteurs de projets ont été pris en charge durant quatre mois par l'incubateur "IncubMe" en matière de billetterie, d'hébergement, de coaching, et de visites, avec le soutien des entreprises algériennes et étrangères partenaires du programme.

Signature de 3 conventions-cadre pour soutenir les projets innovants

Trois (3) conventions-cadre de partenariat ont été signées samedi à Alger entre l'accélérateur public de startups "Algeria Venture" et des entreprises et organismes du secteur de l'industrie, visant à accompagner les porteurs de projets. Il s'agit d'une convention de soutien au dépôt de brevets pour les startups, signée par le Directeur général de l'accélérateur public de startups "Algeria Venture", Sid Ali Zerrouki, et le Directeur général de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI), Abdelhafid Belmehdi. La deuxième convention dite "Open innovation" a été signée par le DG de "Algeria

Venture" avec le Directeur général du groupe public Elec El Djazair, Mustapha Ferfara, alors que la troisième convention a été paraphée par Algeria Venture et le Directeur général de l'Agence nationale du développement des PME et de la promotion de l'innovation (ANDPMEPI), Hakim Toussar.

Les trois conventions de partenariat ont été signées en présence du ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, et du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'économie de la connaissance et des start-up, Yacine Oualid.

PÉNÉTRANTE GUELMA-AUTOROUTE EST-OUEST Nasri : « Vers la prise de «mesures radicales» contre l'entreprise de réalisation accusant un retard »

Le ministre des Travaux Publics, Kamel Nasri a affirmé, jeudi à Alger, que ses services prendront «des mesures radicales» à l'encontre de l'entreprise accusant un retard en matière de réalisation du projet de la pénétrante reliant la wilaya de Guelma à l'autoroute Est-Ouest en cas de non reprise des travaux.

Cette déclaration est intervenue en réponse aux questions orales des députés lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale sur les projets routiers en cours de réalisation dans les différentes wilayas du pays.

La réalisation de la pénétrante reliant la wilaya de Guelma à l'autoroute Est-Ouest sur une distance de 35,7 km accuse «un retard notable», a estimé M. Nasri, faisant état d'un taux d'avancement des travaux ne dépassant pas les 22%, et ce en dépit des «multiples avertissements».

A rappeler que la réalisation du projet est confié à un consortium de quatre (4) entreprises ayant accusé «un énorme retard».

L'entreprise de réalisation est tenue de s'acquitter des pénalités de retard et reprendre les travaux pour rattraper le retard enregistré.

Le cas échéant, le ministre prendra «des décisions radicales», à savoir le remplacement de l'entreprise au sein du consortium ou la résiliation définitive du marché avec ce dernier, a-t-il expliqué.

Quant au dédoublement de la voie à la RN 6 au niveau de la section reliant la commune de Tsabit (Adrar) et Reggane, le ministre a révélé que les services des travaux publics de la wilaya d'Adrar avaient mené une étude, en 2014, sur le dédoublement de la voie sur une distance de 380 km (depuis les frontières nord de la wilaya jusqu'à la daïra de Reggane), ajoutant que le projet a été réalisé et réceptionné en 2018.

Le ministre a rappelé également qu'une proposition a été formulée dans les précédentes lois des finances portant inscription d'un projet de dédoublement de voie au niveau de la RN6 sur une longueur de 77 km reliant Adrar et Zaouiet Kounta, mais la demande a été rejetée.

M. Nasri a affirmé que la réhabilitation de la RN 6 reliant le nord ouest au sud ouest constitue une priorité au regard de son importance, rappelant les instructions du Gouvernement relatives à la modernisation de cette route.

Répondant à une question sur le projet de la route double voie de la wilaya de Bordj Bou Arreridj, qui a fait objet d'étude en 2013, le ministre a assuré que son département prendra contact avec les services de wilaya en vue d'étudier la possibilité du lancement de la réalisation d'une tranche de cette route.

Concernant le retard accusé dans la réalisation de la route reliant El-Oued à Hassi Messaoud, le ministre a rappelé que cette route qui s'étend sur 156 km (93 km sur le sol de la wilaya de Ouargla et 63 km sur le sol de la wilaya d'El-Oued), nécessite la réhabilitation de 62 km au niveau de la wilaya de Hassi Messaoud, relevant que les autorités publiques avaient inscrit le projet de réhabilitation d'une distance de 20 km dans le cadre du programme communal au titre de l'exercice 2022, tandis que la distance restante sera inscrite dans le cadre de futurs programmes.

En réponse à une question sur la réhabilitation de la tranche reliant Seghouane à Cheniguel de la RN 60-A qui s'étend sur 79 km, le ministre a rassuré que 4 km de cette route était en bon état tandis que 42 km en état moyen alors que 33 km en mauvais état.

Les services des travaux publics ont proposé l'inscription de ce projet en 2019 où une suite défavorable a été donnée à cette demande, a expliqué le ministre soulignant que ses services continueront de proposer la prise en charge de cette route dans les prochains programmes dès la disponibilité des enveloppes financières.

LE MINISTRE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX, ABDERRACHID TABI: « La lutte contre la cybercriminalité tributaire du dispositif législatif »

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Abderrachid Tabi a affirmé, jeudi, que la lutte contre la cybercriminalité est tributaire du développement du système judiciaire et sécuritaire, au vu des «conséquences graves» de cette activité criminelle, sur les systèmes informatiques et sur la vie privée des personnes.

Dans son discours, lu en son nom par le directeur général des affaires judiciaires et juridiques auprès du ministère de la Justice, Lotfi Boudjemâa, à l'ouverture d'un séminaire régional sur la «Cybercriminalité», abrité par la wilaya de Blida, le ministre a exhorté les institutions à «développer les systèmes judiciaire et sécuritaire pour faire face à ce type de crimes dangereux».

Il a ajouté qu'il associât sa voix à celle des spécialistes qui appellent à se mettre au diapason des évolutions en cours, en faisant preuve de prudence lors de la connexion au cyberspace, ce qui requiert, a-t-il estimé, «la recherche des meilleurs moyens pour protéger les données personnelles, désormais menacées, lors de la consultation des messages, quelle que soit leur source, en téléchargeant des applications non fiables et en partageant des informations personnelles sur le net.

Le ministre a aussi rappelé l'initiative prise par les autorités supérieures du pays de créer un centre national spécialisé dans la lutte contre la cybercriminalité, pour faire face aux «dangers



«multiples» de cette activité criminelle.

Après avoir fait un exposé sur les dangers de la cybercriminalité, notamment sur les systèmes informatiques et la vie privée, dont la dignité des personnes, le ministre de la Justice, Garde des sceaux, a signalé la «difficulté de prouver le crime cybernétique devant la justice», du fait de l'absence de preuves tangibles ou de témoignages en la matière.

Les crimes cybernétiques exigent l'aide de spécialistes dans les expertises technique appropriées, pour en fournir les

preuves, a-t-il dit. La difficulté de prouver le crime cybernétique réside, également, dans le fait qu'il n'a pas de frontières géographiques, puisque l'auteur du crime peut se trouver sur un continent et la victime sur un autre, outre son caractère organisé et transfrontalier, qui en font «une menace pour la sécurité nationale de Nations entières», a relevé le ministre.

Après avoir souligné «l'importance» de la rencontre, M. Tabi a affirmé l'intérêt «considérable» accordé par son département ministériel à la cybercriminalité. Il a fait cas de la signa-

ture de 48 conventions de coopération avec des établissements universitaires et de formation, au profit des magistrats des cours de justice, en plus de 43 autres conventions de coopération au profit des juges des tribunaux administratifs, dans le but de développer leur connaissances et parvenir ainsi à une lutte effective et efficiente contre ce type de criminalité.

Les magistrats et cadres de l'administration centrale du secteur de la justice bénéficient, également, d'une formation continue à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Un fait dénotant la «nouvelle orientation» du ministère visant à renforcer les capacités scientifiques de ses ressources humaines, a relevé le ministre.

A noter, les Cours de justice de Blida, Alger, Boumerdes, Aïn Defla, Médéa et Tipaza, des avocats et officiers de la police judiciaire relevant des corps de la gendarmerie et de la sûreté nationales, des représentants des autorités militaires et des professeurs universitaires spécialisés en Droit, ont pris part à ce séminaire initié par la Cour de Blida.

PORTS

M. Bekkai appelle à accélérer la réalisation de plateformes d'exportation

Le ministre des Transports, Aïssa Bekkai a appelé, jeudi à Alger lors de sa réunion avec les directeurs des unités portuaires à l'accélération de la réalisation de plateformes dédiées à l'exportation, a indiqué un communiqué du ministère.

«Les hautes autorités du pays misent sur les infrastructures portuaires en tant que catalyseur de l'économie», a affirmé M. Bekkai, faisant savoir qu'elles sont «au centre des objectifs du Gouvernement visant la promotion du volume d'exportation et la maîtrise de la chaîne logistique dont les Transports jouent un rôle pivot».

Il a appelé également à la mise en place d'un plan pour réduire la pression sur certains ports à l'image de celui d'Alger, mettant l'accent sur la nécessité de trouver un

équilibre entre ports nationaux en terme de mobilité commerciale.

Dans ce sillage, le ministre a insisté sur l'importance de doubler d'efforts en matière de compétitivité des ports, de maîtriser et de réduire le temps de transit des marchandises, notamment les produits de large consommation et de récupérer les conteneurs dans les délais fixés pour éviter les amendes liées au retard, selon le même document.

Le premier responsable du secteur rappelé aussi «la nécessité de s'adapter avec cette nouvelle stratégie de développement des ports nationaux en passant du mode de gestion administratif au commercial à travers la mise en œuvre des instructions du Premier ministre à savoir assurer le service

24h/24h et 7/7 avec des prestations qui répondent aux aspirations des opérateurs économiques».

Tenu en présence des cadres du ministère, du P-dg du Groupe de services portuaires «Serport» ainsi que des DG des ports commerciaux, cette rencontre s'inscrit dans le cadre de l'application des instructions du Président de la République portant promotion de la façade maritime de l'Algérie et développement des ports commerciaux», a ajouté le communiqué.

La réunion a vu la présentation des exposés sur les activités et la mobilité au niveau de ces structures vitales, outre les différents projets tracés pour en améliorer la performance et l'efficacité sur le plan économique, a conclu le document.

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Deux axes importants pour développer le secteur

Le ministre de la Poste et des Télécommunications Karim Bibi Triki a affirmé jeudi à Souk Ahras que «le plan de travail du Gouvernement contient deux axes importants pour le développement du secteur».

Dans une conférence de presse, tenue au terme de sa visite dans cette wilaya frontalière, le ministre a précisé que le premier axe porte sur «la promotion de l'équipement public et l'amélioration de la qualité du service fourni aux citoyens par Algérie poste», ajoutant que cela «permettra d'augmenter la densité postale et de rapprocher les services postaux des citoyens, y compris ceux des régions reculées et enclavées».

Dans le cadre de cet axe, figure la réalisation de bureaux postaux et le réaménagement d'anciens bureaux, a ajouté le ministre.

Ce programme ambitieux du Gouvernement vise à renforcer le parc d'Algérie poste avec 600

nouveaux distributeurs automatiques de billets de banque, soit une augmentation de 40 % du parc des distributeurs à l'échelle nationale, a ajouté le ministre qui a indiqué que «la wilaya de Souk Ahras bénéficiera la semaine prochaine de 10 nouveaux distributeurs automatiques afin d'améliorer les prestations d'Algérie poste».

Concernant le développement de l'infrastructure de base des télécommunications, que ce soit la téléphonie ou l'Internet devenus essentiels pour les personnes, les entreprises et l'administration, en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, sont tenus à hâter la cadence des travaux de raccordement des foyers en fibre optique, a indiqué le ministre, avant d'assurer que l'ensemble des nouvelles cités résidentielles seront reliées au réseau de fibre optique au moment de la remise du logement. Le

Gouvernement ambitionne de raccorder, a indiqué Bibi Triki, le fin 2024 les deux tiers des foyers du pays à l'Internet fixe, soulignant que le raccordement au réseau de fibre optique demeure «la première option». Le ministre a entamé sa visite dans la wilaya par l'inauguration du nouveau siège de la Direction d'Algérie poste et d'un bureau de poste (catégorie 3) baptisé au nom du chahid Belkacem Ghelis à la cité Cnep de la ville de Souk Ahras.

Ce bureau est appelé à améliorer les prestations postales du fait de sa position au milieu de plusieurs cités à forte densité de population. Il a également inauguré un bureau de poste à la cité 2900 logements de la ville de Souk Ahras et mis en service le projet de réseau téléphonique FTTH à la nouvelle cité 1500 logements de type AADL auxquels il sera assuré un débit internet allant jusqu'à 100 Mbps/seconde. Dans la com-

mune d'Ouled Driss, le ministre a inauguré un bureau de poste au nom du chahid Gherbi Gherbi dans la zone d'ombre El Gueria et présidé la mise en service d'une station 4G LTE dans le cadre du désenclavement en fournissant aux citoyens l'accès à la téléphonie et à l'Internet.

La wilaya de Souk Ahras compte 44 stations d'une capacité de 26.200 accès et 13.727 clients permettant la couverture de près de 28 zones d'ombre.

Le ministre a également inauguré une agence commerciale de l'opérateur Mobilis dans la ville de Sédra.

Dans le cadre du développement des zones frontalières, le ministre a procédé, en outre, à l'inauguration d'un bureau de poste (catégorie 3) dans la commune de Haddada, avant de terminer sa visite dans la wilaya par l'inauguration d'un bureau de poste similaire dans la commune de Mechroha.

ENERGIE

L'Etat veut assurer des stocks de carburant de 30 jours

L'Etat œuvre à assurer des stocks de carburant équivalents à 30 jours de consommation au niveau national, au lieu de 6 à 8 jours actuellement, a affirmé jeudi le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.

«La stratégie de l'Etat vise à assurer des stocks de carburant équivalents à 30 jours de consommation au niveau national, au lieu de 6 à 8 jours actuellement», a indiqué M. Arkab lors d'une séance plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, soulignant que «la société +Naftal+ adopte une nouvelle politique d'investissement reposant sur un choix objectif des projets d'investissement dans ce domaine».

Répondant à une question sur le retard accusé dans la réalisation du projet de centre de stockage de carburant à Djendjen (Jijel), le ministre a précisé que la société «Naftal» avait décidé de reporter ce projet, suite à une étude de faisabilité ayant démontré que ce dernier ne répondait pas aux conditions requises.

Le premier responsable du secteur a rappelé, dans ce sens, la situation financière «difficile» que connaît la société Naftal et qui «a empiré en raison de la crise sanitaire, ce qui a contraint la société à adopter une nouvelle politique d'investissement reposant sur le choix objectif des projets d'investissement sur la base de la rentabilité, de la réduction des coûts et la rationalisation des dépenses».

La commune de Taher à Jijel dispose d'un réservoir de carburant d'une capacité de 2.300 m3, avec une moyenne de distribution quotidienne de 266 m3, assurant une autonomie de 6 jours, a-t-il précisé.

D'autres réservoirs de wilayas limitrophes peuvent également approvisionner la wilaya de Jijel, dont le réservoir d'El Khrub, qui dispose d'une capacité de 58.000 m3, appelée à atteindre 172.000 m3 après le parachèvement des travaux d'extension, le réservoir d'El Eulma, d'une capacité de 129.000 m3 et celui de Bejaïa



(25.636 m3). En réponse à une question sur l'établissement d'un réseau de raccordement de gaz dans plusieurs quartiers ne disposant pas de réseaux d'assainissement dans les régions de Machta, Adaya et Hamana à Mila, le ministre a affirmé que l'installation du réseau de gaz naturel dans les sites dépourvus de réseaux d'assainissement était interdite, en vertu des dispositions réglementaires en vigueur, notamment la circulaire du 4 mars 2021, relative aux caractéristiques et mesures techniques applicables à la réalisation d'installations de gaz naturel.

Selon le ministre, il est possible d'installer des conduites de gaz exceptionnellement dans les cas où les travaux sont en cours pour la réalisation des réseaux d'assainissement des agglomérations tout en prenant des précautions spéciales.

Le ministre a affirmé que l'interdiction imposée sur le raccordement des réseaux de gaz dans les sites qui ne disposent pas de réseau d'assainissement, est dictée par la préservation de la sécurité des personnes et des

installations et les risques majeurs de la fuite éventuelle de gaz via les réseaux d'assainissement incompatibles ou les fosses d'aisances individuelles.

Rassurant quant à la poursuite des travaux relatifs au raccordement des communes de la wilaya de Jijel au réseau de gaz naturel dans le cadre du programme de wilaya concernant 6 communes, M. Arkab a rappelé que cette wilaya a bénéficié d'un programme pour raccorder 28.983 logements au gaz naturel, pour un coût global de 5.637 millions de DA.

A une question sur la non réalisation du projet d'Ecole régionale de Sonelgaz dans la wilaya de Ouargla, le ministre a indiqué que le groupe public a décidé de geler ce projet en 2016 pour des raisons financières, affirmant que cette wilaya dispose de structures et d'installations de formation que la société avait louées en adoptant, dans le contexte de la pandémie du COVID19, une méthode de formation à distance et d'enseignement électronique ayant «un impact positif sur la société».

M^{ME} KAOUTER KRIKOU:
« Le projet de révision de la loi sur la protection des handicapés, prochainement présenté à l'APN »

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme Kaouter Krikou, a affirmé jeudi à Alger que le projet de révision de la loi portant protection et promotion des personnes handicapées était en phase de finalisation et serait «prochainement» présenté à l'Assemblée populaire nationale (APN).

En réponse à une question d'un député de l'APN sur la prise en charge de la catégorie des personnes aux besoins spécifiques, lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales, Mme Krikou a affirmé que le projet de révision de la loi 02/09 du 8 mai 2002, relative à la protection et à la promotion des personnes handicapées, dont l'élaboration a été entamée par le ministère, est actuellement «en phase de finalisation» et «sera bientôt présenté à l'APN».

La ministre a affirmé que l'élaboration du projet de révision de la loi a été menée en coordination avec les associations et qu'elle était conforme aux besoins immédiats des personnes aux besoins spécifiques.

A la même occasion, Mme Krikou a évoqué les programmes et mesures prises par le secteur pour prendre en charge la catégorie des personnes handicapées, répondre à leurs besoins en tenant compte de la nature et du taux d'invalidité, de la tranche d'âge et le statut social des personnes handicapées, outre les mesures de prise en charge pédagogique et d'insertion sociale pour cette catégorie.

A ce propos, la ministre a expliqué que la politique du secteur était essentiellement axée sur l'aspect psychopédagogique, selon la nature du handicap, au niveau de 238 établissements d'enseignement spécialisés et 15 annexes, ainsi que sur les programmes d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP), en y associant les différents secteurs concernés.

Mme Krikou a, en outre, salué les efforts de l'Etat dans la prise en charge des personnes aux besoins spécifiques, à travers la mise en place d'une politique facilitant l'accès de cette catégorie au service public, en coordination avec tous les secteurs, en plus d'autres mesures telles que l'allocation aux personnes handicapées, l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS) inscrite au programme de l'Agence de développement social (ADS).

Par ailleurs, la ministre a annoncé la stratégie initiée par le secteur de la Solidarité nationale, laquelle vise à associer les personnes handicapées dans la vie socioéconomique, en fonction de leurs qualifications physiques et motrices et en fonction de leurs capacités, tout en préservant, a-t-elle souligné, le caractère social de l'Etat, traduit par une politique d'aide et d'accompagnement orientée vers les franges vulnérables, parmi lesquelles figurent les personnes handicapées.

A cet égard, elle a précisé que cette stratégie avait pour objectif de soutenir les initiatives visant à créer des activités, à travers la création d'activités microéconomiques qui leur permettent de mettre en valeur leur créativité et leurs efforts.

La stratégie tend également à les accompagner à travers des programmes de formation spéciaux, dans la mesure où 1500 mini-projets ont été programmés au titre de l'année 2020, dans des métiers en adéquation avec leurs capacités, dans de nombreuses activités adaptées afin de leur assurer une autonomie financière, a-t-elle conclu.

RAMADHAN

Rezig donne des directives pour l'ouverture des marchés de proximité

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a appelé les directeurs régionaux du secteur à coordonner leurs efforts avec les différents partenaires pour l'ouverture des marchés de proximité en prévision du mois de Ramadhan en vue d'assurer l'approvisionnement en produits de large

consommation. Le ministre a donné ses directives lors d'une réunion de coordination qu'il a présidée jeudi par visioconférence, en présence des cadres de l'administration centrale, avec les directeurs régionaux et de wilaya du secteur pour «faire le point de la mise en œuvre des instructions relatives à l'ouverture des marchés de proximité en

prévision du mois de Ramadhan», a indiqué un communiqué du ministère publié sur sa page Facebook.

A cette occasion, M. Rezig a insisté sur «la nécessité de coordonner les efforts avec les autorités locales et d'associer les producteurs, les commerçants et les partenaires du secteur pour mener à bien l'opération et assurer l'ap-

provisionnement des marchés en produits de large consommation à des prix concurrentiels», a précisé la même source. Le ministre a également appelé les directeurs à suivre sur le terrain la commercialisation et la distribution de certains produits à partir de leur lieu de collecte afin de «barrer la route aux tentatives de monopole ou de spéculation».

ALGÉRIE - ORGANISATIONS DROITS-HOMME

Rencontres bilatérales entre M. Zaïlani et des présidents d'institutions nationales arabes des droits de l'homme

Le président du Conseil national des droits de l'homme (CNDH), Abdelmadjid Zaïlani, a tenu, en marge de sa participation aux travaux de la Conférence internationale organisée au Caire sur «La solidarité internationale et le plan de 2030 pour le développement durable- centralité de l'objectif 16: paix, justice et institutions fortes», des rencontres bilatérales «fructueuses» avec des présidents de plusieurs institutions nationales arabes des droits de l'homme, a indiqué jeudi un communiqué du CNDH.

La participation de M. Zaïlani aux travaux de la conférence internationale a été couronnée par «la tenue de rencontres bilatérales fructueuses», et ce, en marge des travaux de cette conférence organisée au Caire par le Réseau arabe des institutions nationales des droits de l'Homme et le Comité national des droits de l'Homme de l'Etat du Qatar, en coopération avec la Ligue arabe et le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et ESCWA,

en présence de représentants d'instances relevant des Nations unies, dont les travaux ont été clôturés lundi dernier, a précisé le communiqué.

A cette occasion, le président du CNDH a rencontré des présidents de plusieurs institutions nationales arabes des droits de l'Homme, entre autres, l'ambassadeur Moushira Khattab (République arabe d'Egypte), M. Fady Gerges (République du Liban), M. Rifaat Mirghani Abbas El-Amine (République du Soudan) et M. Salam Ahmad (République islamique de Mauritanie).

Il a été convenu lors de ces rencontres de «l'élaboration d'avant-projets, en prévision de la conclusion de mémorandums d'entente et de coopération et de conventions sur l'échange de documents référentiels et d'expériences, et l'établissement d'une coopération durable dans les domaines liés aux droits de l'Homme, ajoute le communiqué. Ces rencontres ont permis d'examiner les statuts desdites institutions, entre autres thèmes spécifiques, tels

les meilleurs moyens d'intervention des institutions nationales des droits de l'Homme en faveur des catégories démunies et des habitants des zones d'ombre». Il a été convenu également de la mise en place, à l'avenir, d'une plateforme consacrée à l'examen des dossiers traitant de sujets liés aux droits de l'Homme. En marge de la conférence, «une longue séance de travail a réuni le président du CNDH et le secrétaire général de la commission nationale des droits de l'Homme de l'Etat du Qatar, également secrétaire général du réseau arabe des institutions nationales des droits de l'Homme, Soltane Ben Hassan Jamali, au cours de laquelle les deux responsables ont évoqué le programme d'action futur portant sur la conclusion de mémorandums d'entente, de coopération et l'organisation d'activités bilatérales, notamment un atelier du réseau arabe prévu en mai à Alger, dont le thème et les objectifs seront définis par le Conseil national, précise le document.

ENTREPRISES

La CAPC présente un livre blanc sur l'entreprise et le développement économique

La Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) a présenté, samedi à Alger, un livre blanc sur l'entreprise et le développement économique en Algérie. Baptisé "Livre blanc sur l'entreprise et le développement économique: pour une nouvelle politique de l'entreprise et de l'investissement", ce document est destiné à "faire partager les idées, les réflexions, les préoccupations et la vision de l'avenir de l'économie algérienne", a souligné le Président de la CAPC, Mohamed Sami Agli, lors d'une conférence de presse.

Il se veut aussi "l'expression d'une volonté de l'organisation à prendre des engagements forts dans le cadre d'un projet national de redressement économique", a-t-il ajouté, précisant que "faire de l'entreprise le fer de lance de tout redressement économique est une conviction forte partagée par l'ensemble des membres" de la CAPC. C'est pourquoi, souligne-t-il, ce Livre blanc, soumis au débat, est un document "d'engagements, d'ambitions de valeurs professionnelles éthiques et morales et in fine de partage et de propositions dans le seul but de construire ensemble un modèle pour la promotion de l'entreprise algérienne dans le cadre du projet national de développement". M. Agli a précisé, en outre, que ce Livre blanc "n'est pas un plaidoyer ou une liste de doléances en direction des pouvoirs publics, mais un engagement citoyen vis-à-vis de nos partenaires et toutes les parties prenantes du monde économique".

A travers ce document la CAPC formule une série de propositions pour une "nouvelle politique de l'entreprise et de l'investissement". Il s'agit, entre autres, de la promotion de l'investissement productif, des mesures d'urgences pour la sauvegarde des entreprises en difficulté, de la transition énergétique, la promotion de l'économie numérique et les activités innovantes, la promotion du tourisme et du thermalisme, ainsi que dans le secteur du logement et la gestion transparente de la commande publique.

Les propositions de la CAPC traitent également de l'autorisation de l'investissement à l'étranger pour l'achat d'actifs et la création d'entreprises, la promotion de l'entrepreneuriat, la promotion des exportations, la révision du dispositif d'allocation de la ressource foncière, le développement des instruments de financement, développement de la gouvernance, la régulation économique, ainsi que la réforme urgente de l'administration économique. A travers sa série de propositions, l'organisation patronale s'attend notamment à la débureaucratiation de l'action publique, la réforme de la dépense publique, la mise en place d'un système d'incitation ouvert et transparent, ainsi que faire de la crise sanitaire de Covid-19 une opportunité pour un renouveau de l'économie et de l'entreprise. Selon le Livre blanc de la CAPC, étalé sur 72 pages, les défis à relever dans l'économie nationale sont multiples, dont trois sont majeurs: la sécurité alimentaire, la transition énergétique, ainsi que la transformation numérique.

COMMERCE, RÉPARATION AUTOMOBILE ET TRANSPORT Activités les plus exercées par les opérateurs

Le commerce, la réparation automobile et les transports sont les activités les plus pratiquées par les opérateurs économiques inscrits en tant que personnes physiques dotées par l'ONS d'un numéro d'identification statistiques (NIS), a-t-on appris, samedi, auprès de cet organisme.

Le nombre d'opérateurs économiques physiques s'est établi à 2.359.278 opérateurs à la fin 2019, composés de plus de 2.114.425 d'hommes, soit près de 88,41% du nombre global et de 244.853 femmes (11,59%), selon les dernières données statistiques de l'Office national des statistiques (ONS). Le nombre de personnes physiques (entreprises) a connu une augmentation des identifications de 181.409 entreprises durant 2019 et par rapport à 2018, en hausse de 8,33%.

Quant au nombre des entreprises radiées du répertoire des agents économiques et sociaux, il s'élevé à 54.246 entreprises, en baisse de 640, soit 1,17% par rapport à 2018, précisent les données de l'ONS. Les activités répertoriées sont au nombre d'une vingtaine: agriculture et pêche, industries extractives, industrie manufacturière, prod action et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné, production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets, construction, commerce et réparation automobiles et motos, transports et entreposage, hébergement et



restauration, information et communication, activités financières et d'assurance, activité immobilière, activité scientifique et technique, enseignement, santé et action sociale et art-spectacle. Ainsi, sur le nombre global d'agents économiques physiques (2.359.278), 1.147.717 agents économiques exercent dans les secteurs du commerce et de réparation automobiles et motos, soit plus de 48,6% de l'ensemble au niveau national, dont 1.016.818 hommes et 130.899 femmes, détaille l'ONS.

Les autres activités les plus exercées sont celles des transports et entreposage, avec 341.012 opérateurs physiques (14,45% de la totalité), des

industries manufacturière, avec 198.158 (8,40%), la construction avec 184.761 (7,83%), hébergement et restauration avec 129.304 (5,48%), suivies par l'activité de services administratifs avec 77.375 (près de 3,3%) Quant aux secteurs d'activités qui attirent le moins d'opérateurs, l'organisme des statistiques relève qu'il s'agit des activités financières et d'assurance, avec 510 entreprises (0,02% de la totalité), de la production et distribution d'électricité et de gaz avec 1.253 (0,05%) et des industries extractives (mines...) avec 1.380 (0,06%). Par région, les données statistiques montrent que la majorité des wilayas dépassant les 30.000 entreprises sont situées dans la

région de l'Est, suivis par les wilayas du Centre, Alger en tête, avec plus de 242.000 entreprises et la région Ouest, Oran en tête, (pour une nouvelle politique de l'entreprise et de l'investissement). Les cinq (5) premières wilayas qui concentrent le plus grand nombre d'entreprises sont Alger, Constantine, Tizi-Ouzou, Tlemcen et Batna. Ainsi, Alger compte 242.055 entreprises (10,26% de la totalité), suivie de Tizi-Ouzou avec 98.924 entreprises (près de 4,2%), Constantine avec 94.208 entreprises (3,99%), Oran avec 84.036 entreprises (3,56%), Tlemcen avec 79.048 entreprises (3,35%) et Batna avec 76.712 entreprises (3,25%).

Par tranche d'âge, il est constaté que ce sont les personnes ayant entre 40-49 et plus qui forment le plus grand nombre de la population des opérateurs économiques physiques avec 616.530 agents économiques (26,13%). Cette tranche d'âge est suivie par celle des 60 ans et plus avec 610.630 entreprises (25,88%), des 50-59 ans avec 537.933 entreprises (22,80%), des 30-39 ans avec 515.615 entreprises (21,85%) et enfin des moins de 30 ans avec 78.570 entreprises (3,33%).

CNESE

Préparation de l'Assemblée générale ordinaire prévue pour les 30 et 31 mars

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a examiné lors de sa dernière réunion les points inscrits à l'ordre du jour de son bureau, consacrés à la préparation de l'Assemblée générale ordinaire (AGO) prévue les 30 et 31 mars et à la présentation de la feuille de route des commissions pour l'exercice 2022, a indiqué un communiqué du Conseil.

Président jeudi les travaux de cette réunion, le président du CNESE, Khelladi Bouchenak Sidi Mohammed a mis l'accent sur la nécessité «d'adopter les engagements du président de la République en tant que document de travail du conseil, duquel sont puisés les thèmes de ses rapports ainsi que ses études selon les priorités», soulignant que la feuille de route proposée doit être réalisable dans les délais fixés et

être conforme au programme du gouvernement.

Les hautes autorités du pays veulent faire de 2022 l'année d'une véritable relance économique pour réaliser un bien-être social durable, a-t-il rappelé. Il a également recommandé de choisir les thèmes relatifs aux secteurs porteurs de véritables dynamiques de croissance et de les intégrer dans le plan d'action du Conseil pour les examiner et élaborer des rapports y afférents ainsi que d'autres thèmes à caractère urgent, au regard des bouleversements enregistrés à travers le monde et des répercussions de la pandémie de coronavirus, à l'instar de la sécurité alimentaire, de la sécurité énergétique et de la sécurité sanitaire. Le bureau du Conseil a approuvé le programme des travaux de l'AGO du

Conseil qui comportera des points organisationnels et autres relatifs à la présentation de réalisations de l'organe.

Pour rappel, le bureau du CNESE est constitué des présidents des sept commissions permanentes, à savoir: la commission des compétences, du capital humain et de la transition numérique, la commission de la concurrence, de la régulation et de l'économie mondiale, la commission de la démographie, de la santé et des territoires, la commission de l'environnement, de la transition énergétique et du développement durable, la commission de la gouvernance financière et des politiques économiques, la commission des processus démocratiques et de la participation citoyenne et la commission des Algériens établis à l'étranger.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE AHMED ZEGHDAR :

«Récupération de plus de 1.200 ha de foncier industriel»

Plus de 1.200 hectares de foncier industriel représentant 3.000 lots ont été récupérés, a indiqué jeudi à Chlef le ministre de l'Industrie Ahmed Zeghdar. «Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République pour soutenir l'investissement et réunir toutes les conditions susceptibles de relancer la dynamique économique, nous avons procédé, jusqu'à la semaine écoulée, à la récupération de 1.233 ha de foncier accordé précédemment au niveau de zones industrielles», a déclaré le ministre au cours de sa visite d'inspection de la cimenterie de Chlef. «Depuis 2011, des assiettes foncières ont été attribuées au niveau des zones industrielles, toutefois elles n'ont pas été toutes exploitées. Nous avons entamé la distribution de nouvelles assiettes (...) et suite aux orientations du président de la République, nous avons entamé l'opération de récupération du foncier. Jusqu'à la semaine dernière, nous avons récupéré un total de 1.233 ha, équivalent à 3000 lots», a souligné M.Zeghdar. Cette opéra-

tion, a-t-il dit, est «très importante, notamment au vu de la disponibilité du système juridique relatif à la création de l'Agence nationale du foncier industriel, devant contribuer à la redistribution prochaine du foncier récupéré aux investisseurs et, partant, à la relance de la dynamique économique et industrielle à travers les différentes wilayas». Le ministre de l'Industrie a, également, évoqué la question de l'aménagement des zones industrielles soulevée par les autorités locales, signalant la mobilisation d'enveloppes financières pour l'aménagement des zones, dont les travaux ont atteint un taux d'avancement de plus de 90%, afin de réunir les conditions d'investissement dans divers secteurs. Il a aussi insisté sur l'impératif, pour les investisseurs, de s'orienter vers les exportations et de s'ouvrir aux marchés mondiaux, soulignant que son département coordonne avec le ministère des Transports, en vue de l'aménagement du port de Ténès, pour en faire un tremplin pour les opérations d'exportation, plutôt que de s'orienter

vers des ports voisins, ce qui permettra en outre de réduire les frais de transport et d'éviter les pénalités de retard au niveau des autres infrastructures portuaires. En visite de travail à Chlef, le ministre de l'Industrie Ahmed Zeghdar s'est enquis de l'activité de la troisième ligne de production de ciment, avant de se rendre dans un nombre d'entreprises industrielles dans les communes d'Oued Sly et Sidi Okacha, puis la zone industrielle de Boukadir. Cette visite sera clôturée par une rencontre avec des investisseurs au siège de la wilaya.

Acier : augmenter la production du secteur privé pour faire baisser les prix

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar a affirmé, depuis Chlef, que ses services œuvraient en coordination avec le secteur privé à augmenter la production sidérurgique en vue de faire baisser les prix. Répondant à une question de la presse, en marge d'une visite de travail et d'inspection à la wilaya de Chlef, sur la hausse des prix de l'acier et son impact sur le secteur du bâtiment et des travaux publics, le ministre a indiqué que son département œuvrait à augmenter la produc-

tion de ce métal au niveau des entreprises privées à l'instar de «Tosyali» et ce en vue de faire baisser et stabiliser les prix. Il a évoqué le projet de partenariat algéro-qatari qu'il a qualifié de «prometteur», relevant que la récente visite du président de la République au Qatar «s'inscrit dans le cadre de la démarche d'extension de cette activité rentable à dimension stratégique ainsi que la structuration du complexe sidérurgique d'El-Hadjjar qui connaît une dynamique en termes de capacité de production». «Le prix de l'acier algérien est un prix concurrentiel sur les bourses mondiales.

«Importation de 10.000 véhicules en janvier dernier par des particuliers»

Interrogé par la presse, en marge d'une visite de travail dans la wilaya, au sujet de l'importation des véhicules, M. Zeghdar a assuré que l'opération se déroule «normalement», citant, à titre indicatif, l'importation de 10.000 véhicules par des particuliers en janvier 2022. Il a ajouté qu'«en dépit des conditions sanitaires dues à la pandémie du nouveau Coronavirus, l'opération d'importation des véhicules se déroule normalement», avec une moyenne de 4000 à 5000 véhicules importés par mois. S'agissant du dossier de l'industrie automobile, le ministre a déclaré à ce propos: «nous voulons une industrie opérante et véritable. Nous sommes en contact avec de grandes entreprises pour mettre en place une industrie effective», soulignant que ce dossier a «une dimension stratégique pour les opérateurs économiques, en vue d'instaurer une industrie véritable qui parviendra à exporter».

ENERGIE

Le brut de l'Opep à son plus haut niveau depuis 2008

Le panier de l'OPEP, constitué de prix de référence de 13 pétroles bruts, dont le Sahara Blend algérien, s'est établi à plus de 117 dollars à la fin de la semaine en cours, son plus haut niveau depuis mai 2008.

«Le prix du panier de treize bruts de l'Opep (ORB) s'élevait à 117,06 dollars le baril jeudi contre 112,20 dollars mercredi», a précisé l'Organisation des pays exportateurs de pétrole sur son site web. Il s'agit de son plus haut niveau depuis le 5 mai 2008 (114,69 dollars). L'amélioration des prix du brut de l'Opep, a été entamée en début de l'année en cours en dépassant les 80 dollars. Globalement, le prix moyen du panier de l'Opep a augmenté de 11,03 dollars (+14,8%) par rapport au mois de décembre 2021, pour s'établir à 85,41 dollars/baril en janvier dernier, avait indiqué l'Opep dans son dernier rapport mensuel. Cette augmentation enregistrée en janvier dernier intervenait dans le sillage de la flambée des prix de pétrole, en raison notamment des in-



quiétudes quant à l'approvisionnement mondial. Durant le mois de février, le brut de l'Opep s'évaluait entre 90 et 100 dollars le baril avant d'entamer le mois courant à 103,89 dollars. Les prix poursuivent leur hausse durant le mois en cours, poussés par

le recul des réserves commerciales de pétrole brut aux Etats-Unis la semaine dernière, le conflit en Ukraine, les sanctions et les craintes pour l'offre mondiale d'or noir. Mercredi, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (OPEP+), a

décidé d'augmenter la production pétrolière totale de l'alliance de 400.000 barils/jour en avril prochain. Les 23 pays signataires de la Déclaration de coopération ont opté ainsi pour le maintien de leur plan d'augmentation mensuelle de la production de 400.000 barils/jour, décidé en juillet 2021. Cette politique est appliquée par les producteurs de l'Opep+ depuis août 2021. Introduit en 2005, l'ORB est également composé de Girasol (Angola), Djeno (Congo), Zafiro (Guinée équatoriale), Rabi Light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Iraq), Kuwait Export (Koweït), Es Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Meroy (Venezuela).

INDICATEUR

La Chine vise «environ 5,5%» de croissance en 2022

La Chine s'est fixé un objectif de croissance «d'environ 5,5%» cette année, a annoncé samedi son Premier ministre, en dépit des incertitudes liées à la pandémie et à la guerre en Ukraine, qui pèsent sur l'économie mondiale. «La pandémie de Covid-19 est toujours en cours, la reprise mondiale manque de dynamisme et le prix des matières premières reste élevé (...) ce qui rend la conjoncture volatile, difficile et incertaine», a indiqué le Premier ministre Li Keqiang, selon une version écrite de son discours-fléuve ouvrant la session annuelle du Parlement. «Atteindre cet objectif de croissance nécessitera des efforts ardu», a-t-il admis devant les quelque 3.000 députés de l'Assemblée nationale populaire (ANP), pour la plupart le visage couvert d'un masque bleu. Il s'agirait pour la Chine de son rythme de croissance le plus faible depuis 1990, mise à part l'année Covid de 2020. La Chine avait alors renoncé à se fixer un objectif annuel de croissance. Le pays visait au moins 6% l'an dernier. En 2021, son produit intérieur brut (PIB) a finalement progressé de 8,1% sur un an, galvanisé par la reprise. Mais la croissance s'est essouffée en cours d'année (+18,3% au 1er trimestre 2021 contre 4% au dernier). Le pouvoir insiste désormais sur l'importance de «stabiliser» la croissance, dans une année sensible politiquement. Cette année, la Chine compte réduire son déficit à 2,8% du PIB, contre 3,2% l'an dernier, a indiqué le Premier ministre chinois. La Chine n'a plus connu d'excédent budgétaire depuis 2007.

AUTOMOBILE

Feu vert pour le démarrage de la méga-usine Tesla près de Berlin

Le constructeur automobile américain Tesla a reçu vendredi l'agrément final pour lancer la production de véhicules électriques dans sa première «méga-usine» européenne, près de Berlin, après de nombreuses péripéties administratives. L'autorisation tant attendue a été notifiée par les autorités du Brandebourg, la région voisine de Berlin. Elle met un terme à un feuilleton administratif et judiciaire ayant retardé le démarrage de l'usine située au sud de la capitale, à Grünheide, initialement prévu pour l'été 2021. Il manquait en effet à Tesla un permis de construire définitif, le groupe ayant fait

le pari de lancer les travaux sur la base d'autorisations provisoires. La première «gigafactory» d'Elon Musk sur le continent européen s'étend sur 300 hectares. A terme, 500.000 véhicules -les Tesla Model Y, des SUV 100% électriques- devraient sortir des chaînes chaque année. Le constructeur, qui a fabriqué près d'un million de voitures l'an dernier, compte sur ce nouveau site pour augmenter sa capacité de production et répondre à la demande croissante «qui se traduit actuellement par des retards de 5 à 6 mois pour les modèles Y», observaient récemment les analystes de la société Wedbush.

CHANGES

L'euro passe sous 1,10 dollar pour la première fois depuis mai 2020

La monnaie unique européenne est passée vendredi sous le seuil symbolique de 1,10 dollar pour un euro, et chutait face aux autres valeurs refuges, les investisseurs se protégeant des conséquences du conflit en Ukraine. L'euro perdait 1,36% à 1,0915 dollar vers 20H25 GMT (21H25 à Paris) après avoir reculé à 1,0886 dollar, un niveau plus vu depuis les premiers mois de la pandémie de Covid-19 il y a près de deux ans. Le prix

d'une once d'or dans la devise européenne a grimpé jusqu'à 1.969 dollars, au plus haut depuis août 2020. Parmi les autres devises affectées par le conflit, la monnaie russe chutait à nouveau face au billet vert à 123,73 roubles pour un dollar (-11,51%) après être tombée plus tôt à un nouveau plus bas historique à 125,29 roubles. Face à la vigueur du dollar, la livre britannique perdait également 0,91% à 1,3226 dollar pour une livre.

Cours de vendredi Cours de jeudi

20H25 GMT	22H00 GMT
EUR/USD 1,0915	1,1066
EUR/JPY 125,39	127,78
EUR/CHF 1,0021	1,0150
EUR/GBP 0,8252	0,8291
USD/JPY 114,88	115,46
USD/CHF 0,9181	0,9172
GBP/USD 1,3226	1,3348

INFLATION

La Grèce a enregistré une croissance économique de 8,3% en 2021

L'économie grecque a enregistré une croissance de 8,3% en 2021, «couvrant la quasi-totalité des pertes de 2020», a annoncé vendredi son ministre des Finances grec Christos Staikouras. Après une récession de 8,2% en 2020 sous l'effet de la pandémie de Covid-19, la Grèce a affiché au quatrième trimestre l'an dernier une progression de son PIB de 7,7%, selon l'Autorité des statistiques grecques, Elstat.

«La croissance a dépassé toutes les prévisions initiales et, selon les estimations de la Commission européenne, elle devrait être parmi les plus élevées de la zone euro», s'est réjoui dans un communiqué le ministre des Finances.

Mais, la Grèce est aussi frappée de plein fouet par l'inflation. En janvier, les prix ont bondi à 6,2% sur un an, selon Elstat. Les prix de l'électricité ont augmenté en janvier de 56%, ceux des carburants de 21,6% et ceux du gaz naturel de 156%, selon la même source. Le ministre des Finances a reconnu que «le nouvel environnement mondial est imprégné d'une forte incertitude et d'insécurité», qui risque de ronger le budget des ménages. Le gouvernement conservateur a promis pour soulager les citoyens «des aides aux plus vulnérables» et la hausse du salaire minimum, actuellement à environ 650 euros par mois.

PRODUCTION AUTOMOBILE

La Corée du Sud conserve sa 5^e position mondiale

La Corée du Sud a pu conserver en 2021 sa 5^e position sur le classement mondial des producteurs d'automobiles au monde, et ce pour la deuxième année consécutive, indique l'Association des constructeurs automobiles sud-coréens (KAMA). Le pays a produit 3,46 millions de véhicules à la fin de 2021, un chiffre qui représente une baisse de 1,3 pc par rapport à l'année précédente, indique l'association dans un rapport. La

Chine s'est classée au premier rang pour la 13^e année consécutive, avec 26,1 millions de véhicules en 2021, devant les Etats-Unis (9,45 millions d'unités), le Japon (7,84 millions) et l'Inde (4,39 millions), selon le rapport. La production automobile mondiale a augmenté de 2 pc à 79,7 millions d'unités l'an dernier. L'industrie automobile mondiale ne s'est pas encore rétablie aux niveaux pré-pandémiques en raison de perturbations

fréquentes de l'approvisionnement mondial en puces et des nouvelles vagues épidémiques provoquées par le Covid-19, estime l'association sud-coréenne.

Elle a révélé que les pays fortement dépendant des exportations, comme la Corée du Sud, le Japon et le Mexique, ont vu leur production se contracter à cause des contrôles frontaliers et du ralentissement économique.

AGRICULTURE

Record des prix alimentaires mondiaux en février, selon la FAO

Les prix mondiaux des denrées alimentaires ont atteint un niveau record en février, essentiellement tirés par les huiles végétales dans un contexte d'offre limitée aggravé par la crise russo-ukrainienne, a annoncé vendredi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'indice FAO des prix alimentaires a augmenté en février de 3,9% par rapport au mois précédent, à 140,7 points contre 135,7 points en janvier, indique l'organisation dans un communiqué. L'indicateur, qui suit la variation mensuelle des cours internationaux d'un panier de produits alimentaires de base, a dépassé son niveau record de février 2011 (137,6 points). Il reflète les prix à l'exportation. Cette augmentation «est principalement imputable à l'indice FAO des prix des huiles végétales, qui augmente de 8,5% par rapport au mois dernier et atteint un nouveau niveau record, essentiellement en raison de la hausse des cours des huiles de palme, de soja et de tournesol». Ce fort rebond des huiles s'explique principalement par une demande mondiale «soutenue» et des difficultés du côté de l'offre, «notamment les disponibilités exportables d'huile de palme limitées en Indonésie, le premier exportateur mondial», «la baisse des perspectives concernant la production de soja en Amérique du Sud» et «des craintes quant à une baisse des exportations d'huile de tournesol due à des perturbations dans la région de la mer Noire». Les prix alimentaires sont aussi tirés vers le haut par les produits laitiers, dont l'indice FAO est «en hausse de 6,4% par rapport à janvier», «sous l'effet d'une offre de lait plus faible que prévu en Europe occidentale et en Océanie, ainsi que d'une demande à l'importation qui persiste, en particulier en Asie du Nord et au Moyen-Orient. Les céréales, quasiment stables en janvier (-0,1%), repartent à la hausse, gagnant globalement 3% en février, notamment du fait de la hausse des prix du maïs (+5,4%) «sous l'effet conjugué des craintes persistantes au sujet des conditions de culture en Amérique du Sud, des incertitudes quant aux exportations de maïs en partance de l'Ukraine et de la hausse des prix du blé (+2,4%) à l'exportation».



ACCIDENTS DE LA ROUTE 6 décès et 344 blessés en 48 heures

Six (06) personnes ont trouvé la mort et 344 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus à travers différentes régions du pays durant les dernières 48 heures, indique un bilan publié samedi par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Boumerdes où 2 personnes sont décédées et 06 autres ont été blessées, suite au dérapage d'un véhicule qui a percuté 6 autres voitures, sur l'autoroute Est-Ouest, précise la source. Les secours de la Protection civile sont également intervenus, durant cette période, pour prodiguer les premiers soins à 9 personnes incommodes par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et de chauffe-bain dans les wilayas de Souk Ahras et de Sétif.

Les agents de la Protection civile ont procédé aussi à l'extinction de 4 incendies urbains et divers à travers les wilayas de Tipaza, Tissemsilt, Tébessa et Tizi-Ouzou. Ces incendies ont provoqué des brûlures à 4 personnes. Par ailleurs, les secours de la wilaya d'Aïn Témouchent ont effectué des opérations d'épandage des eaux pluviales qui se sont infiltrées dans 03 habitations à la cité El Bitour «Bani Saf» et dans d'autres édifices publics. Selon la même source, les unités de la Protection civile ont effectué, durant cette période, 30 opérations de sensibilisation à travers le territoire national pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation sociale, ainsi que 15 opérations de désinfection générale. Les opérations de désinfection ont touché l'ensemble des infrastructures, édifices publics et privés, quartiers et ruelles, conclut le communiqué de la Protection civile.

BOUMERDES 2 morts et 6 blessés dans un accident sur l'autoroute est-ouest

Deux personnes sont mortes et six autres ont été blessées, dans un accident de la circulation qui s'est produit, vendredi, sur l'autoroute Est-ouest au niveau de la commune de Larbaatache, à l'ouest de Boumerdes, a-t-on appris auprès de la protection civile. L'accident s'est produit vers 9h du matin, suite à un carambolage de véhicules à hauteur de la région de Ouled Ouali relevant de la commune de Larbaatache, a indiqué à l'APS le chargé de communication de la direction de wilaya de Boumerdes de la protection civile, le lieutenant, Hocine Bouchacha.

Les deux victimes décédées à la suite à cet accident sont un homme (25 ans) et une fillette (2 ans), d'une même famille. Les six blessés (3 hommes, une femme et deux enfants) sont âgés entre 11 et 70 ans, a-t-on ajouté de même source. Après avoir prodigué aux blessés, les premiers soins sur place, les éléments de la protection civile, ont évacué l'ensemble des victimes de l'accident vers l'hôpital de Lakhdar (wilaya de Bouira). Le carambolage a été à l'origine d'une perturbation de la circulation automobile qui a été rétablie après l'intervention des services concernés pour dégager la voie.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ Démantèlement d'une bande criminelle organisée spécialisée dans le trafic de drogues

Les services de la Sûreté d'Alger ont démantelé une bande criminelle organisée constituée de trois individus impliqués dans une affaire de trafic de drogue et de psychotropes et de détention d'armes blanches prohibées, a indiqué vendredi un communiqué de ce corps sécuritaire. La 6e sûreté urbaine de Rais Hamidou relevant de la circonscription administrative de Bab el Oued, ont neutralisé une bande criminelle organisée constituée de trois individus, des repris de justice, impliqués dans une affaire de trafic et stockage de drogues dures et de psychotropes et détention d'armes blanches prohibées», a précisé le communiqué.

À l'issue de l'enquête, les éléments de la sûreté ont procédé, en coordination avec le parquet territorialement compétent, à la saisie de 355 comprimés psychotropes, 61g de cocaïne, une balance électronique, un motocycle, deux briquets utilisés pour faire fondre les drogues dures, 5 téléphones portables et une somme de 2020000 Da. Après parachèvement des procédures légales en vigueur, les mis en cause ont été déferés devant le parquet territorialement compétent, a conclu le communiqué.

MASCARA L'auteur présumé d'infanticide placé en détention préventive

Le juge d'instruction près le tribunal de Ghriss (Mascara) a ordonné, jeudi, de placer l'auteur présumé du meurtre de la petite fille Hanane, âgée de 9 ans, en détention préventive, en attendant le procès, a-t-on appris du procureur de la République près le tribunal, Slimane Miloud Othmane.

Dans une déclaration à la presse au siège du tribunal, le même responsable a indiqué que le juge d'instruction près le tribunal, qui a été saisi de l'affaire, a ordonné de placer l'accusé (B.N), âgé de 36 ans, en détention préventive pour les chefs d'inculpation de meurtre avec préméditation et de vol. Il a souligné que les faits de cette affaire remontent à mardi dernier, lorsque la brigade de la gendarmerie nationale de la commune d'Aïn Fras a reçu un appel du père de la victime vers 13h30, faisant part de la disparition de sa fille Hanane, demeurant au village «Laâbana» dans la commune d'Aïn Fras, depuis 11 heures du matin de la même journée.

Le procureur de la République près le tribunal de Ghriss a ajouté que les éléments de la gendarmerie nationale se sont rendus sur



les lieux et ont lancé une opération de recherche qui a permis de découvrir le cadavre de la victime dans une cavité recouverte de terre, non loin du village, les mains attachées et les yeux bandés avec un foulard autour du cou et des ecchymoses sur son visage. M. Slimane Miloud a fait savoir

que les investigations des éléments de la gendarmerie nationale ont décelé que l'accusé a été la dernière personne aperçue avec la petite fille, ajoutant que le suspect a été confronté, lors de l'enquête, à quelques indices finissant par avouer avoir tué la fillette après l'avoir emme-

née dans un endroit isolé et l'avoir étranglée à l'aide d'un foulard qui était en sa possession et confisqué ses boucles d'oreilles.

Selon la même source, l'accusé a reconnu devant les éléments de la gendarmerie nationale qu'il a pris la direction de Sfisef (wilaya de Sidi Bel-Abbes) pour vendre les boucles d'oreilles volées, et qu'il est revenu sur les lieux pour participer aux opérations de recherche de l'enfant afin d'éloigner toute suspicion.

L'autopsie sur le corps de la victime a affirmé que la mort était due à une strangulation, révélant la présence d'ecchymoses sur le visage et le cou, indique la même source, faisant savoir que l'accusé a été présenté devant le parquet du tribunal de Ghriss, puis transféré devant le juge d'instruction au près le même tribunal.

MOSTAGANEM Une enveloppe de 800 millions DA pour l'opération de solidarité au mois de Ramadhan

La wilaya de Mostaganem a consacré une enveloppe de 800 millions DA pour la solidarité au mois de Ramadhan, a-t-on appris jeudi auprès de la cellule de communication et d'information de la wilaya.

La même source a indiqué que le wali de Mostaganem, Aïssa Boulahia a présidé, mercredi, une réunion en prévision du mois sacré, portant sur l'opération de solidarité qui touchera, cette année, un nombre dépassant les 80.000 familles nécessiteuses.

Dans ce contexte, le chef de l'exécutif de wilaya a insisté sur le versement de cette prime de solidarité à leurs bénéficiaires avant l'avenement du mois de Ramadhan, a indiqué la même source. Lors de cette rencontre multisectorielle, il

a été procédé à la mise sur pied d'un plan de travail visant à mettre fin à la spéculation dans les prix des produits de large consommation, avec en prime, l'ouverture de 8 marchés de solidarité.

Sur ce sujet, M. Boulahia a ordonné l'ouverture des marchés publics couverts, à l'instar de l'ex Souk El Fellah dans la commune de Achaacha, de même que le marché couvert dans les communes de Sidi Ali et Aïn Nouïssy, avant de recourir à d'autres espaces commerciaux en informant préalablement les commerçants intéressés.

Le wali a instruit aussi la tenue d'une rencontre avec les opérateurs économiques notamment les détenteurs de meuneries, de laiteries et des produc-

teurs locaux et commerces de gros pour renforcer ces espaces commerciaux qui doivent préserver le pouvoir d'achat des citoyens à travers la formule de vente directe au consommateur, selon les services de la wilaya.

Il sera procédé durant cette période au soutien de la production de lait au niveau de la wilaya pour faire face à l'augmentation de la demande de cette matière à 25.000 litres par jour avant que cette quantité produite n'atteigne les 100.000 litres par jour, durant un mois, tout en intensifiant le contrôle des opérations de distribution, ainsi que l'ouverture de 5 points de vente directe au niveau de la commune de Mostaganem, a-t-on conclu.

GHARDAÏA Arrestation de treize individus impliqués dans divers affaires criminelles

Treize (13) individus dont huit faisant l'objet d'avis de recherche pour leur implication dans divers affaires criminelles ont été appréhendés par les éléments de la sûreté de Ghardaïa, a indiqué samedi un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps constitué.

L'arrestation de ces indivi-

us a eu lieu dans les différents quartiers et localités de la wilaya de Ghardaïa, suite à des opérations policières visant à lutter contre les fiefs de maux sociaux, a précisé le texte, ajoutant que le pointage effectué dans la base des données des personnes recherchées, a montré que ces mis en cause aux antécédents judiciaires font également

l'objet d'avis de recherche pour leur implication dans des affaires de vol qualifié de véhicule, de trafic de drogue et de psychotropes ainsi que d'association de malfaiteurs, destruction des biens d'autrui. Les investigations ont permis la saisie d'une quantité de drogue (kif) et de comprimés de psychotropes et la récupération de deux véhi-

cules volés, selon le même document.

Les 13 mis en cause âgés entre 19 et 35 ans ont été placés en garde à vue pour les besoins de l'enquête, menée sous la supervision du parquet compétent afin d'éclaircir les circonstances de leur implication dans ces différentes affaires, a conclu la même source.

BLIDA Appel à la sensibilisation sur les dangers de la cybercriminalité

Les participants au séminaire régional sur la «cybercriminalité» organisé, jeudi à Blida, ont appelé à la sensibilisation des citoyens sur les dangers de l'usage des technologies, pour leur éviter d'être victime du crime cybernétique. Les recommandations émises à l'issue de cette rencontre scientifique, abritée par la salle de conférence du siège de wilaya, ont été particulièrement axés sur les moyens de réduire les crimes cybernétiques, notamment à travers l'intensification des efforts pour l'ancrage d'une prise de conscience à l'égard de l'usage des

nouvelles technologies, avec l'implication des médias, qui peuvent jouer un rôle important en la matière.

Cela s'ajoute à la diffusion du savoir technologique et la lutte contre l'analphabétisme technologique, considéré comme la principale cause des crimes informatiques, selon les intervenants à cette rencontre, qui ont, aussi, affirmé le rôle dévolu aux organes d'information dans le traitement des contenus fournis par les moyens technologiques. Les mêmes participants ont, par ailleurs, recommandé la création de professions dédiées à la protection

des données personnelles en termes de traitement et de protection, à l'instar de celle de délégué chargé de la protection des données personnelles. Ils ont, également, insisté sur la nécessité de réglementer le secteur du commerce électronique, en raison du volume élevé des transactions, afin d'éviter leur exploitation à des fins d'escroquerie. L'autre recommandation de cette rencontre, est celle relative à la mise en œuvre du projet du E-Gouvernement, en raison de son rôle dans la lutte contre la cybercriminalité.

MIGRATIONS

Le Maroc accusé de «passivité» dans l'assaut de 2500 migrants à Melilla

Le Maroc est accusé de «passivité» dans la tentative de 2.500 migrants de franchir, mercredi, la clôture frontalière de Melilla, un assaut perçu par le gouvernement espagnol comme «une intention claire» de la part de Rabat de faire pression sur l'Espagne dans un contexte marqué par la détérioration des relations entre les deux pays, rapporte un journal espagnol.

Des sources gouvernementales citées par La Vanguardia expliquent que «derrière ce saut par-dessus la clôture se cache une intention claire de la part du Maroc de faire pression sur l'Espagne (...)».

«Il est impossible pour Rabat de ne pas détecter une file de 2.500 personnes à la frontière», font remarquer les mêmes sources.

Pour le média espagnol, la tentative de mercredi est «une première dans les annales», compte tenu du nombre de personnes ayant tenté d'entrer dans la ville autonome espagnole de manière «coordonnée», dont environ 500 ont réussi.

Selon le journal, le groupe de migrants - d'origine subsaharienne pour la majorité - qui tentait d'accéder à Melilla attendait depuis des jours sur un mont, dans la ville marocaine de Nador, à 15 kilomè-



res de Melilla. C'est le point où campent les migrants avant de trouver le moment opportun pour tenter de passer en Espagne.

De là, environ 2500 personnes se sont déplacées à 8h00 pour atteindre la clôture «de manière coordonnée» et vers 9h30 elles ont

commencé à sauter par-dessus les barrières. Les mêmes sources gouvernementales y voient «une passivité de la part de Rabat qui rappelle celle vécue en mai 2021 lorsque plus de 10.000 immigrants ont réussi à traverser la frontière de Ceuta à la nage face à la permissivité des gen-

darmes marocains, déclenchant une crise diplomatique entre l'Espagne et le Maroc».

A cette époque, il y avait 10.000 personnes essayant de traverser la frontière en 48 heures environ, et mercredi, 2.500 l'ont tenté en quelques heures seulement.

Finalement, 491 migrants étaient parvenus à entrer dans l'enclave le 2 mars.

Des syndicats de police (espagnols) expliquent que ce qu'ils ont vécu il y a deux jours a été l'un des «assauts les plus violents» de ces dernières années.

En effet, plus d'une vingtaine d'agents de la Garde civile (25) et de la Police nationale (2) ont été blessés lors des moments de tension maximale, rapporte le journal La Vanguardia.

Sur l'ensemble de l'année 2021, 1.092 migrants ont réussi à entrer à Melilla, selon les autorités espagnoles.

ETHIOPIE

Mort du quatrième patriarche de l'Eglise orthodoxe éthiopienne

Le quatrième patriarche de l'Eglise orthodoxe d'Ethiopie, qui avait joué un rôle-clé dans l'unification de deux branches rivales, est mort, a annoncé vendredi le Premier ministre Abiy Ahmed.

Abune Merkorios avait pris la tête de l'Eglise, l'une des plus vieilles Eglises chrétiennes du monde, à la fin des années 1980 après la mort de son prédécesseur.

Mais l'Eglise s'est scindée en 1991 après la nomination d'un nouveau patriarche lorsque le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE) a chassé du pouvoir la junte militaire du Derg. Merkerios, considéré comme hostile au nouveau régime, avait été contraint d'abdicquer puis de fuir le pays pour s'installer aux Etats-Unis où il avait créé une Eglise dissidente. Un autre patriarche, Abune Pawlos, avait été élu après son exil.

Se disant «profondément attristé» par la mort du quatrième patriarche de l'Eglise orthodoxe d'Ethiopie, le Premier ministre a estimé, sur Twitter, que Merkorios «a joué un rôle décisif pour l'unité des deux synodes».

Le patriarche était retourné en Ethiopie en 2018, après 27 ans d'exil.

MEXIQUE

Nouvel assassinat d'un journaliste, le sixième depuis le début de l'année

Un journaliste a été assassiné vendredi au Mexique, dans une région frappée par une hausse des violences liées au trafic de drogue, a indiqué une source officielle locale, confirmant le sixième assassinat d'un informateur depuis le début de l'année. «Je condamne l'acte qui a visé, cet après-midi à Fresnillo Juan Carlos Muniz, qui travaillait pour le portail d'information Testigo Minero.

Nous exprimons notre solidarité envers ses proches, ses amis et ses collègues», a déclaré sur Twitter le gouverneur de l'Etat de Zacatecas (nord), David Monreal.

CAMEROUN

44 décès et plus de 1500 cas enregistrés

Le Cameroun a enregistré 44 morts et 1574 cas notifiés de choléra entre le 14 et le 20 février 2022, selon un rapport de situation publié vendredi par le Centre de coordination des opérations d'urgences de santé publique (COUSP).

Actuellement, 5 régions (Extrême Nord, Littoral, Nord, Sud et Sud-Ouest), sur les 10 que compte le pays, sont touchées par cette maladie d'origine hydrique.

En termes de difficultés rencontrées, cet organisme rattaché au ministère de la Santé publique signale la rupture des intrants de laboratoire dans les régions en épidémie, l'indisponibilité des unités de traitement dans certains districts de santé ainsi que l'insécurité dans la région du Sud-Ouest.

Les premiers cas de choléra ont été signalés dans des localités camerounaises du Littoral et du Sud-Ouest en début janvier dernier et, le 19 du même mois le gouvernement a annoncé la réception de 204.000 doses de vaccin oral «Euvichol» destinées à combattre le vibron cholérique dans les zones côtières du pays.

Le choléra provoque une diarrhée aqueuse aigüe et peut tuer en quelques heures s'il n'est pas traité.

APS

OMS

Plus d'un milliard de personnes dans le monde sont obèses

Plus d'un milliard de personnes dans le monde sont obèses - 650 millions d'adultes, 340 millions d'adolescents et 39 millions d'enfants, un nombre qui ne cesse d'augmenter, a annoncé l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). L'OMS, estime que d'ici 2025, environ 167 millions de personnes - adultes et enfants - seront en moins bonne santé parce qu'elles sont en surpoids ou obèses. A l'occasion de la Journée mondiale de l'obésité, l'OMS exhorte les pays à «faire davantage pour inverser cette crise sanitaire prévisible et évitable». L'obésité est une maladie qui a des répercussions sur la plupart des systèmes de l'organisme.

Elle touche le cœur, le foie, les reins, les articulations et l'appareil reproducteur. Elle entraîne une série de maladies non transmissibles, telles que le diabète de

type 2, les maladies cardiovasculaires, l'hypertension et les accidents vasculaires cérébraux, diverses formes de cancer, ainsi que des problèmes de santé mentale. Les personnes souffrant d'obésité sont également trois fois plus susceptibles d'être hospitalisées pour une infection à la Covid-19.

Autrefois considérés comme un problème des pays à revenu élevé, le surpoids et l'obésité sont désormais en augmentation dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, en particulier dans les milieux urbains, selon l'OMS. Pour l'Organisation mondiale de la Santé, la clé de la prévention de l'obésité est d'agir tôt, idéalement avant même la conception d'un bébé. Une bonne nutrition pendant la grossesse, suivie d'un allaitement exclusif jusqu'à l'âge de 6 mois et d'un allaitement continu

jusqu'à 2 ans et au-delà, est la meilleure solution pour tous les nourrissons et jeunes enfants.

Dans le même temps, les pays doivent travailler ensemble pour créer un meilleur environnement alimentaire afin que chacun puisse avoir accès à une alimentation saine et en avoir les moyens.

Les mesures efficaces consistent à limiter la commercialisation auprès des enfants d'aliments et de boissons riches en graisses, en sucre et en sel, à taxer les boissons sucrées et à faciliter l'accès à une alimentation saine et abordable.

Les villes et les villages doivent faire de la place pour la marche, le vélo et les loisirs en toute sécurité, et les écoles doivent aider les ménages à inculquer aux enfants des habitudes saines dès le plus jeune âge, recommande par ailleurs l'OMS.

EXPLOSIONS MEURTRIÈRES EN GUINÉE ÉQUATORIALE

Des dizaines de familles indemnisées

Les autorités équato-guinéennes ont indemnisé 84 familles de victimes des explosions du 7 mars 2021 dans un camp militaire à Bata qui avaient fait 107 morts et 615 blessés, a annoncé samedi la télévision d'Etat.

Le 7 mars 2021, quatre explosions avaient littéralement ravagé le camp de Nkoa-Ntoma de Bata, la capitale économique et de nombreux quartiers voisins d'habitations après qu'un incendie provoqué par un écoulement mal maîtrisé avait mis le feu à l'arsenal et l'armurerie de l'emprise militaire.

Teodoro Nguema Obiang Mangue, surnommé Teodorin, vice-président de ce pays d'Afrique centrale et fils du chef de l'Etat, a présidé la cérémonie de remise des fonds.

Chaque famille a reçu huit millions de francs CFA, environ 12.000 euros.

Des personnes qui ont été

amputées à la suite de la catastrophe ont quant à elles reçu 4 millions de francs CFA, environ 6.000 euros. «Le gouvernement de Guinée Equatoriale a débloqué 700 millions de francs CFA (environ 1,1 million d'euros) pour indemniser les victimes», a indiqué la TVGE, la télévision d'Etat.

La ville de Bata abrite environ 800.000 des quelque 1,4 million d'habitants de ce petit Etat riche de son pétrole et de son gaz, mais où la grande majorité de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Teodoro Obiang Nguema dirige à 79 ans ce petit pays d'Afrique centrale depuis plus de 42 ans.

Il avait dans un communiqué publié au lendemain de la catastrophe expliqué que «Bata a été victime d'un accident provoqué par la négligence de l'unité chargée de garder les dépôts de dyna-

mite». Deux militaires ont été condamnés en juillet 2021 à 35 et 50 ans de prison pour négligences.

Les très puissantes déflagrations, espacées de plusieurs minutes, avaient rasé

les édifices du camp abritant des militaires des forces spéciales et des gendarmes, ainsi que leurs familles, et éventuellement aplati d'innombrables maisons des quartiers environnants.

MÉTÉO

La Chine renouvelle son alerte jaune au brouillard

L'observatoire national chinois a renouvelé vendredi l'alerte jaune au brouillard épais dans certaines régions du pays.

De vendredi soir à samedi matin, un brouillard épais devrait recouvrir les eaux de la partie septentrionale du golfe de Beibu, le détroit de Qiongzhou, les eaux côtières du Guangxi, la péninsule de Leizhou, l'ouest du Guangdong et le nord de l'île de Hainan, d'après le Centre météorologique national. La

visibilité dans certaines zones touchées sera réduite à moins de 1.000 mètres, a noté le centre. Les conducteurs doivent ralentir, et les aéroports, les autoroutes et les ports devront prendre des mesures de sécurité appropriées, selon le centre. La Chine dispose d'un système d'alerte à quatre couleurs pour les phénomènes météorologiques violents, le rouge représentant le niveau le plus sévère, suivi par l'orange, le jaune et le bleu.

BATNA

85 interventions de remplacement de la hanche et du genou par une prothèse totale en 2022

Le centre hospitalo-universitaire (CHU) Benflis Touhami de Batna a programmé, en 2022, la réalisation de 85 interventions chirurgicales de remplacement de l'articulation de la hanche et du genou par une prothèse totale, a-t-on appris jeudi après-midi auprès de la cellule de communication de cet établissement hospitalier.

Ces interventions chirurgicales seront réalisées par le service de traumatologie du CHU de Batna, et auront lieu en trois phases, dont la première est programmée pour le 6 mars courant, a affirmé à l'APS le responsable de cette cellule, Atika Belghouar. L'initiative qui se déroulera dans le cadre de journées chirurgicales d'envergure, sera encadrée par des spécialistes de ce service de concert avec un staff chirurgical spécialisé venant d'Alger, a-t-elle dit. Ce genre d'opérations chirurgicales ont été initiées par le CHU de Batna il y a plusieurs années, a rappelé la même responsable, précisant que le nombre d'interventions chirurgicales du genre, réalisées au sein de cette infrastructure de santé, oscille entre 50 et 80 interventions par an. Les interventions chirurgicales de remplacement de l'articulation de la hanche et du genou par une prothèse totale, et qui seront relancées dimanche prochain à Batna, avaient été interrompues en 2020 et limitées à 25 opérations seulement en 2021 en raison de la pandémie de Covid-19, a-t-on rappelé.

CONSTANTINE - COVID-19

Remise d'un générateur d'oxygène au profit de l'hôpital de Didouche Mourad

Un générateur d'oxygène a été remis jeudi à l'établissement public hospitalier (EPH) de Didouche Mourad (wilaya de Constantine) par la Société Petro Baraka dans le cadre d'une action de solidarité, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Ce générateur d'oxygène permettra de contribuer à l'amélioration des conditions de prise en charge des malades atteints de Covid-19, a-t-on indiqué. La cérémonie de remise du générateur s'est déroulée en présence de responsables locaux du secteur de la santé, au siège de l'hôpital de Didouche Mourad qui dispose désormais de deux générateurs d'oxygène, a-t-on noté.

BECHAR

Des consultations médicales au profit des patients des zones d'ombre

Une soixantaine de consultations médicales et autres opérations chirurgicales ont été effectuées depuis vendredi au profit des patients issus des zones d'ombre et de plusieurs collectivités de la wilaya, à l'hôpital "Tourabi Boudjemâa" de Béchar au titre de la troisième caravane médicale bénévole, a-t-on appris samedi auprès des organisateurs. Organisée à l'initiative du réseau algérien des jeunes, cette caravane, composée d'une trentaine de médecins spécialistes qui a été lancée depuis le siège de la wilaya en présence des autorités locales, vise essentiellement à "contribuer à l'amélioration de la santé des habitants de la wilaya notamment ceux des zones d'ombre, durant cette conjoncture sanitaire exceptionnelle marquée par la propagation du coronavirus Covid-19", a affirmé Moulay Abderrahmane, responsable à la direction du secteur de la santé, et de la population (DSP). Le staff médicale de cette caravane assure gracieusement des consultations en médecine générale, cardiologie, diabétologie, gastrologie, maladies des reins et en pédiatrie, ainsi que des opérations chirurgicales, a-t-il ajouté. Ces médecins s'emploieront également avec le soutien de la direction du secteur à assurer des examens et consultations médicales au profit des patients issus des chefs lieux des communes de Taghit, Abadla, Beni-Ounif, Kenadza ainsi que ceux des zones d'ombre de la wilaya à l'exemple de celle de Guetrani, a fait savoir la même source. Des équipements médicaux nécessaires pour les besoins des consultations médicales et interventions chirurgicales ont été mobilisés par les différents établissements hospitaliers des mêmes collectivités pour assurer une meilleure prise en charge des patients, a-t-il expliqué. Cette initiative médicale qui s'étale jusqu'au 7 mars, compte cibler le plus grand nombre possible des patients et citoyens avec l'objectif de fournir des soins médicaux au niveau des établissements hospitaliers spécialisés notamment pour les cas qui nécessitent un suivi, a précisé le même responsable à la DSP de Béchar.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

41 nouveaux cas, 41 guérisons et 1 décès

Quarante-et-un (41) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 41 guérisons et 1 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué, samedi, le ministre de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 265.227, celui des décès à 6.853, alors que le nombre des patients gué-

ris est passé à 177.827 cas. Par ailleurs, 14 patients sont actuellement en soins intensifs, a ajouté la même source.

En outre, 31 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, alors que 16 autres ont enregistré de 1 à 9 cas et une (1) wilaya a enregistré plus de 10 cas.

Le ministère de la Santé a rappelé, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exigeait de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le port du masque.

SANTÉ DE PROXIMITÉ

M. Benbouzid mise sur la qualité des soins

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a indiqué jeudi que l'objectif de son département par l'ouverture de structures de santé de proximité était d'apporter des soins de qualité et de les rapprocher du malade «autant que possible», à travers l'ensemble du territoire national.

«Ces dispositifs de santé nous nous engageons à les réaliser dans un avenir proche en réponse aux orientations du président de la République, en exécution de ce qui a été dit lors des assises nationales de la santé avec un objectif de rapprocher les soins du malade par ces structures de proximité, de façon à assurer les soins de médecine générale et de spécialité autant que possible au niveau de l'ensemble des



wilayas du pays», a affirmé M. Benbouzid, en marge d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Alger.

Il a souligné que l'ouverture de ces structures de

santé de proximité à travers le pays a été inscrite dans la loi sanitaire et cela permettra au médecin référent ou le médecin de famille, d'exercer pleinement ses activités et

laisser les grands hôpitaux pour les soins d'un autre niveau nécessitant des équipements comme l'IRM, le scanner, le bloc opératoire... etc».

Lors de cette visite de travail, le ministre de la Santé, qui était accompagné du wali d'Alger, Ahmed Maabed, a inauguré la polyclinique «da Concorde» à Bir Bourad Rais, qui a été réhabilitée, et inspecté deux autres polycliniques à Beni Messous et à Ouled Fayet, devant ouvrir leurs portes après leur équipement.

Il a assuré que l'équipe de ces structures interviendra prochainement et que celles-ci travailleront 24h/24h de façon à ce que les citoyens habitant les alentours y trouveront les soins nécessaires.

COVID-19

Les spécialistes insistent sur la prise en charge des séquelles du virus

Des spécialistes en médecine interne et en maladies infectieuses ont appelé au dépistage précoce des séquelles du Covid-19, communément appelées "Covid aigue" afin d'éviter ses complications futures sur les plans psychologique et physique.

La plupart des personnes ayant contracté le Covid-19 font face à plusieurs autres symptômes connus selon les spécialistes par le "Covid long" ou chronique après leur total rétablissement du virus, consistant notamment en les maladies cardiovasculaires, neurologiques et articulaires, éruptions cutanées, artérite des membres inférieurs (AOMI), troubles du sommeil et de la concentration, perte de goût et d'odorat et d'autres symptômes psychiatriques et psychologiques.

Dans une déclaration à l'APS, le chef du service de médecine interne à l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Birrarria (Alger), Amar Tebaïbia a indiqué que 80 % des personnes contaminées au Covid-19 souffrent d'une forme de maladie entraînée par le virus que les experts appellent "Covid long", nécessitant un dépistage précoce et une prise en charge afin d'éviter ses complications issues psychologiques, physiques et sociales.

Le même spécialiste a recommandé au médecin généraliste d'écouter les préoccupations sanitaires du patient guéri du Covid-19 en vue de prendre en charge les symptômes laissés par le virus et de l'orienter ensuite vers un médecin spécialiste pour réduire les troubles.

Concernant les cas ayant suivi leur thérapie au service de la médecine interne de l'Hôpital, Pr. Tebaïbia a fait état de plusieurs séquelles du virus dont des symptômes psychiatriques à l'origine de troubles psychologiques et d'autres organiques comme la cardiopathie, l'AOMI, les éruptions cutanées, les troubles du sommeil, de la concentration et respiratoires. Le président de la Société algérienne d'infectiologie

(SAI) et chef du service de médecine interne à l'EPH de Boufarik, Mohamed Youssfi a affirmé qu'au regard des séquelles du coronavirus pouvant persister pendant une longue période selon les cas après le rétablissement du patient, le ministère de la Santé a publié l'année dernière un guide sur la prise en charge de ces symptômes, appelant son actualisation pour assurer une meilleure prise en charge du Covid chronique. Concernant l'état psychologique et neurologique du patient après la guérison du virus, le Dr Rachida Merad, psychologue à Oran, a qualifié le Covid-19 de "crise sanitaire grave" qui a provoqué plusieurs troubles socio-psychologiques chez toutes les catégories de la société et a affecté, a-t-elle ajouté, négativement les relations entre les personnes et a généré en eux une sorte de "frayeur et d'inquiétudes" et une peur constante de recevoir "de mauvaises et désagréables nouvelles de leurs proches". Pour ce qui est du l'aspect émotionnel, la pandémie -ajoute la même spécialiste- "a provoqué une grande déchirure dans les relations entre les individus causant un traumatisme chronique du fait de la persistante de cette pandémie, qui a entraîné "un sentiment d'insécurité, en ce sens que les individus se contentent des activités les plus simples et les besoins primitifs et en accomplissant des tâches routinières donnant ainsi le sentiment d'une atteinte d'autisme et de peur de l'avenir". Pour une meilleure prise en charge des effets sanitaires et mentaux poste pandémie sur la santé de l'être humain, appelé aussi Covid long, le ministère de la Santé a publié un guide spécial dans ce domaine qui comprend les différentes maladies qui apparaissent après la guérison d'une contamination au virus et leur prise en charge à long terme.

Publié en février 2021, le guide du ministère a braqué la lumière sur les principales séquelles du virus, notam-

ment les symptômes respiratoires, cardiovasculaires, neurologiques, gastro-intestinaux, musculo-squelettiques, auxquels s'ajoutent d'autres troubles psychologiques. Le guide évoque également les troubles ORL et dermatologiques. Le ministère a appelé, à travers cet ouvrage, le corps médical à définir les personnes présentant des symptômes post-contamination qui durent entre 4 à 12 semaines afin d'effectuer les examens médicaux et orienter le malade vers une prise en charge convenant à son cas.

La tutelle a recommandé une évaluation au cas par cas accordant la priorité aux personnes âgées.

L'intensité des symptômes chez cette catégorie pourrait provoquer des troubles psychiatriques qui impactent leur quotidien et les rendent plus vulnérables que les autres.

Pour les enfants, bien que la présence des signes soit rare et moins dangereuse, le guide relève que la tranche d'âge 12-18 ans est exposée aux mêmes symptômes enregistrés chez les adultes d'où la nécessité d'une prise en charge à l'instar des autres catégories.

D'après le guide du ministère, il importe d'effectuer des examens médicaux complémentaires avant la reprise de l'activité professionnelle, en sus du contrôle régulier de la santé physique et mentale de l'individu assuré par le médecin traitant conformément aux recommandations de l'OMS.

Les pouvoirs publics ont mis en place une commission multisectorielle qui veille au suivi des séquelles post-Covid-19 à tous les niveaux en vue d'assurer une meilleure prise en charge des patients.

Par ailleurs et dans le cadre de la "Réponse solidaire européenne à la Covid-19 en Algérie", l'Union Européenne a affiché sa disponibilité à assister le ministère de la Santé dans la prise en charge des différentes maladies entraînées par le Covid-19.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

L'OMS recommande la pilule de Merck sous conditions

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a recommandé mercredi la pilule anti-Covid de l'américain Merck (MSD) pour les patients atteints d'un Covid-19 encore léger mais qui présentent un risque élevé d'hospitalisation, notamment les personnes âgées.

Ce traitement, nommé molnupiravir, est un antiviral qui doit être administré rapidement après l'apparition des symptômes, et pris durant cinq jours afin d'empêcher le virus de se répliquer.

Il est recommandé pour «les patients atteints de Covid-19 non sévère qui présentent le risque le plus élevé d'hospitalisation», a déclaré mercredi un groupe d'experts internationaux de l'OMS composé d'experts internationaux dans le *British Medical Journal* (BMJ).

Ces patients présentant un risque d'hospitalisation sont les non-vaccinés, les personnes âgées, les immunodéprimés ou les personnes qui souffrent de maladies chroniques. En revanche, «les patients jeunes et en bonne santé, y compris les enfants, et les femmes enceintes et allaitantes» ne devraient pas prendre le traitement, estime le panel de l'OMS. Cette recom-



mandation est basée sur de nouvelles données issues de six essais contrôlés randomisés portant sur 4.796 patients, soit le plus grand ensemble de données sur ce médicament jusqu'à présent, détaille l'OMS dans un communiqué.

Les résultats de ces essais tendent à montrer que le molnupiravir réduit le risque d'ad-

mission à l'hôpital (43 admissions de moins pour 1.000 patients à risque élevé) et le délai de résolution des symptômes (en moyenne 3,4 jours de moins). De façon moins certaine, ils soulignent un faible effet sur la mortalité (6 décès de moins pour 1.000 patients).

Le panel de l'OMS reconnaît que les problèmes de coût et de

disponibilité associés au molnupiravir peuvent rendre son accès aux pays à revenu faible et intermédiaire difficile et exacerber les inégalités en matière de santé. Les experts recommandent également un traitement combinant les anticorps monoclonaux de Regeneron (casirivimab et imdevimab) uniquement aux personnes dont il est confirmé qu'elles n'ont pas été contaminées par le variant Omicron. En effet, ces anticorps se sont révélés inefficaces contre le variant. Le molnupiravir est, lui, la seule pilule anti-Covid avec le Paxlovid de l'américain Pfizer. Mais le traitement de Merck suscite plus d'inquiétudes que ce dernier en matière d'effets secondaires.

L'Agence américaine du médicament ne l'a, par exemple, pas autorisé pour les moins de 18 ans car elle pourrait toucher le développement osseux et des cartilages.

AFRIQUE
La Covid-19 touche gravement la santé des femmes

En raison des perturbations des services sanitaires dues à la pandémie de Covid-19, les services de santé des femmes sont loin d'être entièrement rétablis, avec 40% des pays africains signalant des perturbations dans les services de santé sexuelle, reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente, averti jeudi l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

«Depuis deux ans, le fardeau de la Covid-19 continue de peser lourdement sur les femmes.

Les mères et les filles en Afrique ont du mal à accéder aux soins sanitaires, dont elles ont besoin.

Les femmes ressentiront la force perturbatrice de la pandémie pendant de nombreuses années à venir», a déclaré la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, Matshidiso Moeti, lors d'une conférence de presse virtuelle.

Pendant la pandémie, les femmes et les filles sont confrontées à un risque accru de violence sexuelle infligé par les confinements, les incertitudes économiques, et la diminution de l'accès aux services de soutien et de santé essentiels, a déclaré le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, précisant que les services aux femmes victimes de violence sexuelle ont diminué de 56% en Afrique entre novembre et décembre 2021, par rapport à la période pré-pandémique.

Les perturbations ont également affecté la consommation de produits essentiels de santé reproductive.

Entre juin et septembre 2021, l'utilisation de contraceptifs a diminué dans 48% des pays, selon une enquête rapide de l'OMS menée dans 21 pays africains.

En outre, la Covid-19 cause également de profonds dommages économiques aux femmes et aux filles, les pousser davantage dans l'extrême pauvreté.

Les taux de pauvreté sont passés de 11,7% en 2019 à 12,5% en 2021 et pourraient prendre jusqu'en 2030 pour revenir aux niveaux pré-pandémiques, selon un rapport du Fonds monétaire international, du Programme des Nations Unies pour le développement et de l'ONU Femmes.

«Les pays doivent regarder au-delà des mesures à court terme pour rétablir les services aux niveaux d'avant la pandémie et faire des investissements importants pour des systèmes plus solides capables de résister aux urgences sanitaires tout en assurant la continuité des services clés», a déclaré Mme Moeti.

SELON L'OMS

Le conflit Russie-Ukraine pourrait provoquer l'augmentation des cas graves de COVID-19

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a averti mercredi que l'actuel conflit Russie-Ukraine pourrait contribuer à la transmission du nouveau coronavirus ainsi qu'à l'augmentation des cas graves de COVID-19.

«L'OMS est profondément préoccupée par l'urgence humanitaire qui se déroule en Ukraine», a déclaré le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus,

lors d'un point de presse. «Avant le conflit, l'Ukraine avait connu une récente hausse des cas de COVID-19.

Le faible taux de dépistage depuis le début du conflit signifie qu'il pourrait y avoir une importante transmission non détectée. Avec la faible couverture de vaccination, cela augmente le risque qu'un grand nombre de personnes développent des maladies graves», a-t-il dit, ajoutant

que la pénurie critique d'oxygène aurait un impact sur la capacité de traiter les malades. Pour sa part, le directeur exécutif du Programme de gestion des urgences sanitaires de l'OMS, Mike Ryan, a averti qu'un mouvement massif des populations résultant du conflit pourrait non seulement aggraver la transmission de la COVID-19, mais aussi favoriser l'émergence d'un nouveau variant.

EUROPE

L'Agence EMA donne son feu vert au vaccin Moderna pour les enfants de 6 à 11 ans

L'Agence européenne des médicaments (EMA) a annoncé avoir autorisé l'utilisation du vaccin anti-Covid-19 Moderna pour les enfants âgés de 6 à 11 ans. Marco Cavaleri, responsable des menaces biologiques pour la santé et de la stratégie en matière de vaccins de l'EMA, a indiqué jeudi lors d'un point de presse que les jeunes enfants recevraient la moitié de la dose administrée aux enfants plus âgés et aux adultes. Le responsable a noté en outre que la recherche a montré que les jeunes enfants avaient une réponse immunitaire comparable à celle observée dans les popu-

lations plus âgées, telle que mesurée par le niveau d'anticorps neutralisants contre la Covid-19. M. Cavaleri a ajouté que le vaccin Moderna était également recommandé pour une utilisation comme dose de rappel chez les personnes qui ont déjà reçu d'autres vaccins. Les enfants bénéficiaient auparavant du vaccin Pfizer/BioNTech, le seul approuvé jusque-là par l'EMA pour les enfants âgés de cinq ans et plus. L'agence a également recommandé jeudi des injections de rappel du vaccin Pfizer/BioNTech pour les personnes âgées de 12 ans et plus.

CHINE

La partie continentale signale 61 cas de COVID-19 nouveaux cas locaux

La partie continentale de la Chine a signalé jeudi 61 cas de COVID-19 transmis localement, a déclaré vendredi la Commission nationale de la santé.

Parmi les nouvelles infections locales, 22 ont été signalées au Guangdong, neuf en Mongolie intérieure, cinq au Hebei, cinq au Jilin, quatre au Hubei, quatre au Yunnan, trois au Heilongjiang, trois au Guangxi, deux à Shanghai, deux au Zhejiang, une à Tianjin et une au Jiangsu, a

indiqué la commission dans son rapport quotidien. Au total, 233 cas de COVID-19 importés ont été rapportés jeudi, a ajouté la commission. Quatre nouveaux cas suspects, tous arrivant de l'extérieur de la partie continentale, ont été signalés à Shanghai, a précisé la commission.

Aucun décès lié à la Covid-19 n'a été signalé le même jour. Au total, 150 cas asymptomatiques ont été nouvellement signalés, dont 94 en provenance de l'exté-

rieur de la partie continentale, selon la commission.

Le nombre total de cas confirmés de COVID-19 signalés sur la partie continentale, qu'ils soient locaux ou importés, s'élevait à 110.258 jeudi.

Le même jour, 3.304 patients restaient hospitalisés, dont 18 dans un état grave.

En tout, 4.636 patients sont morts des suites du virus sur la partie continentale depuis le début de la pandémie.

ETATS UNIS

La majorité des enfants américains ont été infectés par la Covid-19

Une étude publiée par le Centre de contrôle et de prévention des maladies (CDC) des Etats-Unis a révélé que la majorité des enfants aux Etats-Unis ont été infectés par la Covid-19, a rapporté le Washington Post.

Selon les estimations du CDC faites à partir de tests sanguins qui révèlent des anticorps d'infection, plus de 140 millions d'Américains ont été atteints par le coronavirus. Les estimations

montrent qu'environ 43% des Américains ont été infectés par le virus, a par ailleurs indiqué le journal dans un récent article.

L'article a aussi noté que les taux d'infection sont beaucoup plus élevés chez les enfants et les jeunes adultes.

Il estime que 58 % des enfants jusqu'à l'âge de 11 ans ont des anticorps d'infection naturelle, ainsi que la même proportion d'enfants âgés de 12 à 17 ans.

ALLEMAGNE

L'incidence de la Covid-19 sur 7 jours continue d'augmenter

Le taux d'incidence de la Covid-19 sur sept jours en Allemagne a augmenté pour la deuxième journée consécutive, atteignant 1.196 infections pour 100.000 habitants, a annoncé vendredi l'Institut Robert Koch (RKI) pour les maladies infectieuses.

De plus, le nombre d'infections quotidiennes a également augmenté, le RKI enregistrant 217.593 nouvelles infections à la Covid-19 en 24 heures vendredi, soit environ 6.900 de plus qu'il y a une semaine.

Cependant, les laboratoires allemands ont également mis en garde contre d'importantes sous-déclarations en raison d'une quantité de tests moins élevée.

Parmi les personnes âgées de plus de 65 ans, le nombre d'infections devrait continuer d'augmenter en raison de la vague de variant Omicron en cours. «Dans ce groupe d'âge, le pic de la vague est encore à venir», a averti jeudi le RKI dans son rapport hebdomadaire.

Néanmoins, l'Allemagne a encore assoupli vendredi ses mesures contre la Covid-19.

Les clients des restaurants et des hôtels ne sont à présent tenus de suivre que la règle dite «3G» (vaccinés, guéris, testés).

L'Allemagne a aussi assoupli jeudi les restrictions d'entrée sur son territoire, les voyageurs n'étant désormais plus obligés de s'enregistrer électroniquement à leur arrivée. Par ailleurs, la règle «3G» ne s'applique maintenant qu'aux enfants à partir de 12 ans au lieu de 6 ans.

TRANSPIRATION QUELLES SOLUTIONS POUR LA BLOQUER ?

La transpiration peut gâcher la vie de certaines d'entre nous. Pour celles qui transpirent vraiment beaucoup, l'ionophorèse, le Botox® ou la chirurgie peuvent être des solutions au long cours. Le point sur les différentes solutions avec la Dre Martine Schollhammer, dermatologue (Brest).

Après un footing, avant une grosse réunion, ou allongé en plein soleil, c'est inévitable : ardeurs sous les bras, perles de sueur au front et mains moites sont de la partie, invitées indésirables. Suer n'est jamais agréable, mais c'est normal. Et surtout, indispensable ! "En conservant la température corporelle autour de 37 °C, la transpiration nous évite la surchauffe", affirme la Dre Martine Schollhammer, dermatologue.

Lorsque le thermomètre se met à grimper, le cerveau envoie l'ordre aux glandes sudoripares (ou sudorales) de sécréter de la sueur. Présentes sur tout le corps - et particulièrement nombreuses au niveau des aisselles, des plantes des pieds et des paumes des mains -, ces glandes entrent en action. Et la sueur qu'elles libèrent, en s'évaporant, refroidit le corps.

TRANSPIRATION

EXCESSIVE :

C'EST L'HYPERHIDROSE

La transpiration a aussi d'autres bienfaits plus confidentiels. "Elle permet l'humidification de la peau, notamment au niveau des mains et des pieds", précise notre experte. Et cela est loin d'être anecdotique : c'est ce qui nous permet de marcher en limitant les frottements, et de saisir plus facilement un objet. "Elle participe aussi à l'élimination des toxines et des déchets organiques." Mais parfois, ce beau système s'emballe. En cas de transpiration excessive, les médecins parlent d'hyperhidrose.

Peur de serrer des mains, angoisse de parler en public, la chemise trempée et le front dégoulinant... Si cette pathologie n'est pas grave, elle peut faire vivre un cauchemar à ceux (et celles) qui en sont victimes.

QUELLES SOLUTIONS POUR BLOQUER LA TRANSPIRATION ?



Lorsque cette affection est modérée, elle est traitée localement avec des antitranspirants à base de chlorure d'aluminium. Pour les cas plus gênants, l'ionophorèse donne d'assez bons résultats. Cette technique consiste à plonger pieds et mains dans une baignoire d'eau traversée par un courant électrique créé par deux électrodes.

Lorsque les causes relèvent du stress, des antiépresseurs, des bêta-bloquants ou des anxiolytiques sont préconisés. Mais la véritable révolution est venue de la toxine botulique : pour les 1 % d'adultes qui transpirent à l'excès sous les aisselles à cause de la suractivité de leurs glandes sudoripares, cette toxine (le fameux Botox®) est une solution.

Enfin, si l'hyperhidrose résiste, il reste la chirurgie. La plus fréquente concerne les aisselles : radicale, elle supprime le ganglion qui contrôle la transpiration, mais n'est pas sans risque (transpiration déplacée, fatigue chro-

nique...). Aussi, n'hésitez pas à prendre plusieurs avis.

Des lingettes qui bloquent la sueur. Déjà vendues, uniquement aux États-Unis pour l'instant, des lingettes imprégnées de glycopyrronium, appelées Qbrexza, bloquent la production de sueur. Il suffit de les passer une fois par jour sous les aisselles. Simple et efficace ! De leur côté, des chercheurs sud-coréens ont mis au point un spray au botox pour limiter, voire stopper, la transpiration excessive des paumes des mains et des aisselles. Leurs résultats prometteurs ont été publiés en janvier dans la revue "Skin research technology". On attend des tests menés à plus grande échelle pour espérer ce nouveau traitement.

1/6 - L'ionophorèse, pour les mains et les pieds.

Le principe ? Plonger ses mains et/ou ses pieds dans un bac rempli

d'eau et traversé par un courant électrique faible. Les séances, de 20 minutes environ, peuvent provoquer une sensation de picotement, mais pas de forte douleur. "C'est très efficace pour diminuer la sudation des mains et des pieds". Si les premières séances ont lieu chez le dermatologue (environ 20 € la séance), on peut ensuite acheter un appareil, pour poursuivre le traitement à la maison. "Au début, trois fois par semaine puis, en entretien, une fois tous les quinze jours." Formellement contre-indiqué chez les porteurs de pacemaker.

2/6 - Des antitranspirants sous les aisselles

La sueur ne sent rien. L'odeur désagréable vient en fait de bactéries présentes à la surface de la peau. En décomposant les protéines contenues dans la sueur, ces bactéries dégagent un fumet malodorant. Pour limiter les odeurs et la transpiration, rien de tel que des douces régulières et des aisselles épilées, car les poils retiennent ces bactéries. "Quand la transpiration est excessive, je recommande des antitranspirants, à base de sels d'aluminium", indique la Dre Schollhammer. En obstruant les glandes sudoripares, c'est comme s'il s'agissait de la transpiration. Ils sont à appliquer d'une fois par jour à deux-trois fois par semaine, avant d'aller dormir, sur des aisselles sèches et non irritées (donc pas sur une peau fraîchement rasée ou épilée).

3/6 - Des micro-ondes, avant-gardistes

Chauffées, les glandes sudorales s'autodétruisent. C'est en partant de ce constat qu'a été lancée MiraDry. "C'est une machine chaude les glandes sudorales - pour l'instant, uniquement celles des aisselles - avec des micro-ondes courtes. Plébitécité aux États-Unis, elle est encore peu utilisée en France."

Pourtant, en une ou deux séances (d'1 heure sous anesthésie locale (compter 2000 € la séance), la transpiration est réduite de 80 %. Le résultat est immédiat et irréversible, contrairement aux injections de toxine botulique. Un investissement sur la durée avec bénéfice collatéral : près de 80 % des poils sous les aisselles disparaissent en même temps.

4/6 - Des injections de botox, efficaces mais chères

Le botox ne fait pas qu'effacer la ride du lion. Il sait aussi mettre au repos les glandes sudorales des aisselles pendant quatre à six mois. Le produit est injecté dans les aisselles par un dermatologue, après application d'une crème anesthésiante. C'est efficace, mais coûteux. Pour une séance de 15 minutes, compter entre 400 € et 500 €. Il peut y avoir de légers effets secondaires, comme un hématome au point d'injection, une faiblesse musculaire ou des fourmillements.

5/6 - Des médicaments anticholinergiques

Le plus souvent, l'hyperhidrose est dite "localisée", c'est-à-dire limitée à certaines parties du corps. Quand elle est généralisée à tout le corps, le médecin peut prescrire des médicaments anticholinergiques. Mais en raison de leurs potentiels effets secondaires (comme une sécheresse de la bouche), mieux vaut les utiliser avec modération.

6/6 - Il y a aussi la chirurgie

En dernier recours, il reste la chirurgie : la sympathectomie thoracique consiste à couper les nerfs responsables de l'hyperhidration. Mais cette opération est très décriée, car sa principale complication est une transpiration compensatoire ailleurs sur le corps, par exemple au milieu du dos, parfois pire que le problème initial.

POURQUOI ON TRANSPIRE ?

Transpirer, rien de plus normal. Mais parfois ça peut s'avérer gênant. A défaut de supprimer la transpiration, comprendre d'où elle vient peut aider à mieux s'en accommoder.

La transpiration est un phénomène normal qui permet de réguler sa température corporelle. On transpire un demi à un litre d'eau par jour !

Les gouttes d'eau jaillissent des pores de la peau servant, tel un climatiseur, à nous rafraîchir lorsque la température extérieure est trop élevée ou que la température de notre corps est trop haute. L'effort physique, le soleil, les

émotions fortes ou encore la maladie peuvent élever la chaleur interne. La sueur est alors libérée par les glandes sudorales (ou sudoripares). C'est l'évaporation de cette sueur qui rafraîchit la peau.

3 millions de glandes sudoripares sont réparties sur tout le corps, principalement au niveau des aisselles, la plante des pieds et la paume des mains. Les glandes sécrètent une sueur qui est aqueuse et au pH légèrement acide. Ces glandes sont de deux types : eccrines et apocrines. Les premières sont plus nombreuses. Localisées sur

tout le corps, elles sont responsables du plus gros volume de transpiration.

Les secondes, les glandes apocrines, actives dès la puberté, sont à l'origine des odeurs corporelles. Elles sont situées au niveau des aisselles ainsi que des régions génitales.

En plus de sa fonction de thermorégulation, la sueur remplit une fonction d'élimination. Elle élimine les toxines et les déchets organiques.

La transpiration doit donc être vue comme un mécanisme sain et utile. Pourtant chez certains la transpiration est perçue comme quelque chose de

pénible, et de dérangeant. Non seulement la transpiration ne séché pas nos codes organiques (faibles sont les aisselles disgracieuses) mais parfois elle peut dégager une odeur potentiellement gênante pour soi et pour les autres.

La sueur n'échappe naturellement pas l'odeur. L'odeur particulière provient du contact de la sueur avec les bactéries qui se nourrissent de la transpiration. Les micro-organismes prolifèrent avec la sueur, surtout celle des aisselles. En effet sous les bras, la sueur séchée au niveau des follicules pileux est plus grasse et plus riche en débris cellulaires,

d'où l'odeur. C'est quand cette odeur est trop forte qu'elle devient gênante.

Autre problème délicat, quand la transpiration devient permanente et excessive. C'est ce qu'on appelle l'hyperhidrose.

Elle est liée à une hyperactivité des glandes sudorales. On estime que 12 % des Français est concerné par ce problème d'hyperhidrose. Pour diminuer l'activité des glandes sudoripares, des traitements antitranspiration existent : le botox ou la chirurgie peuvent être des solutions.

4 REMÈDES NATURELS CONTRE LA TRANSPIRATION

Coups de sueur, odeurs désagréables... Pour éviter ces désagréments liés à la transpiration, testez ces solutions naturelles pour retrouver un meilleur bien-être.

Phénomène naturel, la transpiration peut occasionner bien des désagréments, voire des complexes. Voici quelques conseils de base pour limiter la transpiration :

Éviter les plats épicés, le café, l'alcool et les boissons énergisantes. À noter : l'ogonji, l'ail, les choux, le fenouil et le poireau accentuent les mauvaises odeurs.

Préférer les boissons à température ambiante, car boire chaud ou froid fait transpirer.

Boire régulièrement de l'eau.

Certains troubles hormonaux, le diabète, le surpoids ou l'hypothyroïdie, le stress, la prise de certains médicaments peuvent provoquer une transpiration excessive.

En parler à son médecin.
Notre experte : Françoise Coïc Marinier, docteur en pharmacie, diplômée en phytothérapie, aromathérapie

L'huile essentielle de palmarosa

L'huile essentielle (HE) de palmarosa est antibactérienne et antinyctosique. Sa bonne odeur fraîche herbacée avec une pointe de rose persiste tout au long de la journée. Et aucun risque qu'une auréole blanche ou une tache se forme sur les vêtements. On peut l'appliquer avec de l'HE de géranium rosat.

Comment on l'utilise ?

Déposer 1 goutte d'HE sur une pierre d'alat de potassium puis appliquer la pierre sur les zones souhaitées (aisselle, pli cutané, plis des pieds) 1 ou 2 fois par jour.
Mon doux naturel : mélanger 50 g de gel d'aloé vera bio avec 2 gouttes d'HE de rose de Damas, 10 gouttes d'HE de géranium rosat et 8 gouttes d'HE de menthe poivrée. Verser le tout dans un roll-on.

Le bicarbonate de soude

Grâce à sa structure relativement poreuse, le bicarbonate de soude piège et neutralise les mauvaises odeurs. Son usage régulier limite aussi le développement des champignons microscopiques dans les chaussures.

Comment on l'utilise ?

Après la toilette, frotter les aisselles ou les pieds bien séchés avec de la poudre.
Pour éviter l'échauffement et désodoriser les chaussures, verser 1 à 2 cuillères de bicarbonate de soude à l'intérieur et laisser respirer la nuit.

Le lendemain, secouer les chaussures pour éliminer la poudre blanche.

Recette de bain de pieds anti-odeur
Verser 2 cuillères à soupe de bicarbonate de soude dans une baignoire d'eau chaude, délasser ses pieds pendant un quart d'heure.

Les granules d'homopathie

Toute substance qui provoque des symptômes chez une personne saine peut guérir un malade qui a les mêmes symptômes : c'est le principe de l'homéopathie. Les doses sont infiniment petites si bien qu'elles n'ont aucun effet toxique. L'homéopathie tient compte de l'individualité du patient. Ordonnances homéo contre la transpiration
En cas d'odeur désagréable des aisselles, Sepsin 9 CH, 5 granules matin et soir.
En cas de transpiration des mains et des pieds, Silicea, 7 CH, 5 granules matin et soir.

En cas de transpiration abondante des pieds, Silicea 9 CH, 5 granules matin et soir.
En cas de transpiration pendant la période des règles, Veratrum album 9 CH, 5 granules matin et soir.

La sauge

La sauge a des vertus antiodorales : elle permet de diminuer la quantité de sueur que nous produisons naturellement.

4 remèdes anti-transpi à base de sauge

Dou à la sauge : dans un mortier, réduire en poudre des feuilles séchées de sauge. Mélanger avec 1 cuillère à soupe de talc et appliquer sous les aisselles.

Infusion : laisser infuser 1 cuillère à soupe de feuilles par tasse d'eau bouillante, 10 minutes. Filtrer. Boire 2 à 3 tasses par jour après les repas jusqu'à l'amélioration des symptômes.

Tecture mere : pour la transpiration des mains et des pieds, 10 gouttes matin et soir avant les repas pendant 21 jours.

ON ÉVITE LES IRRITATIONS

Épilations fréquentes, transpiration excessive régulière... la peau des aisselles, déjà fragile, est souvent mise à rude épreuve. Il n'est donc pas étonnant que 47 % des femmes soient sensibles sur cette zone. Nos conseils pour limiter les irritations tout en restant bien au sec.

On cajole sa peau

Fine, la peau des aisselles est souvent fragile. Quasiment dépourvue de film hydrolipidique protecteur, elle est plus perméable aux agressions, plus irritabile et plus sèche. De plus, la forme des aisselles et les plis forment un milieu semi-occlusif, peu ventilé. Et les frottements sont nombreux, du fait des mouvements des bras. Une situation amplifiée quand la transpiration est excessive (stress, grosse chaleur...). Dans tous les cas, il faut agir avec douceur et ne pas « en faire trop », car les irritations surviennent rapidement et sont particulièrement gênantes.

On cajole sa peau

Fine, la peau des aisselles est souvent fragile. Quasiment dépourvue de film hydrolipidique protecteur, elle est plus perméable aux agressions, plus irritabile et plus sèche. De plus, la forme des aisselles et les plis forment un milieu semi-occlusif, peu ventilé. Et les frottements sont nombreux, du fait des mouvements des bras. Une situation amplifiée quand la transpiration est excessive (stress, grosse chaleur...). Dans tous les cas, il faut agir avec douceur et ne pas « en faire trop », car les irritations surviennent rapidement et sont particulièrement gênantes.



On évite les bons gestes

On évite les douches à répétition, car l'eau calcaire peut être irritante. Se laver les aisselles une fois par jour suffit pour éliminer les bactéries. On opte aussi pour un savon surgras ou un pain dermatologique au pH neutre qui n'agresse pas l'épiderme. C'est encore mieux s'il est sans parfum, car

les molécules parfumées peuvent être allergisantes. À la sortie de la douche, on essuie soigneusement ses aisselles avec une serviette douce, car l'humidité fait le terrain des mycoses et favorise les irritations.

On choisit le bon déodorant

De nombreux déodorants contiennent

de l'alcool. Cet ingrédient peut être responsable de sensations de brûlures et de picotements (notamment sur les peaux fraîchement épilées). Mieux vaut donc l'éviter en optant pour une formule spécifique peaux sensibles, qui contient des ingrédients apaisants.

Si elles abritent des actifs minéraux, comme la perlite ou la pierre d'alun, qui absorbent l'humidité sans aggraver l'épiderme, c'est encore mieux. Quant aux formules « 24 h ou 48 h d'efficacité », elles sont à proscrire, car elles ne conviennent pas aux aisselles fragiles.

On limite les petits boutons

Pour limiter leur apparition, mieux vaut éviter l'épilation à la cire, qui arrache le poil avec sa racine. En effet, il repose souvent dans la mauvaise direction, ce qui favorise les poils incarnés, responsables de boutons blancs (folliculites). On préfère utiliser une crème dépilatoire pour poil sensible ou un rasoir qui coupe le poil net. À manier avec un gel de rasage spécifique, plutôt que du savon, qui protège la peau du contact des lames de rasoir. Si les folliculites se répètent fréquemment, l'épilation au laser reste la meilleure solution pour éliminer le problème définitivement.

LE CITRON VERT, UN DÉO NATUREL ?

En quête d'une méthode efficace et naturelle pour ne plus (faire) suer des effluves naturelles ? Ne cherchez plus, la solution se trouve peut-être dans votre cuisine ! En effet, d'après Farah Dhukai, blogueuse beauté, le citron vert serait le nec plus ultra contre les odeurs de transpiration.

Habitué des déodorants et autres anti-transpirants, vous peinez à trouver une solution qui vous convienne ? Sans compter que la présence de nombreux composés chimiques (lire notre article sur les ingrédients à surveiller dans les cosmétiques) peuvent vous rebouter certains. Ne cherchez plus !

UN DES REMÈDES NATURELS CONTRE LA TRANSPIRATION

En fait, le jus de citron vert contribuerait à réduire la sudation et à limiter les mauvaises odeurs,

provoqués par des bactéries présentes à la surface de notre peau (composée d'eau et de sel, la sueur est inodore).

Entre autres précautions d'emploi, on évite de s'exposer au soleil juste après et de l'appliquer après épilation ou dépilation, afin d'éviter les irritations (et de se faire mal !). Au rang des autres remèdes de grand-mère pour lutter contre la transpiration, on trouve bien évidemment la pierre d'alun, ce minéral qui a la capacité d'absorber la transpiration. Mais il y a également le bicarbonate de soude ou encore le vinaigre.

Pour éviter les mauvaises odeurs, que vous souffriez de transpiration excessive ou pas, il est également conseillé de boire beaucoup d'eau, de préférer des vêtements amples et en matière naturelle (coton, lin).



A QUOI ÇA SERAIT UN DÉODORANT ?

Appliqué toute l'année ou dès qu'il fait beau, le déodorant est souvent choisi avec soin. Formulés sans sels d'aluminium, il doit agir à la fois sur le flux de transpiration et les odeurs, tout en étant agréable et frais sur la peau.

IL ABSORBE L'HUMIDITÉ

Contrairement aux antitranspirants, il ne bloque pas l'écoulement de la sueur, ni sa production par les glandes sudoripares. En revanche, il limite l'humidité en l'absorbant grâce à des minéraux (magnésite, talc, perlite, kaolin ou pierre d'alun), qui agissent comme des mini-éponges et empêchent ainsi l'apparition des odeurs.

IL LUTTE CONTRE LES BACTÉRIES

La transpiration s'oxyde en sortant des pores et les bactéries présentes sur la peau s'y multiplient, d'où la formation d'odeurs désagréables. Dans les deux bio, ce sont les huiles essentielles (sauge, romarin, thym, palmarosa, menthe, girofle, arbre à thé), le glyceryl

caprylate et/ou l'alcool qui les détruisent. Dans les déos classiques, le zinc ou le triethyl citrate jouent ce rôle, ainsi que l'oxyde de magnésium ou des polyquaterniums (polymères).

IL MASQUE LES ODEURS

Il y a encore quelques années, les déos étaient très parfumés, soit par les huiles essentielles, soit par des parfums de synthèse destinés à couvrir les odeurs. S'ils sont toujours présents, ils ne constituent plus l'ingrédient principal pour lutter contre les désagréments de la transpiration. Migraine, eczéma, asthme : les risques cachés des déo en spray

IL APPORTE DE LA FRAÎCHEUR

C'est le grand défi des derniers déodorants. Comme ce sont souvent les peaux sensibles ou agressées (épilation, rasage) qui choisissent ce type de produits, les laboratoires planchent sur des formules sans alcool, mais fraîches grâce au glyceryl caprylate et à des par-

fums mentholés ou hespéridés.

À SAVOIR

Jusqu'à présent, les déodorants sans sels d'aluminium n'avaient pas d'effet sur l'humidité. Grâce à l'utilisation de minéraux, ils sont devenus presque aussi efficaces que les antitranspirants !

EN PRATIQUE

• Lequel choisir ?

C'est selon ses envies et ses attentes : bio ou pas, avec ou sans huiles essentielles, avec ou sans alcool.

• Et en cas de peau sensible ?

Prudence, car un produit bio ou sans sels d'aluminium ne convient pas forcément aux peaux sensibles. On choisit un roll-on ou un stick, plutôt qu'un spray pour éviter l'alcool irritant et desséchant. Les huiles essentielles, potentiellement allergisantes, sont déconseillées.

Le bon réflexe ? Rechercher la mention hypoallergénique...

ALGÉRIE - MAROC - SAHARA OCCIDENTAL

Le Maroc a construit une «industrie du mensonge»

Le Maroc manipule l'opinion publique internationale, déforme les réalités à propos de son occupation militaire du Sahara occidental et construit «une industrie du mensonge», a affirmé le représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Office des Nations unies à Genève, Lazhar Soualem.

Dans un doigt de réponse de la délégation algérienne au ministre de la Justice du Maroc qui a consacré «le tiers de son intervention à l'attaque de l'Algérie», durant le segment de Haut niveau de la 49e session du Conseil des droits de l'Homme, M. Soualem a dénoncé jeudi les pratiques du Royaume et le black-out médiatique imposé pour passer sous silence l'actualité dans le pays, alors que depuis des semaines, «les manifestants occupent les espaces publics de 50 villes marocaines pour dénoncer la rapine, la prédation et l'injustice sociale (...) et réclamer le changement».

Dans ce sens, le représentant de l'Algérie a affirmé que «ce Royaume faussement constitutionnel maquille ses bilans, y compris ceux des droits de l'Homme».

«Il travestit les réalités induites par l'occupation militaire d'un territoire (Sahara occidental), pour lequel il ne dispose pas de titre de propriété (...), manipule l'opinion publique internationale, réprime violemment



ment ses opposants y compris par sa police numérique et espionne ses propres alliés», a-t-il fustigé.

«En somme, il a construit et monté comme tout le reste du château, une industrie du mensonge adossée à une machine à audimat pour s'assurer la complaisance de ses protecteurs, en vue de favoriser comme c'est le cas depuis quatre décennies, l'inaction des organes de délibération et de sanc-

tion des Nations unies», a résumé M. Soualem.

Cet acharnement contre l'Algérie est nourri par la simple raison que l'Algérie reste «attachée à la légalité internationale, et est solidaire avec un peuple qui refuse l'occupation et le fait accompli de la colonisation et qui demande depuis plus de 4 décennies l'organisation d'un référendum d'autodétermination en faveur du peuple de ce territoire (Sahara

occidental), enregistré comme un territoire à décoloniser au niveau des Nations unies», a martelé l'ambassadeur algérien.

Enfin, le représentant permanent de l'Algérie à Genève a appelé à un «sursaut des consciences pour souligner notre collective responsabilité afin de mettre un terme à l'incongruité des formules concoctées par le Maroc qui, sans détour, assume devant nous une agression caractérisée».

Des membres du Congrès américain appellent Biden à ne conclure aucun accord sur l'armement avec le Maroc

Des membres du Congrès américain ont appelé le président Joe Biden à ne conclure aucun accord sur l'armement avec le Maroc sur fond de craintes quant à l'utilisation de ces armes contre le peuple sahraoui, et souhaité que le «rôle crucial» que jouent les Etats-Unis dans le conflit au Sahara occidental puisse permettre aux Sahraouis d'exercer leur droit inaliénable à l'autodétermination.

Dans une lettre adressée récemment au président Biden, onze membres du Congrès américain se disent «préoccupés» par la politique des Etats-Unis au Sahara occidental, et par les accords sur la vente d'armes au Royaume du Maroc, conclus entre Washington et Rabat.

Les signataires rappellent, dans leur missive, que l'ancienne administration américaine avait déjà informé en décembre 2020 le Congrès américain de la vente d'armes américaines pour un montant d'un milliard de dollars au Maroc dont quatre drones MQ-9B Skyguardian et des munitions JDAM. Et la signature de cet accord est prévue sous l'actuelle administration.

A cet effet, ils appellent l'administration Biden à «ne conclure aucun accord avec le Maroc sur des armes lourdes ou offensives» et précisent que «ces ventes sont inappropriées en raison de l'absence de garanties marocaines que ces armes ne soient pas utilisées contre le peuple sahraoui et faute

de progrès quant à l'organisation d'un référendum politique et la conclusion d'un accord de paix définitif au Sahara occidental». De plus, les membres du Congrès américain «expriment leur préoccupation quant à l'utilisation de ces armes» qui, selon eux, pourraient «consolider l'occupation illégale du territoire sahraoui par le Royaume du Maroc».

Par ailleurs, ils se disent également «inquiets» de la politique des Etats-Unis au Sahara occidental et de la décision de l'ancienne administration (de Donald Trump) de reconnaître, en décembre 2020, la prétendue souveraineté du Royaume du Maroc sur le Sahara occidental, «alors que depuis des décennies, les précédentes administrations américaines, républicaines et démocrates, ont refusé de reconnaître la souveraineté présumée du Maroc sur le territoire occupé», rappellent-ils encore dans leur lettre.

Et de poursuivre: «En raison de ce changement de politique, les Etats-Unis sont désormais le seul pays au monde à reconnaître officiellement les revendications du Maroc qui sont contraires au droit international et à l'autodétermination».

Les signataires expriment, en outre, leur souhait que «le rôle crucial» que jouent les Etats-Unis dans le conflit sahraoui, vieux de 47 ans, «puisse permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit légitime et inaliénable à l'autodétermination». Dans

ce contexte, ils rappellent notamment des décisions «claires» de la Cour de justice internationale (CJ) et de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) qui soutiennent le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et stipulent que le Maroc n'a aucune souveraineté sur le territoire occupé.

Il se disent, par ailleurs, «satisfaits» de la désignation, il y a quelques mois, de Staffan de Mistura, en tant qu'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU au Sahara occidental et déplorent toutefois, l'absence d'un engagement clair des Etats-Unis auprès des Nations unies «quant au soutien de Washington à un règlement pacifique et durable entre le Maroc et les représentants du gouvernement sahraoui».

Enfin, ils demandent au président Biden «un briefing pour les membres du Congrès américain, signataires de la lettre, sur la question de l'armement et la révision par l'administration américaine de sa politique vis-à-vis du Sahara occidental et du Maroc et les conséquences à court et long termes, de la reconnaissance par les Etats-Unis des revendications illégales du Maroc sur le Sahara occidental, sur les perspectives de paix dans la région».

Une copie de la lettre, signée par les onze membres du Congrès américain, a été envoyée au secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, et au chef de la Commission des relations extérieures au Congrès.

MALI

La MINUSMA condamne «fermement» l'attaque contre un camp de l'armée

La Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) a condamné «fermement» l'attaque terroriste menée, vendredi, contre un camp des Forces Armées Maliennes (FAMA) de Mondoro (centre), dans laquelle 27 soldats maliens ont été tués et 33 autres blessés.

«En ces douloureuses circonstances, je présente, au nom de la MINUSMA, mes condoléances les plus attristées aux autorités de la Transition, au peuple malien ainsi qu'aux familles et proches des soldats maliens tombés au champ d'honneur.

Je souhaite un prompt rétablissement aux blessés», a déclaré dans un communiqué le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le Mali (RSSG) et Chef de la MINUSMA, El-Ghassim Wane.

«Le RSSG réitère l'engagement indéfectible de la MINUSMA aux côtés des Maliens dans leur quête légitime de paix et de stabilité», ajoute le communiqué.

La présidence malienne a décrié un deuil national de trois jours dans le pays à partir de samedi à 00h00, suite à cette attaque terroriste, menée par des véhicules piégés contre un poste de l'armée.

«Un deuil national de trois jours à compter du samedi 5 mars à zéro heure, est déclaré sur toute l'étendue du territoire national en hommage aux éléments des Forces armées et de sécurité tombés, ce jour vendredi, le 04 mars dans la localité de Mondoro, suite à une attaque terroriste», a indiqué un décret du Président de la Transition, le Colonel Assimi Goita, publié vendredi soir.

«Les drapeaux seront mis en berne sur tous les bâtiments et édifices publics pendant toute la durée du deuil», selon le décret.

L'attaque, qui a eu lieu, vendredi matin vers 05h30 GMT, au camp de Mondoro dans le centre du Mali, a fait 27 morts, 33 blessés, dont 21 graves, et sept portés disparus parmi les soldats, selon un communiqué du gouvernement malien de transition. Selon le communiqué, l'attaque «complexe» a été menée avec «utilisation de véhicules piégés» par les terroristes.

Le communiqué note que «le ratissage des forces spéciales immédiatement déployées sur zone a permis de retrouver et de neutraliser 47 terroristes».

«En début d'après-midi, les Forces armées maliennes (FAMA) ont poursuivi leur ratissage sur les sanctuaires terroristes en neutralisant 23 terroristes», a souligné la même source.

«La dynamique offensive de recherche et de destruction des sanctuaires terroristes se poursuivra sans relâche», a précisé le comm unique, assurant que «toutes les mesures seront prises pour arrêter et traquer devant la justice les auteurs de cet acte ignoble et tragique». Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière contre les forces maliennes depuis des mois.

LIBYE

La solution à l'impasse politique en Libye ne réside pas dans des «transitions perpétuelles»

La conseillère spéciale du secrétaire général des Nations unies pour la Libye, Stephanie Williams, a proposé vendredi la mise en place d'un comité réunissant des représentants de la Chambre des représentants et le Haut Conseil d'Etat, pour faciliter la tenue d'élections, affirmant que la solution à l'impasse politique dans le pays «ne réside pas dans des transitions perpétuelles». Pour essayer de

rapprocher les parties, Stephanie Williams, a proposé la mise en place d'un comité réunissant des représentants de deux instances : la Chambre des représentants qui siège à Tobrouk dans l'Est du pays, et le Haut Conseil d'Etat, basé à Tripoli et qui fait office de Sénat.

«Hier (jeudi) soir, j'ai envoyé des lettres aux dirigeants de la Chambre des représentants et du Haut Conseil d'Etat les invitant à

nommer six délégués de chaque chambre pour former un comité mixte afin d'élaborer un cadre constitutionnel consensuel», a indiqué vendredi Mme Williams sur Twitter. Ce «cadre constitutionnel» devrait régir les futures «élections présidentielles et législatives» que l'ONU souhaite voir se tenir «le plus rapidement possible», après le report du double scrutin qui était prévu en décembre, a expliqué

Mme Williams dans les lettres qu'elle a rendues publiques.

Elle a proposé que ce comité se réunisse à partir du 15 mars pour se pencher «pendant 14 jours» sur ce cadre constitutionnel.

«La solution à la crise libyenne ne réside pas (...) dans des transitions perpétuelles», a affirmé l'émissaire onusienne.

«Les Libyens doivent se mettre d'accord sur une voie consensuelle

qui donne la priorité à la préservation de l'unité et de la stabilité du pays», a-t-elle insisté.

Elle a invité la Chambre des représentants et le Haut Conseil d'Etat à agir «de bonne foi» et à oeuvrer de manière «constructive pour avancer vers des élections, dans l'intérêt des 2,8 millions de Libyens qui se sont inscrits pour voter».

CRISE RUSSO-UKRAINIENNE

Poutine dit ne pas prévoir de décréter la loi martiale en Russie

La Russie ne prévoit pas d'introduire la loi martiale, a indiqué samedi le président Vladimir Poutine, en réponse à d'insistantes rumeurs en ce sens à cause du conflit en Ukraine.

«La loi martiale est mise en œuvre (...) en cas d'agression notamment dans les régions où des combats ont lieu.

Nous n'avons pas une telle situation, et j'espère qu'elle n'interviendra pas», a-t-il dit, interrogé par des employées de la compagnie aérienne russe Aeroflot.

Selon lui, a-t-il poursuivi en réponse à une question d'une de ses interlocutrices, seuls des soldats et officiers professionnels participent aux opér-

tions militaires russes en Ukraine et le Kremlin ne prévoit pas d'y déployer des appelés du contingent ou des réservistes.

De nombreuses rumeurs ont fait craindre à des Russes une mobilisation et l'introduction de la loi martiale. «Il y a des tentatives de déstabiliser la société», a commenté M. Poutine, attablé à une grande table en compagnie de femmes travaillant pour Aeroflot, en amont de la journée de la femme le 8 mars, fériée en Russie.

Le 24 février à l'aube, la Russie a lancé une opération militaire en Ukraine. Le conflit entre la Russie et l'Ukraine a éclaté dans un contexte de tensions croissantes avec les Occidentaux.

La Russie, qui estime faire face à une menace «sérieuse» et «très grande» en Ukraine, réclame la fin de la politique d'expansion de l'Otan et le retrait des forces américaines stationnées en Europe de l'Est, des demandes rejetées par les Occidentaux.



L'Otan rejette la création d'une zone d'exclusion aérienne en Ukraine

Les membres de l'Otan ont rejeté vendredi la demande de Kiev de créer une zone d'exclusion aérienne en Ukraine pour éviter de se laisser entraîner dans le conflit, a déclaré le secrétaire général de l'Alliance.

«La question a été évoquée et les Alliés ont convenu que nous ne devrions pas avoir d'avions de l'Otan opérant dans l'espace aérien ukrainien ou des troupes de l'Otan au sol, car nous pourrions nous

retrouver avec une guerre totale en Europe», a expliqué Jens Stoltenberg au terme d'une réunion d'urgence des ministres des Affaires étrangères de l'Alliance à Bruxelles.

Le ministre ukrainien des Affaires étrangères Dmytro Kouleba s'est adressé à ses homologues durant cette réunion, a précisé Jens Stoltenberg lors d'une conférence de presse.

«Nous avons la responsabilité

d'empêcher l'escalade de cette guerre au-delà de l'Ukraine.

Parce que cela serait encore plus dangereux, plus dévastateur, et causerait encore plus de souffrances humaines», a-t-il déclaré.

«Nous ne voulons pas être partie prenante au conflit en Ukraine», a-t-il insisté.

L'Otan a renforcé ses défenses à l'Est avec le déploiement pour la première fois de sa force de réaction rapide, l'envoi de milliers

de soldats de l'Alliance dans les pays du flanc oriental, la mise en alerte de plus de 130 avions de combat et plus de 200 navires en mer, selon Jens Stoltenberg.

«Il s'agit de la réponse immédiate de l'Otan et elle sera renforcée si nécessaire», a-t-il assuré.

Une réunion des ministres de la Défense de l'Otan a été convoquée le 16 mars pour «prendre les décisions qui s'imposeront», a-t-il précisé.

Réunion lundi du Conseil de sécurité de l'ONU

Le Conseil de sécurité de l'ONU se réunira une nouvelle fois en urgence lundi à 15h00 (20h00 GMT) sur le conflit en Ukraine, à la demande des Etats-Unis et de l'Albanie, a-t-

on indiqué de sources diplomatiques. A la suite de cette session publique, des consultations à huis clos entre les 15 membres du Conseil de sécurité suivront dans la foulée,

cette fois à la demande du Mexique, à l'initiative d'un projet de résolution qui reste sans mise au vote, a précisé un diplomate sous couvert d'anonymat.

La CEDH demande à Moscou d'instaurer des «voies d'évacuation sûres» en Ukraine

La Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a demandé vendredi à Moscou de prendre plusieurs mesures pour protéger

les populations civiles ukrainiennes, et notamment de permettre leur évacuation.

Le gouvernement russe «doit

assurer sans entrave l'accès de la population civile (ukrainienne) à des voies d'évacuation sûres, aux soins de santé, à la nourriture

et aux autres biens essentiels», indique la Cour dans un communiqué.

Militaires américains et russes ont un nouveau canal de communication

Face à l'escalade du conflit en Ukraine, militaires américains et russes ont établi entre eux un nouveau canal téléphonique, censé être utilisé en cas d'urgence, a annoncé vendredi le Pentagone. Cette ligne, mise en place «il y a quelques jours», relie directement le commandement américain en Europe au mi-

nistère russe de la Défense, a indiqué le porte-parole du Pentagone, John Kirby. «On sait qu'elle marche» a-t-il assuré. «Quand nous l'avons testée, ils ont décroché.» Le porte-parole du Pentagone a toutefois refusé de dire si ce canal avait été employé quand le site nucléaire ukrainien de Zaporozjia a été attaqué

dans la nuit, dans des frappes attribuées à la Russie. «S'il venait à y avoir une situation où nous aurions besoin de communiquer avec le ministère de la Défense à propos d'une situation pressante, je suppose que nous l'utiliserions», a-t-il simplement expliqué, formulant le souhait que l'armée russe fasse de même.

L'Ukraine est intégrée au système européen de mesure du risque nucléaire

En Ukraine, comme dans les pays nucléaires ouest-européens, la mesure de la radioactivité dans l'air, ou radiosurveillance, est effectuée quotidiennement à partir de balises automatiques connectées, qui alimentent un système européen d'information sur le risque radioactif, accessible à tous

sur internet. Les données de radioactivité de l'air issues de plus de 5.000 stations réparties sur le continent européen sont complétées par la plateforme Eurdep mise en place par la Commission européenne.

Ce système sert à détecter les élévations de radioactivité et à

réagir rapidement en cas d'anomalie ou de seuil dépassé.

Bien que non membre de l'UE, l'Ukraine «envoie volontairement dans le système Eurdep une mesure de la radioactivité dans l'air représentant la moyenne du jour écoulé» de toutes les sondes de son réseau de surveillance natio-

nal, indique Maxime Morin, chef du service d'analyses et de métrologie de l'environnement à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN). La Russie alimente aussi le système, mais seulement avec «une sélection de sondes» sur son territoire, dont une à Moscou, indique M. Morin.

L'ONU appelle à assurer la sécurité des sites nucléaires

La secrétaire générale adjointe des Nations Unies pour les Affaires politiques, Rosemary DiCarlo, a appelé tard vendredi toutes les parties à travailler avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour assurer la sécurité des sites nucléaires ukrainiens.

«Il est vital que toutes les parties travaillent avec l'AIEA pour établir un cadre approprié qui garantira le fonctionnement sûr, sécurisé

et fiable des centrales nucléaires ukrainiennes», a-t-elle dit lors d'un briefing au Conseil de sécurité.

Pour Mme DiCarlo, un passage urgent et sûr devrait être accordé au personnel de l'AIEA s'il devait se rendre en Ukraine pour y travailler avec les régulateurs.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a suivi avec beaucoup d'inquiétude

les informations faisant état de «violents combats autour» de la centrale de Zaporijia.

«Il semblerait que l'incendie ait touché un site de formation et non le système de refroidissement ou le centre de production d'énergie», a-t-elle précisé.

Un incendie, qui a été éteint, s'est déclaré vendredi dans ce bâtiment à l'extérieur de la centrale.

NUCLÉAIRE

Le ministre iranien des AE prêt à se rendre à Vienne en cas d'accord

Le ministre iranien des Affaires étrangères s'est déclaré prêt vendredi à se rendre à Vienne en cas d'accord sur le nucléaire, à un moment où les négociateurs ont fait état d'avancées dans les pourparlers.

«Je suis prêt à me rendre à Vienne lorsque les parties occidentales acceptent nos lignes rouges restantes», a indiqué Hossein Amir-Abdollahian, lors d'un entretien téléphonique avec son homologue européen, Josep Borrel.

Les pourparlers, qui se déroulent depuis plusieurs mois dans la capitale autrichienne, visent à sauver l'accord conclu en 2015 entre l'Iran, les Etats-Unis, la Chine, la France, le Royaume-Uni, la Russie et l'Allemagne.

«La présence des ministres des Affaires étrangères à Vienne et l'annonce d'un accord final dépendent du respect total des lignes rouges annoncées par l'Iran, y compris des garanties sur le plan économique», a ajouté le ministre.

M. Amir-Abdollahian n'a pas fourni de précisions sur ces garanties ni sur les «lignes rouges». L'accord de 2015 avait permis la levée de sanctions économiques internationales contre l'Iran, en échange de strictes limites à son programme nucléaire, censées l'empêcher de se doter de la bombe atomique, ce que Téhéran dément vouloir faire.

Mais les Etats-Unis se sont retirés de l'accord en 2018 sous la présidence de Donald Trump, qui le jugeait insuffisant, et ont rétabli leurs sanctions.

En riposte, Téhéran s'est affranchi des restrictions à ses activités nucléaires.

Les négociations se déroulent désormais entre les parties encore dans l'accord, avec la participation indirecte des Etats-Unis.

A Vienne, l'enjeu est de faire revenir dans le pacte Washington, et de ramener Téhéran au respect de ses engagements.

Parallèlement aux efforts menés dans la capitale autrichienne, le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, effectuera samedi une visite en Iran, a annoncé jeudi l'instance onusienne.

L'AIEA demande que l'Iran fournisse des clarifications sur la présence de matière nucléaire dans des sites non déclarés sur son territoire.

Téhéran appelle à la clôture de cette enquête pour permettre la conclusion de l'accord.

Washington a estimé jeudi qu'un «possible accord» était «proche», appelant à résoudre «rapidement» des questions qui coïncident toujours.

Le porte-parole iranien des Affaires étrangères avait indiqué lundi que Téhéran attendait des «décisions politiques» occidentales sur des questions liées à «la levée des sanctions, aux garanties (américaines de non retrait, NDLR) et à certaines affirmations politiques sur le programme nucléaire pacifique de l'Iran».

PRIX EL-HACHEMI-GUEROUABI

Présentation des dernières prestations en lice

La scène de la 7e édition du Grand Prix El-Hachemi-Guerouabi a accueilli, vendredi soir à l'Auditorium du Palais de la Culture, Moufidi-Zakaria, les voix en compétition des derniers candidats en lice, qui ont gratifié le public d'un florilège de chansons du riche répertoire d'El Hadj El Hachemi Guerouabi.

Six chanteurs en herbe, soutenus par l'orchestre dirigé par Smail Ferkioùl, ont livré, après la diffusion d'un court documentaire évoquant le grand cheikh du chaâbi, et au même titre qu'autant d'interprètes la veille, les six dernières prestations en compétition de ce grand prix, à travers la reprise, durant 15 mn chacun, d'autres pièces encore, du riche répertoire d'El Hadj El Hachemi Guerouabi (1938-2006).

Ould Rabah Mohamed Seddik de Tiaret, premier à soumettre son rendu à l'appréciation du jury, a choisi de se mesurer aux pièces «Hakme» et «Djib liya rasek wadji en guesrou», suivi de l'unique candidate de ce concours, accueillie avec des salves d'applaudissements et des youyou nourris, Ghofrane Bouache (15 ans) qui a entonné avec une voix suave, deux courtes pièces dans le mode Djarka, «Rachiq el ked» (in-qlebl), «Ach ma ibberred nirani» et «Wahd el ghziel».

Le jeune Nacer Amrani de Miliana, a quant à lui, choisi les partitions et les textes d'«El Herrez» et de «Men hou li blak a lalla», alors que Rabah Isbaten de Bejaia, connu

sous le nom d'artiste de «Nous» a opté pour les pièces, «El qelb bat sali» et «Kane mâkoum djet», pour que Salim Sidi Dris d'Alger et Mehdi Felfoul de Blida concluent avec les pièces, «Abou el ôyoum», «Ach ma ibberred nirani» et deux compositions personnelles, «Men hob del w'tan hobbi El Djazaïr» et «aal El Djazaïr, sendjak irefref», respectivement.

Le jury, composé par le chanteur, Cheikh Hamid El Aidaoui, l'expert spécialisé dans le melhou Said Raab, et le lauréat du Prix el-Hachemi-Guerouabi de l'année 2014 Sid Ahmed Derradji, a rappelé les critères d'appréciation des candidats qui évalueront, la maîtrise de la voix et de l'instrument, la diction, la maîtrise du texte, la cohérence dans l'enchaînement des thèmes (istikbar, qcid et final), la maîtrise du rythme et la tenue sur scène.

Invités par les organisateurs de la 7e édition de ce grand prix, 15 jeunes instrumentistes, de l'association des Beaux Arts d'Alger, présidée par Mustapha Belkahlia, ont, auparavant, ouvert la soirée dans une ambiance de grands soirs.



Les jeunes virtuoses (entre 12 et 18 ans) en classe moyenne de musique andalouse, dirigés par Abdelmadjid Boumaza, ont présenté «Noubet Rasd», déclinée dans ses différentes cadences et mélodies.

Les musiciens ont embarqué l'assistance dans une belle randonnée onirique, se distinguant par un jeu empreint de technique et de maîtrise, à l'instar des différents istikhbars brillamment rendus par Dalia à la Kouitra, Karim à la mandole ou encore par le plus jeune de tous, Amir (12 ans) au piano.

Des voix suaves et cristallines ont également été mise en valeur, à travers de belles interprétations, à l'image de Sara et Ayoub, dans «Moudh badet» (b'taihi), Amira et Islem, dans «Mali el ghamem» (Derdj), Karim et Yasmine, ainsi qu'Elena et Lyliya, dans «El hawa dell el oussoud» (N'craf ière et 2ème parties) et l'ensemble dans, «Ya qalbi khelli

el hal», «Niranou qalbi» et «Rimoun rametni» (kh'lass 1 et 2). Une quinzaine de jeunes talents, de différentes villes du pays, ont pris part, du 3 au 5 mars à Alger, à la compétition de la 7e édition du grand prix El-Hachemi-Guerouabi, organisée sous le parrainage du ministère de la Culture et des Arts, en collaboration avec l'Office national des Droits d'auteurs et droits voisins (Onda) et le palais de la Culture Moufidi-Zakaria.

La 7e édition du grand prix El-Hachemi-Guerouabi prendra fin samedi au même endroit, avec une cérémonie de clôture animée par les Cheikhs, Abdelkader Chauou, Hamid El Aidaoui et Mohamed Rebbah.

Les noms des lauréats, ainsi que du prix du jury de cette 7e édition, seront révélés lors de cette cérémonie de clôture, après quelques hommages rendus à de grandes figures de la chanson chaâbi.

CINÉMA

Le film sur le chahid Larbi Ben M'hidi sera présenté «courant 2022»

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laid Rebigua, a révélé jeudi à Oum El Bouaghi, à l'occasion de la commémoration du 65ème anniversaire de la mort du chahid Larbi Ben M'hidi (1923/1957), que le film cinématographique réalisé sur le héros de la Révolution «sera présenté courant 2022».

En marge de la baptismation du CFPA de la ville d'Ain M'lila (65 km à l'Ouest d'Oum El Bouaghi), du nom du chahid Grabsi Abdelmadjid, le ministre a déclaré à la presse que la commission mixte des ministères des Moudjahidine et des Ayants-droit et de la Culture et des Arts a «terminé l'étude relative aux réserves émises sur ce film». Et d'ajouter: «aucune

atteinte, aussi infime soit-elle, au chahid Larbi Ben M'hidi ne sera tolérée, car il s'agit d'une responsabilité historique, d'où la nécessité de préserver fidèlement l'image que se font les Algériens de cette figure de la Révolution». M. Rebigua a indiqué que la société de réalisation de ce film terminera son travail et le remettra courant 2022, soulignant que «l'année en cours verra la célébration du 60ème anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale qui sera une opportunité idoine pour présenter ce film tant attendu».

Il a fait savoir, dans ce contexte, qu'il y a beaucoup d'œuvres audiovisuelles qui seront présentées à l'occasion de la fête de l'indépendance. Le ministre a

entamé le programme de commémoration du 65ème anniversaire de la mort du chahid Ben M'hidi par une visite au douar El Kouahi, village natal du chahid dans la commune d'Ain M'lila, où il a donné une allocution, en plus de l'organisation de plusieurs activités dont une exposition de photographies historiques.

M. Rebigua a inauguré aussi un club hippique à Roknia dans la commune d'Ain M'lila où il a rendu visite au moudjahid Mohamed Bouya à son domicile.

Le ministre a également effectué une visite de courtoisie au moudjahid Adel Aissa, à son domicile dans la ville d'Oum El Bouaghi, avant de clôturer sa tournée par l'inauguration dans cette même ville de l'école primaire Aissou Noui.

JOURNÉE DE LA FEMME

Des manifestations culturelles dans toute l'Algérie

Diverses manifestations culturelles et artistiques sont programmées à travers le pays par des établissements culturels à l'occasion de la Journée internationale de la femme, célébrée le 8 mars de chaque année. Dans cet élan, les établissements sous tutelle du ministère de la Culture et des Arts ainsi que les directions locales en charge de la culture ont élaboré un programme culturel et artistique riches en activités.

Expositions d'art plastique, de livres et de bijoux, déclamations poétiques, spectacles de musique et de théâtre et projections de films font partie de ces activités lancées depuis une semaine.

L'Office Riad El-Feth (Oref) a programmé du 7 au 10 mars des expositions mettant en valeur le livre, le bijou et l'habit traditionnels, en plus d'une rencontre poétique.

L'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) se joint à ces activités en organisant une exposition de la plasticienne Nedjoua Saraâ, une soirée artistique animée par Mounia Chettal ainsi que des projections de films réalisés par des femmes. De son côté, le Centre des arts et

des expositions de Tlemcen prop ose jusqu'au 17 mars un programme alliant expositions d'arts, un concours dédié à l'art culinaire moderne en plus des ateliers de dessin destinés aux enfants.

Le Palais de la culture Moufidi-Zakaria, quant à lui, prévoit une exposition collective intitulée «Expressions artistiques féminines» qui réunit les œuvres de cinquième plasticiennes.

Elaboré par la Direction de l'organisation de la diffusion du produit culturel et artistique, relevant du ministère de la Culture et des Arts, le programme d'activités, qui se poursuit jusqu'à la fin mars, inclut notamment des rencontres littéraires et poétiques, expositions de produits d'artisanat, défilés de mode, galas artistiques et des spectacles de théâtre.

Dans toute l'Algérie, à l'instar de Chlef, Batna, Constantine, Béjaia, Annaba, Sidi-Bel Abbès, Tébessa ou encore Tamanrasset, des conférences en lien avec l'apport de la femme à l'art et à la culture ainsi que des manifestations mettant en valeur les créations féminines, sont prévues à travers les espaces culturels publics.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BECHAR
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE BENI ABBES
DAIRA OULED KHODEIR
COMMUNE DE KSABI

NIF N°:098408199039116 01

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ

En application de l'article N°:65 alinéa 02 du décret présidentiel N°:15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public,

Le Président de l'Assemblée populaire communale de Ksabi informe les soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigence des capacités minimales N°: 01/2022

« ACQUISITION D'UN CHARGEUR »

Conformément aux critères fixés dans le cahier de charges le marché a été provisoirement attribué comme suit:

L'opération	L'Entreprise	N°NIF	Montant Offre Financière EN T.T.C	Détails de Réalisation	Sélection Standard
ACQUISITION D'UN CHARGEUR	EURI Ben Hassi Vente des voitures, camions et engins des travaux avec service après vente	001201019002269	16.065.000,000D	07 jours	Moins Disant

Conformément à l'articles 82 du décret présidentiel N°:15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, les soumissionnaires qui contestent cette attribution provisoire du marché, ont le pouvoir de présenter leurs recours auprès de la commission des marchés de la commune de Ksabi dans les dix (10) jours à compter de la première publication de cet avis au (BOMOP) et dans les organes de presse.

Aussi les soumissionnaires désirant prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres technique et financière sont invités de se rapprocher du service contractant au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication du présent avis d'attribution provisoire du marché.

ORAN
50 exposants à la 1ère édition du Salon méditerranéen Digital Action

Pas moins de 50 exposants prennent part à la 1ère édition du "Salon méditerranéen Digital Action" (DIGIMACT), ouvert samedi au Centre des conventions d'Oran (CCO), a-t-on appris auprès des organisateurs.

Cette première édition se tient sous format "hybride", présentiel et virtuel, du 5 au 7 mars 2022 au Centre de Conventions d'Oran et en ligne du 5 mars au 5 avril prochain, a-t-il fait savoir le commissaire du salon, Omar Bedkane en marge de l'ouverture.

Ce salon réunit plus d'une cinquantaine d'exposants activant dans le numérique et les nouvelles technologies: Data center, plateformes de Cloud, intégrateurs d'infrastructure et de solutions Informatiques, intelligence artificielle (IA) et internet des objets (IOT), fournisseurs d'accès internet, opérateurs de téléphonie, banques et assurances (monétique), agences digitales, startups, développeurs d'applications mobiles, Clubs scientifiques, indique-t-on dans la présentation de l'événement.

En plus du format présentiel, les organisateurs du Digimact ont mis en place une plateforme virtuelle accessible via le site www.digimact.com pour ceux qui ne peuvent pas se déplacer.

"En effet, le salon virtuel Digimact, est un e-événement qui offre une véritable expérience digitale immersive aux participants pendant plusieurs jours sans contraintes



de temps et d'espace", a-t-on souligné. Placé sous le thème "Le digital au service du Marketing territorial et urbain à l'ère des Jeux méditerranéens d'Oran", le salon Digimact prévoit un riche programme de conférences et panels, ainsi que d'ateliers et workshops, animés par des experts algériens et internationaux, pour partager leurs expériences et pratiques et échanger sur les processus de la transformation digitale.

Plusieurs thématiques sont au programme de ces conférences, "la transformation

numérique des villes algériennes et marketing territorial", "les notions de marque-ville et d'attractivité globale", "la digitalisation de l'événementiel urbain multisectoriel et rentabilisation durable", "l'enjeu de la production et de la diffusion de contenus pour les villes", "les dimensions citoyennes, socioculturelles et artistiques de la digitalisation des villes et les infrastructures de communication: investissement, maintenance, cyber sécurité", entre autres.

ETATS UNIS
Amazon ferme ses librairies

Amazon, dont la plateforme de vente en ligne a participé à la fermeture de nombreuses librairies, va fermer ses librairies physiques et magasins temporaires pour investir plus dans ses autres enseignes (nourriture et vêtements), et dans ses technologies de vente en boutique.

"Nous avons décidé de fermer nos magasins Amazon 4-star, Books, et Pop Up, et de nous concentrer plus sur nos établissements Amazon Fresh, Whole Foods Market (chaîne de supermarchés bio), Amazon Go et Amazon Style stores", a indiqué un porte-parole à l'AFP. Le géant du commerce en ligne veut aussi développer sa technologie baptisée «Just Walk Out», qui permet aux clients de payer automatiquement quand ils sortent du magasin, sans passer par la caisse.

En tout, 66 magasins américains et deux au Royaume-Uni vont fermer leur porte.

Les Amazon 4-star proposaient des sélections de produits éclectiques, bien notés sur la plateforme de e-commerce.

"Nous restons engagés à construire de super expériences et technologies de vente physiques sur le long-terme", a assuré le porte-parole. «Et nous travaillons de près avec les employés concernés pour les aider à trouver de nouvelles positions chez Amazon».

Cette décision est une «surprise» pour Neil Saunders, analyste de GlobalData, car certains magasins avaient ouvert récemment, y compris dans des centres commerciaux «où les coûts sont élevés».

Mais «les gens se rendent moins dans les magasins», note-t-il, et surtout, «Amazon n'est pas une entreprise de distribution typique.

Ils essaient et testent des choses nouvelles, en investissant des fonds raisonnables, mais n'hésitent pas à se retirer s'ils ne voient pas de potentiel futur».

Amazon a annoncé en janvier l'ouverture plus tard cette année d'un magasin de vêtements high-tech à Los Angeles avec des technologies utilisées dans ses centres logistiques, permettant de combiner les avantages du shopping en ligne et en personne. Chez «Amazon Styles», les consommateurs pourront scanner les vêtements qui leur plaisent, et les algorithmes leur «feront des recommandations sur mesure et en temps réels», d'après le communiqué du groupe de Seattle.

Depuis la cabine d'essayage, ils pourront aussi commander des modèles et tailles différentes, qui leur seront amenés «en quelques minutes» par les vendeurs.

Le géant des technologies, leader mondial du cloud (informatique à distance), a racheté la chaîne de supermarchés bio Whole Foods Market en 2017 pour 13,7 milliards de dollars, ce qui lui a permis d'étendre sa présence physique de façon significative, et aussi de renforcer des programmes de fidélité.

Mais cette politique d'acquisition et d'extension alimente aussi des accusations d'abus de position dominante de la part des autorités américaines.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE CHLEF
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 02/2022

Le numéro d'identification fiscale (NIF) : 40801500002066

Dans le cadre de l'opération : Entretien des chemins communaux (Tranche 2022) La Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Chlef, lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales, pour la réalisation des travaux :

Lot 01: ENTRETIEN DU CC N° 09 RELIANT CW 101 ET LAGHMONT HADJER SUR UN LINAIRE DE 12 KMS - COMMUNE DE ZEBOUJIA -

Lot 02: ENTRETIEN DU CC N° 03 RELIANT OULED FARES CENTRE ET BOCAAT EL HEGAF PASSANT PAR BOCAAT EL HEMAMIA SUR UN LINAIRE DE 13,2 KMS - COMMUNE DE OULED FARES -

Lot 03: ENTRETIEN DU CC N° 01 RELIANT DAHRA CENTRE ET SIDI MOUSSA PASSANT PAR SOUK EL ARBIAA, ATHAMINIA ET REDJAMIA SUR UN LINAIRE DE 06 KMS - COMMUNE DE DAHRA -

Lot 04: ENTRETIEN DU CC N° 01 RELIANT CW44-MERDJA SUR UN LINAIRE DE 1,1 KMS - COMMUNE DE TALASSA -

Ne peuvent soumissionner, que les entreprises ou groupement d'entreprises ayant :

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :
1- Capacités professionnelles :

Lot n° 01 et lot n° 02
Le certificat de qualification et de classification professionnelle de catégories Cinq (V) ou plus (Activité Principale travaux publics) en cours de validité.
Dans le cadre d'un groupement momentanément d'entreprises, le service contractant tient compte des capacités du groupement dans sa globalité. A ce titre, les membres du groupement ne sont pas tenus de justifier de l'ensemble des capacités exigées du groupement dans le cahier des charges.

Lot n° 03 et lot 04
Le certificat de qualification et de classification professionnelle de catégories quatre (IV) ou plus (Activité Principale travaux publics) en cours de validité.
Dans le cadre d'un groupement momentanément d'entreprises, le service contractant tient compte des capacités du groupement dans sa globalité. A ce titre, les membres du groupement ne sont pas tenus de justifier de l'ensemble des capacités exigées du groupement dans le cahier des charges.

2- Capacités techniques :

Disposent des moyens matériels, humains et références professionnelles suivants :
Moyens matériels

- Lot n° 01, Lot n° 02 et Lot 03
Une station d'enrobé
Un Finitionneur

Le Matériel doit être justifié par des cartes grises ainsi que leurs assurances en cours de validité ou facture ou acte notarié approuvés par un procès-verbal d'huissier de justice ou un expert (établie de moins d'une année à la date de l'ouverture des plis) ou contrat de location notarié.

Lot n° 04

- Une (01) Niveauuse
Un (01) Camion
Un (01) Chargeur ou Retro chargeur

Matériel doit être justifié par des cartes grises correspondantes ainsi que leurs assurances en cours de validité.

Moyens humains

Lot n° 01, lot n° 02, Lot n° 03 et Lot 04
Disposent d'un cadre Master ou Ingénieur (Travaux Publics ou Génie Civil), justifiés par des copies des diplômes et la déclaration d'affiliation à la CNAS (Moins de trois (03) mois) le jour d'ouverture des plis ou CASNOS (dans le cas de l'entrepreneur titulaire d'un diplôme) en cours de validité le jour de l'ouverture des plis.

Références professionnelles

Lot n° 01, Lot n° 02 et Lot 03
Ayant réalisé un projet de route dont la quantité de béton bitumineux égale à 1000 T ou plus. Justifiés par attestation de bonne exécution délivrée par les maîtres d'ouvrages publics.

Lot n° 04
Ayant réalisé un projet de route, Justifiés par attestations de bonnes exécutions délivrées par les maîtres d'ouvrages publics.

3- Capacités financières

Lot n° 01, Lot n° 02 et Lot 03
Ayant une moyenne du chiffre d'affaires réalisé pendant les trois (03) dernières années (2018 et/ou 2019 et/ou 2020) >= 20.000.000,00 DA.

Lot n° 04
Ayant une moyenne du chiffre d'affaires réalisé pendant les trois (03) dernières années (2018 et/ou 2019 et/ou 2020) >= 200.000,00 DA.

Pour le cas d'un groupement il sera fait application à la moyenne des chiffres d'affaires (CA) de l'ensemble des membres constituant le groupement.
Les bilans doivent être visés par les services des impôts.

A. Dossier de candidature contient :

- 1- La déclaration de candidature, renseignée, datée et signée.
2- La déclaration de probité, renseignée, datée et signée.
3- La copie des statuts de la société, si soumissionnaire personne morale (E.U.R.L, S.A.R.L, S.N.C ou S.P.A).
4- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
5- Tout document permettant d'évaluer des capacités des candidats, des soumissionnaires ou le cas échéant, des sous-traitants.

a) Capacités professionnelles :

Lot n° 01 et lot n° 02
Le certificat de qualification et de classification professionnelle de catégories Cinq (V) ou plus (Activité Principale travaux publics) en cours de validité.
Lot n° 03 et lot n° 04
Le certificat de qualification et de classification professionnelle de catégories quatre (IV) ou plus (Activité Principale travaux publics) en cours de validité

b) Capacités financières :

Moyens financiers justifiés par Copies des bilans financiers des trois dernières années (2018-2019-2020). Les bilans doivent être visés par les services des impôts.

c) Capacités techniques :

Moyens humains et matériels et références professionnelles.

Moyens matériels
Le Matériel doit être justifié par des cartes grises ainsi que leurs assurances en cours de validité ou facture ou acte notarié approuvés par un procès-verbal d'huissier de justice ou un expert (établie de moins d'une année à la date de l'ouverture des plis) ou contrat de location notarié.

Moyens humains

Document contenant la liste d'encadrement clés à mobiliser pour le projet justifié par des copies des diplômes et déclaration d'affiliation à la CNAS (moins de 03 mois le jour d'ouverture des plis) ou CASNOS (dans le cas de l'entrepreneur titulaire d'un diplôme) en cours de validité le jour de l'ouverture des plis.

Références professionnelles :

a. Références professionnelles justifiées par attestations de bonnes exécutions délivrées par les maîtres d'ouvrages publics.
L'ensemble des pièces énumérées, ci-dessus, devront être ensuite insérées dans une 1ère enveloppe cachetée sur laquelle seront portées les mentions suivantes :

Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimale

N° 02

"Dossier de candidature"

Dénomination du soumissionnaire et objet de l'avis d'appel d'offres.

B. l'offre technique contenant :

- La déclaration à soucrire, renseignée, datée et signée.
Un mémoire technique justificatif.
Planning d'évacuation
Le présent cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

L'ensemble des pièces énumérées, ci-dessus, devront être ensuite insérées dans une 2ème enveloppe cachetée sur laquelle seront portées les mentions suivantes :

Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimale

N° 02

"Offre technique"

Dénomination du soumissionnaire et objet de l'avis d'appel d'offres.

C. l'offre financière

- La lettre de soumission dûment remplie, datée et signée.
Définition des prix.
Bordereau des prix unitaires dûment rempli, datés et signés.
Détail quantitatif et estimatif dûment rempli, datés et signés.
L'ensemble des pièces énumérées, ci-dessus, devront être ensuite insérées dans une 3ème enveloppe, cachetée sur laquelle seront portées les mentions, ci-après :

Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimale

N° 02

"Offre financière"

Dénomination du soumissionnaire et objet de l'avis d'appel d'offres.

Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante : SOUMISSION à l'ouverture que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimale

N° : 02/2022

Lot N° :

A Monsieur le Directeur des Travaux Publics de la Wilaya de CHLEF

Dénomination : Direction des Travaux Publics, Siège des Douze Directions, Hay Meddahi - Chlef

Le numéro d'identification fiscale (NIF) : 40801500002066

- La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres national avec exigence de capacité minimale dans la presse nationale en langue nationale et en langue française ou Bulletin Officiel des Marchés de l'Opérateur Publics (DOMOP).
La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de la préparation des offres avant 14H00.
Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la date retenue pour la remise des offres et l'ouverture des plis sera le premier jour ouvrable qui suit.
La date d'ouverture candidature, technique et financière aura lieu à la date de dépôt des offres à 14H00.
Les offres resteront valables pendant une période équivalente à la durée de la préparation des offres augmentée de trois (03) mois à compter de la date du dépôt des offres.

N.B : Les soumissionnaires sont invités à la séance d'ouverture des plis au niveau de la direction des travaux publics de la wilaya de Chlef.

Le Directeur des Travaux Publics

Programme de la soirée

TF1 21:05

**Batman v Superman :
l'aube de la justice**



Alors que Metropolis est le théâtre d'un affrontement titanique entre Superman et le général Zod, Bruce Wayne tente de sauver des vies dans la ville dévastée. Quelques mois plus tard, au cours d'une plongée dans l'océan Indien, des hommes trouvent un fragment de kryptonite. Au même moment, Jimmy Olsen est tué au cours d'un reportage qu'il effectuait avec Lois Lane, avant que Superman n'intervienne pour sauver la journaliste.

France 2 21:05

Mon chien Stupide



Henri Mohen, écrivain quinquagénaire, est convaincu que ses meilleures années sont derrière lui. L'homme, qui vit dans une belle demeure au bord de la mer, avec sa femme Cécile et leur quatre enfants, est désabusé. Après un premier roman, succès public et critique, Henri a enchaîné les fiascos et il est convaincu que sa vie de famille, prenante, est responsable de ces échecs. Ce misanthrope, qui apprécie plus la compagnie des chiens que celle des hommes, voit sa vie bouleversée quand un énorme chien fait son apparition dans le jardin familial.

France 3 21:05

Grantchester



Léonard est en prison. Dans un grand état de détresse, il ne donne plus de nouvelles. Son compagnon lui envoie une lettre. Il est témoin et victime des violences entre détenus. Le révérend de la prison à qui il se confie lui conseille d'affronter ses péchés au grand jour. Alors qu'il déjeune seul, l'un des détenus, Elroy Hastings vient discuter avec lui, et l'informe qu'il est homosexuel aussi, toute comme une bonne partie des détenus. Elroy est ensuite retrouvé mort. Le compagnon de cellule de Leonard est accusé, ce dernier affirme qu'il est innocent.

CANAL+ 21:05

**Rugby / Top 14
Saison 2021 : Stade Français / Toulouse**



Sixièmes du championnat au terme de la 17e journée, les Toulousains traversent une mauvaise passe. Les champions de France et d'Europe en titre vont devoir se reprendre rapidement pour espérer rester dans la course au top 6. Zack Holmes et les Haut-Garonnais vont essayer de prendre leur revanche sur les Parisiens qui se sont imposés sur le fil au match aller (29-28). De leur côté, Joris Segonds et ses coéquipiers du Stade Français ont besoin d'aligner une série de victoires pour recoller au peloton des équipes en lice pour une qualification pour la phase finale.

6 21:05

Zone interdite



On dénombre 36 millions de cas de la maladie d'Alzheimer dans le monde et le chiffre devrait doubler tous les 20 ans. Par ailleurs, 600 nouveaux cas sont diagnostiqués chaque jour en France. Pour mieux comprendre la maladie et ceux qu'elle affecte, les équipes de Zone interdite ont suivi plusieurs patients en France. Comme Xavier, âgé de 55 ans, et qui est suivi par une neuropsychologue de l'hôpital de La Pitié Salpêtrière, à Paris. On découvre ensuite une résidence d'un nouveau type, à Dax, dans laquelle tout est fait pour effacer masquer la fonction médicale des lieux.

Jeux

Samourai-Sudoku N°2493

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3x3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

		1		2	5				6				
9	5					3	7						
2		8					3						
	3			6		1		7					
						5							
	4	3			8						1		
		3			6					9			
	2		5		6		9			7	4	8	
						9				3	2	7	
								6				9	
			4	8									

	7			9		2					3					1			
			3			6	3	5	8	9					8	5	2		
						2		9						8	1		4		
	8					5					3	7					2		
9			5				1							1			5		
		3													1	8		4	
6	2							4				3	6	5	4		1	7	
	1	4					8	7	3				9				7		2



«Seul les yeux ne vieillissent jamais. L'âge passe et ne touche pas le regard» Tahar Ben Jelloun

Mots croisés N°2493

Horizontalement:

Verticalement:

- 1 - Gaspillage
- 2 - Amoureux empressé - Début d'hypothèse
- 3 - Revenir - Partie du monde
- 4 - Unité électrique - Agir pour un mouvement
- 5 - Voisin du jejunum - Choisir une but
- 6 - A compter désormais - Chatons - Hallucino-gène
- 7 - Mesure agraire - Guide
- 8 - Petit clou - Il vaut bien l'étain
- 9 - Pronom très personnel - Corbeilles de mousse
- 10 - Il se mit son père à dos - De même mère

- A - Sélection naturelle
- B - Exemplaire - Chevalier ou chevalière?
- C - Baudroie - Bonne relation
- D - Qui fait travailler la terre
- E - Cas où le roi lui-même ne peut plus bouger - Assortissent comme les anciens
- F - Élément d'un ensemble - Support de tête
- G - Perdrent le cap
- H - De l'or pour le labo - Sable mouvant - Voisin de l'équerre
- I - Tires profit de ta vache - Très sombre
- J - Glisse - Négation
- K - Petits saules - Mitraille japonaise
- L - Rejeter la proposition - Ronde ou bourrée, elle reste en mesure

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



NATATION - GOLDEN TOUR

Syoud réalise la meilleure performance mondiale au 200 m quatre nages

Le nageur algérien Jaouad Syoud (Olympic Nice natation) a remporté la médaille d'or du 200 m quatre nages au Golden Tour de Marseille (France), réalisant la meilleure performance mondiale de la spécialité et valide ainsi son billet pour les Mondiaux-2022 au Japon.

Syoud a pris la première place vendredi au Cercle des nageurs de Marseille, avec un chrono de 1:58.51, devant le Suisse Jeremy Desplanches (1:59.16) et le Français Emilien Mattenet (2:03.20).

«Par rapport au chrono que j'ai réalisé, je pense que c'est très encourageant à ce moment de la saison. Je pense que c'est de bon augure pour la suite de la saison. J'espère améliorer mon temps lors des prochaines échéances. J'attends toujours le programme de ma fédération pour se projeter sur l'avenir», a déclaré Syoud à l'issue de sa victoire. De son côté, le président de la Fédération algérienne de natation (FAN), Mohamed-Hakim Boughadou a publié

sur page facebook: «Syoud est une fierté nationale, un espoir pour les générations futures et un modèle à suivre avec son sacrifice, abnégation et persévérance».

Le président de la FAN a tout de même lancé un appel aux responsables en disant: «C'est le moment de se secouer car les projets sont là, mais les moyens ne suivent pas... rendez-vous pour d'autres succès incha'Allah». Syoud (22 ans) s'entraîne en France où il avait remporté trois médailles lors de la première étape de la Golden Tour à Nice. Le natif de Constantine compte participer à la troisième étape de la Golden Tour à Limoges. Trois nageurs avaient pris part au rendez-vous de Marseille: Jaouad Syoud (Olym-



pic Nice Natation), Ramzi Chouchar du club d'Antibes et Amel Melih (Auvergne-Rhône-Alpes).

La participation des nageurs algériens au Golden Tour de Marseille s'inscrit dans le cadre du programme de compétition tracé par la Direction technique nationale (DTN) au profit des nageurs de l'élite

dans l'objectif de préparer dans les meilleures conditions, les Jeux méditerranéens 2022 d'Oran, les championnats arabes (grand bassin) prévus du 20 au 23 juillet à Oran, les Jeux africains de la Jeunesse (JAJ) en Egypte ainsi que les Jeux islamiques 2022 en Turquie, septembre prochain.

CONSTANTINE

Coup d'envoi de la première étape du championnat national de water-polo des moins de 20 ans

Le coup d'envoi de la première étape du championnat national de water-polo des moins de 20 ans a été donné vendredi à la piscine olympique Cherif Benyahia de Constantine avec la participation de quatre (4) clubs.

En marge du coup d'envoi des compétitions, la présidente de la ligue constantinoise de natation, Nadia Rouabah, a déclaré que ce championnat national qui a été repris après un arrêt de deux années se poursuivra jusqu'à demain (samedi) avec la participation poloistes du CN Constantine, Moustakbal El Eulma (Sétif), Widad de Sétif et Djamiat Sétif. Six (6) matchs sont à l'affiche dont quatre (4) se sont déroulés vendredi tandis que deux autres sont prévus demain (samedi), a précisé la même source soulignant que la deuxième et dernière étape de ce championnat est prévue pour le mois de mai prochain sans préciser la ville hôte. Deux rencontres se sont déroulées vendredi, la première entre le CN Constantine et le Widad de Sétif terminée sur un score de (12-9) et la deuxième entre Moustakbal El Eulma et Djamiat Sétif (6-9). Les deux autres matchs de la soirée de la première journée opposeront le widad de Sétif-Moustakbal El Eulma et Djamiat Sétif-club de Constantine. Deux autres rencontres entre Moustakbal El Eulma - CN Constantine et le Widad de Sétif-Djamiat Sétif figurent au programme de la deuxième journée de cette compétition. Une équipe de water-polo se compose de 7 joueurs avec 6 remplaçants. Le water-polo est un sport collectif aquatique opposant deux formations. Il fut codifié dans le Royaume-Uni à la fin du XIX^e siècle et devint sport olympique en 1900 pour les hommes, et en 2000 pour les femmes.

OUARGLA - AÏKIDO

Une quarantaine d'athlètes au regroupement régional de passage de grades

Pas moins de 39 athlètes ont pris part au regroupement régional de l'aïkido pour le passage de grades de la ceinture noire organisé samedi à Ouargla, sous la supervision de la Fédération nationale de la discipline, a-t-on appris des organisateurs. Représentant quatre (4) wilayas de la région Sud-est du pays, à savoir Ouargla, El-Oued, Laghouat et Touggourt, ces athlètes sont concernés par le passage de

grades de la ceinture noire (de la 1ère à la 4ème Dan), a déclaré à l'APS le Président de la Fédération algérienne d'aïkido, Nasser Rouibah, en marge de ce rendez-vous sportif. Des moyens humains et logistiques ont été mobilisés par la ligue d'aïkido avec le concours de la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Ouargla afin d'assurer le bon déroulement et la réussite de cet examen encadré par

13 arbitres, a-t-il ajouté. Ce regroupement régional, qu'a abrité la salle omnisports Ayadh-Messaoud dans la commune de Rouissat (périphérie d'Ouargla) fait partie d'une série de rendez-vous similaires organisés à travers les quatre coins du pays, a-t-il fait savoir. La Fédération algérienne d'aïkido compte actuellement 17 ligues de wilayas, totalisant près de 5.000 athlètes répartis sur 250 clubs.

HAND - CHAMPIONNAT D'AFRIQUE FÉMININ U18 (5^E JOURNÉE)

L'Algérie bat la Sierra Leone (40-20) et se qualifie au Mondial

La sélection féminine algérienne de handball des moins de 18 ans (U18) s'est adjugée la 3^e place du Championnat d'Afrique des nations, qualificative au Mondial 2022 de la catégorie, en s'imposant devant la Sierra Leone sur le score de 40 à 20, en match comptant pour la 5^e et dernière journée de la compétition, disputé vendredi à Conakry.

Les handballeuses algériennes bouclent leur participation au tournoi avec un bilan de trois victoires, obtenues devant la Guinée-Bissau (52-22), la Gambie (49-10) et la Sierra Leone, contre deux défaites concédées face à la Guinée (22-39) et l'Égypte (20-53). Le titre africain se jouera

entre les deux équipes invaincues du tournoi, la Guinée et l'Égypte, qui s'affrontent ce vendredi à partir de 19h00. La troisième rencontre, de cette 5^e et dernière journée de compétition, oppose la Guinée Bissau à la Gambie (17h00). Pour cette 17^e édition du tournoi africain, les organisateurs ont opté pour une formule de mini-championnat, dont le premier au classement à l'issue des cinq journées de compétition est sacré champion d'Afrique. Pour rappel, le rendez-vous de Conakry est qualificatif au Mondial 2022 prévu du 3 au 14 août à Tbilissi (Géorgie) pour les trois équipes sur le podium.

TENNIS/AGO 2021

Adoption des bilans moral et financier

Les membres de l'Assemblée générale de la Fédération algérienne de tennis (FAT), ont adopté à l'unanimité, les bilans moral et financier de l'exercice 2021, vendredi à l'hôtel Golden Tulip (Alger), lors de la session ordinaire (AGO) qui a réuni 32 membres sur les 49 que compte l'assemblée. Les travaux de l'AGO ce rendez-vous, tenu sous la supervision du représentant du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), Reda Belakhel, ont permis l'approbation, tout d'abord, du procès-verbal de l'AGO 2020, du bilan moral de l'exercice 2021, par 19 voix contre une (1) abstention et du bilan financier 2021, approuvé par 20 voix. Par la suite, les présents ont adopté le plan d'action 2022, ainsi que les prévisions budgétaires y-afférentes. Aussi, les membres de l'AG ont procédé au renouvellement du mandat du

commissaire aux comptes. "La première AG de notre mandat s'est déroulée dans de très bonnes conditions. Il s'agit de notre première année à la tête de l'instance fédérale et nous espérons donner plus au tennis. Les membres présents ont affiché leur satisfaction, ce qui va nous encourager à donner plus", a déclaré à l'APS, le président de la FAT, Mohamed Soufiane Yousfi. Et d'enchaîner: "Nous commençons à sortir de la crise sanitaire, ce qui nous donnera la possibilité d'organiser plusieurs compétitions nationales et internationales. La priorité est donnée à l'acquisition d'un centre fédéral pour le tennis. Nous essayons avec les autorités locales de réussir cette opération, car il s'agit d'un projet qui permettra de construire un avenir de professionnalisation de la discipline".

APS

KARATÉ-DO/JEUX MÉDITERRANÉENS-2022

26 athlètes de l'équipe nationale en stage en Egypte

La sélection algérienne de Karaté-do composée de 26 éléments, est à pied d'œuvre au Caire (Égypte) pour effectuer un stage de préparation en prévision des Jeux méditerranéens-2022 à Oran, a-t-on appris, auprès de la Fédération algérienne de Karaté-do (FAKT). Durant ce stage qui se poursuit jusqu'au 15 mars, les karatékas algériens livreront des rencontres aux meilleurs clubs égyptiens, ainsi que la sélection nationale des «Pharaons». Ce stage sera encadré par l'expert international, l'Égyptien Mohamed Hassen Jouda «afin d'assurer la meilleure préparation possible pour les prochaines échéances», écrit la FAKT sur sa page officielle «Facebook». Au terme de son stage égyptien, la sélection algérienne se rendra en Jordanie pour un autre stage en commun avec des karatékas de Chili, d'Ukraine, de Kazakhstan, qui prendra fin le 4 avril prochain. «Lors du stage jordanien, les Verts prendront part à des tournois avec leurs homologues de ces pays dont la sélection du pays hôte, la Jordanie», selon le président de l'instance fédérale, Ya-

cine Gori. «La Fédération jordanienne de Karaté-do a pris en charge le séjour de la délégation algérienne, alors que la FAKT prendra à son tour, en charge le séjour des Jordaniens, avant les JM-2022 d'Oran», a-t-il souligné et d'ajouter «que le dernier stage se déroulera à

Oran, avant le coup d'envoi des JM-2022. Il permettra aux karatékas algériens de s'acclimater à l'atmosphère avant le rendez-vous méditerranéen, et de confirmer que la ville d'Oran est fin prête pour abriter le grand événement des JM-2022».

SPORTS DE COMBAT - MINI-OLYMPIADE UNIVERSITAIRE

Oran abrite la compétition du 20 au 27 mars

Une mini-olympiade universitaire consacrée à six sports de combat: karaté, judo, taekwondo, wushu, lutte et boxe, se tiendra du 20 au 27 mars courant à Oran, a-t-on appris jeudi auprès de la Fédération algérienne des sports universitaires (FASU) organisatrice de l'événement. Organisée sous l'égide du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et celui de la Jeunesse et des sports, cette manifestation sportive réunira près de 650 étudiants et étudiantes encadrés par environ 250 entraîneurs et administratifs. Selon le président de la FASU, Saadi Ghedir, le choix des six disciplines retenues est motivé par la nécessité de former les sélections nationales devant participer aux prochains jeux universitaires de Chine en juin prochain, et à la Coupe du monde des Arts martiaux en Russie en octobre prochain. Cette mini-olympiade universitaire d'Oran, programmée par le comité national chargé de la relance du sport universitaire et scolaire, représente, en outre, une étape importante pour le choix et la préparation des athlètes universitaires en prévision des Jeux méditerranéens-2022 d'Oran.

JUDO - CHAMPIONNATS D'AFRIQUE DES VÉTÉRANS

La sélection algérienne en stage du 10 au 12 mars à Tipasa (FAJ)

La sélection algérienne des «vétérans» effectuera un stage de préparation du 10 au 12 mars courant à Aïn Tagourait (Tipasa), en prévision de la première édition des Championnats d'Afrique de la catégorie, prévue au mois de novembre prochain, en Algérie, a-t-on appris vendredi auprès de la Fédération (FAJ). Cette compétition était initialement prévue en mai prochain, à Oran, dans le cadre des épreuves expérimentales en prévision de la 19^e édition des Jeux Méditerranéens, qui auront lieu cet été, dans la même ville. Mais la reprogrammation de la compétition pour l'automne 2022 a entraîné une délocalisation, car selon le Président de la Fédération, Yacine Sillini, «elle devrait se dérouler dans une autre wilaya», qui reste à désigner. «Nous n'avons pas encore tranché concernant la ville qui va accueillir ce Championnat d'Afrique des vétérans. La décision finale sera prise dans les prochaines semaines», avait fait savoir le premier responsable de la FAJ, en marge du championnat national «seniors» de judo, clôturé dernièrement à Oran. Concernant les critères de sélection, pour faire partie de l'équipe nationale qui représentera l'Algérie dans cette compétition, la FAJ a expliqué que les candidats doivent être âgés de plus de trente ans, et qu'ils aient au minimum le grade Ceinture noire / Première Dan».

MONDIAL 2022 (MATCH BARRAGES) Le stade Mustapha-Tchaker "pratiquement prêt" pour abriter Algérie-Cameroun

Le stade Mustapha-Tchaker de Blida est "pratiquement prêt" pour abriter le match Algérie-Cameroun, fixé au mardi 29 mars (20h30), pour le compte des barrages (retour), qualificatifs à la Coupe du monde 2022 au Qatar, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF), vendredi dans un communiqué.



"Deux membres du Bureau fédéral de la FAF, en l'occurrence Rachid Oukali et le Dr Yacine Benhamza, se sont déplacés jeudi à Blida pour une visite d'inspection du stade Chadid Mustapha-Tchaker.

Accompagnée notamment du Wali de Blida, Kamel Nouicer, la délégation a visité plusieurs parties de cette enceinte qui est pratiquement prête pour accueillir le prochain match des Verts, le mardi 29 mars contre le Came-

roun", a indiqué la FAF sur son site officiel.

"Le stade Mustapha-Tchaker connaît d'importants travaux de réhabilitation dans les prochains mois afin de se conformer aux exigences et aux standards exigés par la Fédération internationale (Fifa) et la Confédération africaine (CAF)", enchaîne la FAF.

Avant de recevoir les "Lions indomptables", l'équipe nationale et jouera la première manche au

stade Japoma de Douala, le vendredi 25 mars à 18h00.

Outre le rendez-vous des "Verts" face au Cameroun, les deux membres du Bureau fédéral ont visité le stade de Blida, dans le cadre des préparatifs en vue de la Coupe d'Afrique des nations des moins de 17 ans (U17) qu'abritera l'Algérie du 8 au 30 avril 2023.

Le président du comité local d'organisation (CO-CAN) de la CAN U17, Yacine Benhamza, et Rachid Oukali, vice-président du

même comité, ont été reçus par le wali de Blida qui a présidé une séance de travail en présence du directeur de la jeunesse et des sports (DJS), Saâd Zougari et du directeur des équipements publics (DEP) de cette wilaya, Noureddine Baâbcha, précise la même source.

Auparavant, le Dr Yacine Benhamza, et Rachid Oukali, se sont rendus aux stades de Constantine et d'Annaba.

MONDIAL-2022 (BARRAGES) Le sélectionneur du Cameroun en tournée européenne, Matip espéré face à l'Algérie

Le nouveau sélectionneur de l'équipe camerounaise de football, Rigobert Song, s'est envolé mercredi pour un court séjour en Europe, afin notamment de tenter de convaincre certains éléments d'intégrer les rangs des "Lions indomptables", en vue de la double confrontation face à l'Algérie, les 25 et 29 mars, comptant pour les barrages du Mondial 2022 au Qatar, rapporte jeudi la presse locale.

L'ancien capitaine du Cameroun (45 ans), désigné au poste de sélectionneur lundi, en remplacement du Portugais Toni Conceicao, va rencontrer les autres membres de son staff technique et aussi profiter pour s'entretenir avec quelques internationaux, précise la même source.

Dans l'optique de la double confrontation face à l'Algérie, Rigobert veut renforcer son équipe.

Dans son viseur: attirer plusieurs jeunes pépites d'origine camerounaise évoluant dans les plus grands championnats européens, mais également réconcilier l'expérimenté défenseur de Liverpool (Premier league anglaise), Joël Matip avec la tanière, huit ans après avoir claqué la porte des Lions.

C'est dans cette optique que Song et le président de la Fédération camerounaise (Fécafoot) Samuel Eto'o seraient arrivés mercredi en Allemagne pour entamer des pourparlers avec les parents de Joël Matip, dans l'optique d'un retour espéré du défenseur central des "Reds".

Rigobert Song, considéré comme une légende au Cameroun, dirigera ainsi les "Lions indomptables" lors des barrages du Mondial 2022, face à l'Algérie.

La première manche se jouera le vendredi 25 mars au stade Japoma à Douala (18h00), alors que le match retour aura lieu le mardi 29 mars au stade Mustapha-Tchaker de Blida (20h30).

Song (137 sélections), qui a participé à 4 Coupes du monde comme joueur, sera secondé par le Français Sébastien Migné, ancien sélectionneur du Kenya lors de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 en Egypte.

EQUIPE NATIONALE U18

"L'équipe sera prête pour les Jeux Méditerranéens d'Oran-2002"

Le sélectionneur national des U18, Mourad Slatni a assuré que son équipe "sera prête" pour les Jeux Méditerranéens de la ville d'Oran abritera du 25 juin au 6 juillet 2022 et qu'elle "honorerait" les couleurs nationales à domicile et devant son public.

"L'équipe nationale des U18 sera prête pour les Jeux Méditerranéens d'Oran 2022 et que mes joueurs feront tout pour honorer le drapeau national et satisfaire le large public qui va suivre ses performances", a indiqué Slatni, dans l'entretien qu'il a accordé au site FAF.TV, après la fin du stage précompé-

titif regroupant 21 joueurs et tenu du 27 février au 3 mars 2022, au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa.

Pour l'entraîneur national, le regroupement, destiné aux joueurs évoluant en Algérie et réduit à 21 éléments après la déflection pour diverses raisons de quatre d'entre eux, a été "satisfaisant, pleins d'enseignement et s'est déroulé dans de bonnes conditions.

C'est la 2e fois que j'ai l'opportunité de réunir des joueurs exclusivement locaux après celui organisé en France avec la présence des binationaux et je

trouve que l'expérience est très enrichissante". Toutefois, Mourad SLATNI a émis le souhait d'avoir plus de matches internationaux dans les jambes pour lui permettre de régler les automatismes de l'équipe et d'apporter les correctifs qui s'imposent, en prévision du rendez-vous oranais.

"J'ai vécu pareille expérience avec les U17, où l'on préparait alors le tournoi UNAF qualificatif à la CAN, la FAF a réussi à nous dénicher deux rencontres amicales face au U17 du Sénégal.

Croyez-moi qu'en dépit de la

défaite cette double confrontation nous a permis de nous situer et de connaître notre valeur. C'est dire à combien sont importantes les confrontations internationales", a-t-il estimé. Après le stage de Sidi-Moussa, l'équipe nationale va bénéficier d'un stage et des matches internationaux en Espagne durant la prochaine date FIFA du mois de mars. Une belle opportunité qui se présentera devant les protégés de Mourad Slatni, surtout que plusieurs nations sont annoncées pour le tournoi.

Une nouvelle qui comble le sélectionneur national: le temps presse, les JM sont là, on dispose

encore d'une marge de manœuvre pour bien préparer l'échéance qui nous attend", dira-t-il. Il est à rappeler que le choix de la fédération algérienne de football (FAF), sur la catégorie U18 pour représenter l'Algérie aux JM-2022 s'inscrit dans la stratégie de la DTN, en prévision des échéances à moyen terme (2025).

Une période pendant laquelle cette sélection sera appelée à disputer plusieurs compétitions, notamment, les Jeux Islamiques 2022 en Turquie et les Jeux Arabes de la Jeunesse, prévus en Egypte, également en 2022.

Dr Ghlaimi : "les U18 de la sélection nationale ont satisfait aux tests d'évaluation"

Le responsable de l'évaluation de la performance des joueurs au centre médical du Centre Technique National de Sidi Moussa (Alger), Dr Abderrahmane Ghlaimi a indiqué que les joueurs de la sélection nationale des U18 "ont satisfait" aux tests d'évaluation, à travers une batterie de test médicaux qu'ils ont subi sous sa supervision et celle du médecin de l'équipe, le Dr Selimi. "Après une batterie de tests effectué sur les joueurs de la sélection nationale des U18, l'ensemble des éléments ont satisfait à ses tests et sont déclarés aptes pour les compétitions", a déclaré Dr Abderrahmane Ghlaimi, au

site de la Fédération algérienne de football (FAF). Avant de clore leur stage de préparation au Centre technique national (CTN), les joueurs des U18 ont subi une évaluation qui va les aider pour la programmation et le suivi de ses entraînements. "C'est une évaluation cardio-respiratoire qui a été observée chez les joueurs U18 qui préparent les Jeux Méditerranéens 2022 d'Oran", a expliqué Dr Ghlaimi, ajoutant qu'à partir de cela, le staff médical et le staff technique vont disposer d'une banque de données sur les performances des joueurs et leurs VMA, et sur cette base que le préparateur

physique établira son plan d'action pour la préparation de l'équipe. Vingt et un (21) joueurs de la sélection nationale des U18 a achevé, jeudi à Sid Moussa, un stage entamé le 27 février dernier, et qui s'inscrit dans le cadre de la préparation des importantes échéances internationales à venir, dont les Jeux méditerranéens de 2022, prévus cet été à Oran (Ouest). Après le stage de Sidi-Moussa, la sélection nationale des U18 se rendra en Espagne, pour prendre part à tournoi amical, qui s'inscrit également dans le cadre de sa préparation en prévision des JM d'Oran (25 juin - 5 juillet). Outre l'Al-

gérie et l'Espagne (Pays hôte), trois autres pays auraient déjà confirmé leur participation à ce tournoi. Le choix de la catégorie U18 pour représenter l'Algérie aux JM-2022 s'inscrit dans la stratégie de la DTN, en prévision des échéances à moyen terme (2025). Une période pendant laquelle cette sélection sera appelée à disputer plusieurs compétitions, notamment, les Jeux Islamiques 2022 en Turquie et les Jeux Arabes de la Jeunesse, prévus en Egypte, également en 2022. Le dernier stage des U18 à l'étranger remonte à octobre 2021, en France.

ALGÉRIE Vingt-six candidats au poste de DTN

Vingt-six entraîneurs, dont quelques étrangers et une dame, se sont portés candidats au poste de Directeur technique national (DTN), a annoncé vendredi la Fédération algérienne de football (FAF).

Le poste est vacant depuis la mi-février dernier, après que la FAF ait décidé de mettre un terme à sa collaboration avec l'ancien DTN, Ameer Chafik, en nommant au passage le coach Abdelkrim Bira en tant que Directeur des équipes nationales (DEN).

Les 26 candidats en question sont : Azzedine Aït Djoudi, Zakaria Djebbour, Madjid Taleb, Lakhdar Amrani, Rachid Hamidi, Rafael Cuadros, Mustapha Biskri, Ameziane Ali Ighil, Kheireddine Chaïchi, Douadi Remila, Chater Sofi, Kheir-Eddine Bouchouika, Touhami Sahraoui, Mohamed Mekhazni, Hocine Zekri, Zineddine Azzouza, Messaoud Betina, Hafid Guemini, Kamel Djabour, Mustapha Djedda, Abdelkader Boumesdjed, Zoubir Eutamène, Ali Bousnobra, Abdelali



Erredir, Sylvain Mastrocicco, Djamel Benchadli et Fatma Zohra Douha. "Ces candidatures au poste de Directeur technique national ont été transmises dans les délais prescrits", soit

avant le mardi 1er mars 2022. "A présent, la FAF va procéder à la mise en place d'une commission spécialisée, pour examiner les différents dossiers" a-t-on encore annoncé de même

source. En attendant la désignation d'un nouveau DTN, l'instance fédérale a chargé le coach Taoufik Korichi, actuel Directeur de la formation, d'assurer l'intérim.

U17

Revue d'effectif réussi pour l'équipe nationale à Bel-Abbès

L'équipe nationale de football des U17 a achevé son stage pré-compétitif, qualifié de "réussi", au Centre technique régional (CTR) de Sidi Bel Abbès, par un match d'application face aux U18 de l'USM Bel Abbès (3-1), a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF), jeudi sur son site officiel.

Pour le sélectionneur des U17, Rezki Remane, le stage "s'est déroulé dans de bonnes condi-

tions et l'objectif tracé a été atteint.

Seulement les joueurs, les nouveaux, surtout, ont encore besoin de travailler sur le plan technico-tactique en clubs même si je reconnais qu'ils ont beaucoup de potentiel".

La sélection nationale U17 sera de nouveau en regroupement ce mois de mars à Alger pour préparer le tournoi UNAF de la catégorie qu'accueillera AL-

ger du 14 au 23 mars 2022.

Vingt huit (28) joueurs (nés en 2006) ont été convoqué au stage de Bel-Abbès, entamé samedi et s'est tenu pour "évaluer et de préparation au tournoi de l'Union nord-africaine (UNAF).

Outre le tournoi de l'UNAF, l'équipe algérienne des U-17 prépare son principal objectif, à savoir la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 qu'abritera l'Algérie du 8 au 30 avril 2023.

LIGUE 2 ALGÉRIENNE (20E JOURNÉE)

L'USM Khenchela nouveau leader à l'Est, un trio en tête à l'Ouest

L'USM Khenchela vainqueur (2-1) devant le CA Bordj Bou Arreridj s'est emparé du fauteuil de leader du groupe Centre-Est de la Ligue 2 de football, alors que le trio "RC Kouba - CR Témouchent - MC El Bayadh" occupe conjointement la tête du classement du groupe Centre-Ouest, à l'occasion de la 20e journée disputée samedi.

L'USM Khenchela (1ere - 43 pts) n'a pas raté l'occasion de prendre la tête du groupe Centre-Est, en battant l'avant dernier du classement le CA Bordj Bou Arreridj (2-1) et profitant du faux pas de la JS Bordj Ménéail (2e - 42e) tenue en échec à domicile (0-0) par le

CA Batna (4e - 34 pts). De son côté, l'USM Annaba (3e - 39 pts) n'a pas pu faire mieux que le match nul (1-1) face au MC El Eulma, qui occupe le 13e rang avec 17 points.

Dans le milieu de tableau, le NRB Telegma (5e - 33 pts) et l'US Chaouïa (6e - 31 pts) se sont quittés sur un score de parité (1-1), alors que HAMRA Annaba (9e - 27 pts) est revenue avec les trois points de la victoire de son déplacement face au MO Constantine (0-1).

Dans les autres rencontres du groupe Centre-Est, l'IRB Ouargla a laminé la lanterne rouge l'IB Lakhdaria (8-1), de même que la JSM Skikda vainqueur

devant le MO Béjaïa (1-0). Dans le groupe Centre-Ouest, trois équipes, en l'occurrence, le RC Kouba le CR Témouchent et le MC El Bayadh se retrouvent en tête du classement avec un total de 43 points.

Le CR Témouchent et le MC El Bayadh, vainqueurs respectifs, devant le CRB Aïn Ouessara (1-0) et le WA Boufarik (2-1) ont rejoint le RC Kouba tenu en échec par l'USM Bel Abbès (2-2).

Derrière le trio de tête, le GC Mascara (31 pts) large vainqueur devant le SC Aïn Defla (6-1) remonte à la 4e place, après la défaite (3-0) de l'ES Ben Aknoun (6e - 29 pts) face au MC Saïda (5e - 30

pts). Dans le bas du classement, le SKAF El Khemis a décroché une troisième victoire consécutive en dominant la JSM Tiaret (3-1), mais reste toujours dans la zone rouge à un point des premiers non relégués, à savoir, la JSM Tiaret le WA Boufarik et l'ASM Oran, avec un total de 25 points.

De son côté, l'USM El Harrach (27 pts) a battu le MCB Oued Sly (3-1) et se hisse au 8e rang à égalité avec son adversaire du jour.

La 21e journée du Championnat de Ligue 2 se disputera le samedi 12 mars, selon le programme publié sur le site de la Ligue nationale de football amateur (LNFA).

LIGUE 1 ALGÉRIENNE - USM ALGER Othmani et Aït El Hadj prolongent jusqu'en 2024

Les étoiles montantes de l'USM Alger, Abderraouf Othmani et Mohamed Aït El Hadj ont signé de nouveaux bails dans la soirée de jeudi, et en vertu desquels ils seront liés aux Rouge et Noir jusqu'en 2024, a indiqué la direction du club de Ligue 1, dans un communiqué, diffusé sur le site officiel juste après la signature des nouveaux bails.

Né en juin 2001 à Alger, Othmani était sous contrat avec l'USMA jusqu'au mois de septembre 2023. Mais entièrement satisfaite de son rendement, la direction du club a décidé de prolonger au joueur dès maintenant, sans attendre que l'ancien contrat soit arrivé à terme.

De son côté, Aït El Hadj (20 ans) allait être libre dès cet été, car son ancien contrat devait expirer le 7 juillet 2022, faisant que le concernant, il était nécessaire de le faire prolonger dans les plus brefs délais, au risque de le voir rejoindre un autre club.

"Othmani et Aït El Hadj représentent l'avenir du club, et c'est donc en toute logique qu'ils ont été prolongés" a souligné la Direction usmiste.

LIGUE 1 ALGÉRIENNE Un match à huis clos pour le CS Constantine

La Commission de discipline de la Ligue nationale de football professionnel (CD/LFP) a infligé un match à huis clos, au CS Constantine, "pour une troisième infraction à l'interdiction de jet de projectiles", lors de la défaite à domicile contre le CR Belouizdad (2-1), survenue jeudi, en match décalé de la 19e journée de Ligue 1.

"Suite à l'examen des pièces versées au dossier et aux rapports des officiels de la rencontre, la sanction du CS Constantine est rehaussée d'une amende de 200.000 DA", a ajouté la CD.

De son côté, le joueur du CSC, Zakarya Kemoukh qui a été exclu lors dudit match pour cumul de cartons jaunes, a écopé d'un 1 match de suspension ferme.

LD'autres sanctions ont été prononcées par la CD de la LFP, au cours de sa dernière session, dont une grande majorité pour contestation de décision, comme ce fut le cas pour les joueurs Abdelhak Mouaïci (HB Chelghoum-Laïd), Yacine Deghmani (RC Arbaâ) et Belgherbi Abdelwahid (WA Tlemcen).

"Tous ces joueurs ont écopé d'un match de suspension ferme, ainsi que d'une amende de 30.000 DA", a-t-on encore appris de même source. Chez la catégorie "Réserves", c'est le joueur du Paradou AC, Chaouki Benleguemari qui a écopé de la sanction la plus lourde, puisqu'il a pris trois matchs de suspension, dont un avec sursis, pour voie de fait envers adversaire. La sanction de Benleguemari a été rehaussée par une amende de 30.000 DA, a-t-on encore détaillé de même source.

La Commission de discipline a conclu en rappelant aux clubs que le règlement leur donne le droit de faire appel de ces décisions devant la Commission de Recours de la FAF. A condition que cela se fasse dans les délais.

LIGUE 1 (NA HUSSEÏN-DEY) Boufenara proche de la barre technique

Le technique Abdelhakim Boufenara a donné son accord de principe pour diriger la barre technique du NA Hussein-Dey, en remplacement de Karim Zaoui, a appris l'APS vendredi auprès du club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football.

Après l'échec de l'arrivée d'Aziz Abbès, les dirigeants des "Sang et Or" se sont tournés vers la piste de Boufenara, qui vient de se séparer à l'amiable avec le RC Kouba, actuel leader du groupe Centre-Ouest de la Ligue 2 amateur.

Le Nasria a entamé la saison sous la conduite de Karim Zaoui, avant que ce dernier ne décide de démissionner en décembre dernier, suite aux mauvais résultats concédés par le club algérois.

Par la suite, la direction a chargé le manager général Chérif Abdeslam d'assurer l'intérim, mais ce dernier a fini à son tour par claquer la porte.

Le NAHD a réussi mardi à mettre fin à une mauvaise série de cinq défaites de suite, en battant à domicile HB Chelghoum-Laïd (2-1), dans le cadre de la 19e journée du championnat.

Une précieuse victoire qui permet au Nasria de céder la 15e place, synonyme de relégation, à son adversaire du jour.

Lors de la 20e journée, prévue samedi, dimanche, et lundi, le NAHD se rendra à Tizi-Ouzou pour croiser le fer avec la JS Kabylie. Les coéquipiers de Faouzi Yaya restent sérieusement menacés par le spectre de la relégation, en occupant la 14e place au tableau avec 17 points, soit à une longueur seulement du quatrième relégué le HBCL.

L'AC MILAN AVANCE SUR SVEN BOTMAN

Cible du mercato hivernal, Sven Botman continue d'être la priorité de l'AC Milan en vue du prochain mercato. Il pourrait retrouver plusieurs anciens Dogues au sein du club italien.

Dans son édition de jour, La Gazzetta dello Sport révèle que les représentants du joueur sont tombés d'accord avec l'actuel deuxième de Serie A pour un contrat de cinq ans assorti d'un salaire annuel hors primes de 3,5 millions d'euros. Mais si le club italien a trouvé un accord du côté du joueur, ce n'est pas encore le cas avec Lille qui, toujours selon la même source, réclame au moins 40 millions d'euros. A noter que Newcastle est également toujours intéressé par le défenseur de 22 ans.



Bernardo Silva veut quitter Manchester City !

A 27 ans, Bernardo Silva souhaiterait se lancer dans un nouveau défi. Après 5 années passées au Real Madrid, le Portugais rêverait d'une seule chose, quitter Manchester City pour rejoindre le Real Madrid.

Rayonnant depuis son départ de l'AS Monaco, Bernardo Silva fait le bonheur de Manchester City. Auteur d'une nouvelle saison éblouissante, le Portugais a inscrit 10 buts et délivré 3 passes décisives en 34 rencontres disputées. De superbes performances qui ravissent Pep Guardiola. Le technicien espagnol en est fou et espère le conserver jusqu'au bout.

Un désir qui pourrait bien ne jamais se réaliser...

Selon les dernières informations relayées par Calcio Mercato, Bernardo Silva souhaiterait quitter Manchester City dans un avenir proche. Le Portugais voudrait écrire une nouvelle page de sa carrière. A 27 ans, et après 5 années passées chez les Citizens, l'ancien monégasque rêverait d'une seule chose, rejoindre le Real Madrid. L'ancien monégasque aimerait rendre ses lettres de noblesse à un club historique tel que l'est le Real, l'écurie de ses rêves. L'arrivée de Kylian Mbappé serait un énorme atout pour les Merengues. Seul hic, Bernardo Silva est sous contrat avec Manchester City jusqu'en 2025.

MAN CITY ACCÉLÈRE POUR HAALAND

Manchester City n'a pas perdu espoir de faire signer Erling Haaland en vue de la saison prochaine. Les dirigeants des Citizens intensifient les discussions avec l'agent de l'international norvégien.

Manchester City a eu des entretiens récents avec l'entourage d'Erling Haaland. Sur ce dossier, la concurrence est grande on le sait puisque les plus grands clubs européens sont en concurrence pour recruter le buteur norvégien du Borussia Dortmund. Mais les Citizens veulent prendre ces derniers de vitesse afin d'obtenir la signature de l'international norvégien.

Le départ d'Erling Haaland pourrait être facilité l'été prochain par cette clause libératoire qui sera active automatiquement à partir du 1er juillet. De plus, les résultats du Borussia Dortmund cette saison ont montré qu'il sera difficile au club allemand de rivaliser au plus haut niveau européen dans les prochaines années.

Selon le journaliste italien, Fabrizio Romano, les discussions se poursuivent également avec d'autres clubs de Premier League et de Liga notamment. Outre Manchester City, le FC Barcelone, le Real Madrid, Manchester United, Chelsea et Liverpool seraient intéressés. Il sera donc difficile au Borussia Dortmund de conserver son joueur une année de plus alors que son contrat court jusqu'en juin 2024.



FERGUSON MILITE POUR ANCELOTTI

Toujours en quête d'un successeur à son entraîneur intérimaire Ralf Rangnick pour la saison prochaine, la direction de Manchester United a multiplié les pistes avec Mauricio Pochettino (Paris Saint-Germain), Erik Ten Hag (Ajax Amsterdam) ou encore Luis Enrique (Espagne). Mais ce n'est pas tout, les Red Devils ciblent désormais un nouveau candidat, Carlo Ancelotti. Mais ce n'est pas tout, les Red Devils ciblent désormais un nouveau candidat, Carlo Ancelotti, d'après les informations du média ESPN. Alors que le technicien italien ne fait déjà plus l'unanimité au sein de la Maison Blanche, en dépit d'une belle avance prise en tête de la Liga, Ferguson vanterait lui les mérites du "Mister", qui remplit toutes les cases et dispose de l'expérience requise pour ramener MU au sommet sur le court terme, auprès de la direction mancunienne. Sur le papier, une telle opération s'annonce d'ailleurs parfaitement réalisable. D'autant plus qu'un départ d'Ancelotti du Real ouvrirait la porte à une arrivée de Pochettino dans les rangs merengues.

ARSENAL SUR LA PISTE ROBERT LEWANDOWSKI

Le buteur polonais serait sur les tablettes d'Arsenal. Alors que son contrat se termine en juin 2023 avec le Bayern Munich, l'attaquant Robert Lewandowski n'aurait toujours pas trouvé d'accord avec ses dirigeants pour prolonger. Un départ cet été pourrait être à l'étude comme nous le révèle le Daily Star.

La formation d'Arsenal qui devrait perdre Alexandre Lacazette, se serait positionnée sur le buteur polonais de 33 ans. Mikel Arteta serait très intéressé par le joueur bavarois et aurait donné son feu vert à sa direction pour formuler une offre.

Concernant ses performances sur les pelouses, le natif de Warszawa reste un buteur redoutable avec 28 buts en 24 rencontres de championnat de Bundesliga.



Sans un bruit, Eden Hazard quitte le Real

Annoncé comme le digne successeur de Cristiano Ronaldo, Eden Hazard n'aura jamais réussi à s'imposer au Real Madrid. Quelques années plus tard, l'international belge s'appête à quitter la Maison Blanche.

En grande difficulté à Madrid, l'ancienne star du LOSC ou encore de Chelsea est plus que jamais sur le départ même si son club peine à lui trouver une porte de sortie, notamment avec un salaire de 20 millions d'euros par an. Malgré tout, Chelsea et une autre formation de Premier League ont entamé des négociations comme le révèle le journaliste Ramon Alvarez de Mon. Rappelons que les Merengues ont déboursé près de 115 millions d'euros pour s'attacher les services de l'international belge. Il n'a marqué que 6 buts en 65 matchs, toutes compétitions confondues, depuis 2019. Son contrat court jusqu'en juin 2024.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication Abdelmajid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.47.97/023.38.48.00»
 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

RÉDACTION ADMINISTRATION

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.48.00
 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

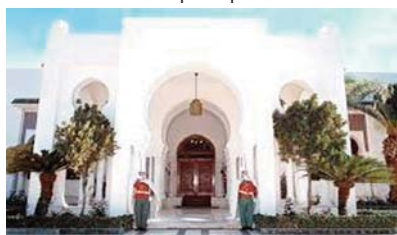
Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

INSPECTION GÉNÉRALE DE LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

Concrétisation des engagements du Président Tebboune en matière de contrôle des institutions et de gestion

Avec l'installation ce jeudi de l'Inspection générale de la présidence de la République, le processus de changement promis par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aura franchi un grand pas en avant, notamment en ce qui concerne le renforcement du contrôle des services de l'Etat et de la gestion au niveau des administrations et des institutions publiques.

En effet, l'installation de l'Inspection générale des services de l'Etat et des collectivités locales, organe placé sous l'autorité du président de la République, s'inscrit dans le cadre des 54 engagements du Président Tebboune pour l'édification d'une Algérie nouvelle où la confiance du citoyen est restaurée à la faveur d'un contrôle des actions des responsables, un renforcement de la gouvernance et la lutte contre la corruption. Ces démarches devront aboutir à une «lutte contre la politique d'impunité», un point sur lequel insiste le Président Tebboune en soulignant à chaque occasion sur la consécration de la transparence en vue de rétablir la confiance du citoyen en son Etat, affirmant que le citoyen demeure au centre de toutes ses préoccupations. Le Président de la République, qui a de tout temps affirmé que ceci ne saurait se faire sans la «consécration du contrôle», avait annoncé la création d'une Inspection générale à laquelle sera dévolue la mission de contrôler l'application des décisions



et des politiques publiques par les responsables, à travers des investigations sur le terrain menées par des inspecteurs dépêchés aux différentes wilayas pour enquêter dans «tous les secteurs à l'exception de la Défense nationale et les activités juridictionnelles». Ainsi, l'Inspection générale intervient au moyen de missions d'inspection et de contrôle qui peuvent être inopinées ou annoncées, et peut aussi être chargée par le président de la République de toutes autres missions d'enquêtes ou d'investigations sur des situations particulières ou exceptionnelles, selon les dispositions du décret présidentiel du 28 décembre 2021 fixant les attributions, l'organisation et le fon-

ctionnement de l'Inspection générale. «L'objectif de créer une Inspection générale relevant de la Présidence de la République est de contrôler l'action et les activités des responsables, en ce sens qu'aucun responsable ne pourra être au courant des visites de cette Inspection», avait affirmé le Président Tebboune. Au fait des modalités de gestion au niveau local et forte de ses contacts directs avec les différentes franges de la société, l'Inspection générale veillera au grain sur la mise en œuvre des décisions gouvernementales et l'application des lois de la République, et ce, à la faveur d'une évaluation permanente des performances des responsables en charge

de la concrétisation des politiques publiques.

L'Inspection générale de la Présidence de la République s'assurera aussi du respect des instructions du président de la République et de la mise en œuvre de ses orientations visant à améliorer la qualité de gestion des services de l'Etat et des collectivités locales, en sus de la qualité des prestations fournies par ces services au regard des besoins et des attentes des usagers et des citoyens.

Les prérogatives de cet organe de contrôle s'étendent également pour couvrir l'application de la législation et de la réglementation régissant le fonctionnement des services de l'Etat, notamment les institutions et les organismes publics ainsi que les collectivités locales et les structures y relevant.

L'Inspection générale a été dotée d'une série de prérogatives lui permettant de s'enquérir des activités des structures objet d'inspection ou d'enquête, chaque mission étant sanctionnée par un rapport destiné au Président de la République.

RAPATRIEMENT

Arrivée à Alger de 76 ressortissants algériens rapatriés d'Ukraine

Soixante-seize (76) ressortissants algériens sont arrivés jeudi soir à Alger en provenance de Bucarest, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune portant rapatriement de tous les ressortissants algériens désirant rentrer au pays en raison du conflit en Ukraine. Ils ont été accueillis à leur arrivée à l'aéroport international d'Alger, à bord d'un vol d'Air Algérie, par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra. Dans une déclaration aux médias, M. Lamamra a indiqué que l'opération d'aujourd'hui est la première du genre et que d'autres vols sont prévus dans les prochains jours. «Les services de nos ambassades sont mobilisés au niveau des frontières avec l'Ukraine pour faciliter le transit des ressortissants vers la Roumanie, la Hongrie et la Pologne», a souligné le chef de la diplomatie algérienne, notant toutefois «que le rapatriement ne se fait pas de façon obligatoire, mais en tenant compte du désir de nos ressortissants de rentrer ou non au pays». M. Lamamra a précisé, à ce

titre, «que beaucoup de ressortissants algériens qui sont arrivés dans les capitales des pays suscités n'ont pas voulu être rapatriés dans le vol d'aujourd'hui, alors qu'il y a eu assez de places». «Certains espèrent peut-être retrouver les bancs des universités prochainement, d'autres ont décidé de rester pour d'autres raisons», a expliqué le ministre, réaffirmant toutefois «que les ambassades et les consulats d'Algérie restent tout à fait disposés à prendre en charge tout Algérien désirant rentrer au pays».

Il a, à cette occasion, salué la solidarité de plusieurs familles algériennes avec leurs compatriotes au niveau des frontières avec l'Ukraine, en leur proposant nourriture et hébergement. «Des familles étrangères ont aussi offert de l'aide aux ressortissants algériens», a ajouté le ministre, reconnaissant que la traversée de ces derniers du territoire ukrainien vers les frontières n'a pas été facile. A noter, par ailleurs, que les ressortissants algériens ont remercié vivement les autorités algériennes pour leur mobilisation et la prise en charge qu'on leur a assurée dès les premiers jours.

ALGÉRIE-ETATS UNIS

Le président de l'APN reçoit l'ambassadrice des Etats-Unis en Algérie

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a reçu, jeudi à Alger, l'ambassadrice des Etats-Unis en Algérie, Elizabeth Moore Aubin, qui lui a rendu une visite de courtoisie, a indiqué un communiqué de l'APN. Lors de cette rencontre, le président de l'APN s'est félicité du développement remarquable que connaissent les relations historiques entre les deux pays, formant le souhait de les renforcer dans plusieurs domaines, notamment sur le plan parlementaire qui verra l'installation du groupe d'amitié devant constituer une passerelle permettant de consolider les relations et les échanges entre homologues, a précisé le communiqué. Pour sa part, Mme Elizabeth Moore Aubin a affirmé que l'Algérie et les Etats-Unis «disposaient de potentialités importantes qu'il importe d'exploiter pour renforcer la coopé-

ration bilatérale», soulignant que son pays «portait un intérêt pour l'expérience de l'Algérie en matière de lutte contre le terrorisme de même qu'il souhaiterait s'informer des lois qui stimulent l'investissement et des textes législatifs relatifs à la lutte contre certains fléaux à l'instar de la traite d'êtres humains», a noté la source. La rencontre a permis d'aborder la situation en Libye, au Mali et au Sahara occidental, outre la coopération en matière de lutte contre le terrorisme et le crime organisé, a ajouté la même source. Convaincu de l'apport de l'art et du tourisme dans le renforcement des relations bilatérales, les deux parties ont mis l'accent sur l'impératif d'engager une réflexion sur les moyens permettant de leur ouvrir la voie afin de jouer un rôle dans ce domaine, a conclu le communiqué de la chambre basse du parlement.

MONDE ARABE

Le ministre de la Communication reçoit le DG de l'ASBU

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Bouslimani a reçu le Directeur général (DG) de l'Union des radiodiffusions des Etats arabes (ASBU), Suleiman Abdel Rahim qui effectue une visite en Algérie à l'occasion de la tenue, en cours, des réunions périodiques des coordinateurs de la radio et de la télévision, des ingénieurs en com-

munication et des techniciens des réseaux d'échange. La rencontre s'est déroulée jeudi au siège du ministère, en présence du Directeur du Centre arabe d'échange d'informations et de programmes, M. Mohcine Karim Slimani, du président de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV), Mohamed Louber et de cadres du département de la Communication, indique un communiqué du ministère. Les deux responsables ont passé en revue «les domaines de coopération entre l'ASBU et les instances arabes membres de l'Union, ainsi que les voies et moyens de les hisser à des niveaux supérieurs», examinant par la même «les perspectives de consolidation des relations entre l'Algérie et l'ASBU en matière d'échange d'informations et de programmes», a conclu le communiqué.

APS

DIPLOMATIE

M. Lamamra reçoit le nouvel ambassadeur de la République hellénique en Algérie...

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra, a reçu, hier, M. Georgios Zacharioudakis, qui lui a remis les copies figurées des lettres de créance l'accréditant en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République hellénique auprès de la République algérienne démocratique et populaire, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

... et le nouvel ambassadeur du Pakistan en Algérie

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra, a reçu également à Alger, M. Muhammed Tariq, qui lui a remis les copies figurées des lettres de créance, l'accréditant en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Islamique du Pakistan auprès de la République algérienne démocratique et populaire, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

RÉALISATION DE LA LIGNE TERRESTRE TINDOUF-ZOUERATE

La Commission intersectorielle tient sa 2^e réunion

La Commission intersectorielle chargée du suivi et de la mise en place de facilitations pour le projet de réalisation de la route terrestre reliant la ville algérienne de Tindouf à la ville mauritanienne de Zouerate a tenu, à Alger, sa 2^e réunion, selon un communiqué du ministère des Travaux publics. La réunion de la Commission qui a été installée en janvier écoulé, s'est déroulée jeudi au siège du ministère des Travaux publics, sous la présidence du premier responsable du secteur, Kamel Nasri et en présence du Directeur général de l'Agence algérienne de la coopération internationale pour la solidarité et le développement. Ont pris part à cette réunion qui vise à suivre les préparatifs du lancement effectif de ce projet stratégique et important et qui s'étend sur une distance de 775 km, des représentants du ministère des Finances, du ministère de l'Énergie et des Mines, du ministère des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, du ministère du Commerce, de l'entreprise Naftal, de l'Agence nationale des ressources hydriques (ANRH), de la Direction générale des douanes et de la Banque d'Algérie (BA), en sus des deux directeurs généraux des bureaux d'études et des laboratoires qui se chargeront de la mise en place de l'étude technique de ce projet. Le projet de réalisation de la route Tindouf-Zouerate s'inscrit dans le cadre d'un mémorandum d'entente dans le domaine des Travaux publics, signé le 28 décembre 2021 par le ministre des Travaux publics, Kamel Nasri du côté algérien et le ministre mauritanien de l'Équipement et des Transports, Mohamedou Ahmedou M'haïmid du côté mauritanien, et ce, en marge de la visite d'Etat effectuée par le président mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani en Algérie, à l'invitation du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

ALGÉRIE-MOZAMBIQUE

Sonatrach et son homologue du Mozambique conviennent d'asseoir les bases d'une collaboration durable

La société nationale des hydrocarbures (Sonatrach) et son homologue du Mozambique (ENH) ont convenu d'asseoir les bases d'une collaboration durable et pérenne, a indiqué le groupe pétrolier algérien dans un communiqué. Les deux entreprises ont également convenu, lors des entretiens tenus entre le Président-Directeur général de la Sonatrach, Toufik Hakkar, le Président-Directeur général de l'ENH, Estevao Pale, dans le cadre de la visite de ce dernier à la tête d'une importante délégation en Algérie, du 25 février au 2 mars en cours, de mettre une feuille de route, pour concrétiser la volonté de coopération dans les domaines identifiés. Au

cours de son séjour, la délégation a visité des installations et infrastructures de la Sonatrach au niveau des installations de traitement de gaz et du Centre national de dispatching du gaz (CNDG), situés à Hassi R'mel, ainsi que les complexes de liquéfaction du gaz et de séparation des GPL, situés dans la zone industrielle d'Arzew. La délégation a, également, été conviée à suivre des présentations relatives aux infrastructures et moyens pédagogiques développés par l'Institut Algérien du Pétrole (IAP) et par Sonatrach Management Academy (SMA) pour la formation et le perfectionnement du personnel de la société.